



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique



Rapport 2010

Les entreprises françaises & l'Afrique

LE MOCI Le moniteur du
commerce
international lemoci.com

Hors-série - Déc. 2009 - 25 euros

↑
(Une passion au service de l'Afrique)
↓



NELSON CAMEROUN

Distributeur automobile et de véhicules industriels sur le continent, nous proposons à notre clientèle locale une gamme significative et variée de véhicules, à usage privé ou professionnel, à la vente ou à la location. Présent dans 21 pays d'Afrique subsaharienne, Tractafrik Motors s'engage avec des marques prestigieuses et à fort développement. Notre croissance passe par un important recrutement de nouveaux collaborateurs dans nos différents métiers de la vente et des services. Une façon d'affirmer notre indéfectible passion pour l'Afrique et de confirmer notre engagement client. Tractafrik, c'est depuis toujours, un professionnalisme sans faille.

Tractafrik
motors



GRUPE
ONA

www.tractafrik.com

W o r l d C l a s s S e r v i c e s i n A f r i c a .

LE MOCI**Directeur de la publication
et Directeur général**

Vincent Lalu

RÉDACTION**Rédacteur en chef**

Christine Gilguy

Conseiller de la rédaction

Georges Rambaldi

Réalisation

Pascale Cancalon (secrétaire de rédaction)

Ont collaboré à ce numéro :Bénédicte Châtel, Anne Guillaume-Gentil
(articles sur les perspectives et synthèses
de conjoncture par pays)**Conception graphique et maquette**

amarena / www.amarena.fr

Impression

RAS à Villiers le bel (95)

PUBLICITÉ**Directeur de la publicité**

Pierre Bessièrre

Fabrication

Robin Loison

Commission paritaire.

Publication n° 0911 K 81051

**ÉDITEUR Sedec SA**

11, rue de Milan, 75009 Paris

Téléphone : 01 53 80 74 00

www.lemoci.com

**CONSEIL FRANÇAIS
DES INVESTISSEURS EN AFRIQUE**

Conseil français des investisseurs en Afrique

45, rue de la Chaussée d'Antin,

75009 Paris

Tél. : 01 45 62 55 76 -

Fax : 01 42 56 79 33

Courriel : relationcian@cian.asso.fr

Site : www.cian.asso.fr

Fondateur du rapport

Jean-Pierre Prouteau †

Comité de rédaction

Paul Adoue

Anthony Bouthelie

Alix Camus

André Creis

Stephen Decam

SOMMAIRE**5 Progrès ?**

Éditorial par Alexandre Vilgrain, président du CIAN

6 Les faits marquants de 2009**L'Afrique, le monde et la France****8 Face à la crise financière, la réponse des bailleurs de fonds publics a été massive****12 Entretien avec Anne-Marie Idrac,
secrétaire d'État français au Commerce extérieur****18 Equipe de France de l'export, l'Afrique subsaharienne est-elle hors jeu ?****22 Unions régionales africaines : l'intégration dans les limbes****24 Les projets d'infrastructures précèdent les accords politiques****28 Banques : redistribution des cartes sur un marché en pleine effervescence****30 Agriculture : la pénurie mondiale de terre stimule les investissements étrangers****Analyse économique par zone et par pays****34 Les résultats 2009 de l'enquête CIAN****41 Afrique du Nord****48 Afrique de l'Ouest****58 Afrique centrale****65 Afrique australe****71 Afrique orientale & océan Indien****Cahier central : Rapport d'activité 2010**

Les actions et les projets du CIAN

Copyright : toute reproduction, même partielle, des
textes et documents parus dans le présent numéro
est soumise à l'autorisation préalable de la rédaction.

BRUSSELS AIRLINES, LE SPÉCIALISTE DE L'AFRIQUE



Avec plus de 45 vols par semaine vers 14 destinations africaines, personne ne relie l'Afrique et l'Europe comme Brussels Airlines. Et grâce à nos partenaires de Star Alliance, l'Afrique est désormais connectée au monde entier via Bruxelles.

Progrès ?

ÉDITORIAL



Alexandre Vilgrain,
président du CIAN.

Ce Rapport reflète les opinions des opérateurs économiques en Afrique d'un triple point de vue : la vie de leurs entreprises, la santé de l'économie africaine et le jugement porté sur l'environnement des affaires.

Alors, la vie des entreprises, mieux ou moins bien ?

L'onde de choc provoquée par la crise est globalement arrivée atténuée en Afrique, décalage technique - ou décalage dans le temps ? -, mais les résultats d'exploitation ont progressé en 2009 pour la majorité des sociétés.

Alors, la santé des économies, mieux ou moins bien ?

Le déclencheur de la crise, le système bancaire dans les pays du Nord, est structuré différemment en Afrique et ne l'a donc pas contaminée par les produits dits « toxiques ». Cependant, les émigrés envoient - un peu - moins d'argent et la chute des matières premières et du pétrole rend plus exsangue le budget des Etats.

Toutefois la croissance est demeurée positive presque partout et, même moindre, elle n'a pas arrêté les investissements d'infrastructures (routes, barrages, ...) dont le continent africain a le plus grand besoin. Surtout, beaucoup de nouveaux investisseurs chinois, indiens, brésiliens, sud-africains ... ciblent l'Afrique dans un mouvement sans précédent au moment même où, pour la première fois, notre enquête fait apparaître une grande réserve chez les investisseurs implantés de longue date.

Alors, l'environnement des affaires, mieux ou moins bien ?

Notons d'emblée que le Baromètre CIAN se révèle d'une fiabilité étonnante comparé au Rapport Doing Business de la Banque mondiale, réalisé à grands frais.

Certes l'Afrique demeure le « cas social » de la planète mais ce Baromètre élaboré depuis plusieurs années évolue favorablement et, avec le recul, on voit s'affirmer le rôle de l'entreprise qui incite les Etats à se préoccuper plus sérieusement de l'environnement des affaires.

Une double constatation émerge dans ce Rapport. D'une part, l'extraordinaire vigueur de ce continent riche de sa jeunesse et de ses ressources qui lui permettent de bien résister à la crise. D'autre part, les défis ne l'épargnent pas, notamment ceux de l'énergie et de l'autosuffisance alimentaire, mais l'Afrique recèle en elle-même les moyens d'y répondre par ses réserves d'espaces, de forêts et d'hydro-électricité. Ce continent est en effet « the last emerging market » et il se trouve que l'Equipe de France, entreprises et Etat, dispose d'atouts historiques, culturels et économiques singuliers, restons devant !

Pour terminer, un mot pour remercier ceux qui permettent à ce Rapport d'exister et lui confèrent l'originalité d'être construit sur les témoignages du terrain. L'enquête du CIAN a recueilli cette année un nombre de réponses sans précédent grâce aux concours de nos adhérents bien sûr, mais aussi des administrations, conseillers du commerce extérieur, chambres de commerce et autres instances professionnelles.

Plus que jamais, le CIAN est le carrefour de ces forces qui participent au progrès de l'Afrique.

Alexandre Vilgrain

janvier

- > **APE** - Le Cameroun et l'Union européenne ont signé le 16 janvier à Yaoundé un Accord de partenariat économique (APE) « intérimaire », premier APE intérimaire conclu entre l'UE et un État d'Afrique centrale.
- > **Zimbabwe** - Le leader de l'opposition Morgan Tsvangirai a accepté le 30 janvier 2009 d'être le Premier ministre d'un gouvernement d'union nationale au Zimbabwe qui est entré en fonction le 13 février. Le Zimbabwe entame son processus de normalisation qui s'engrènera toute l'année.

mars

- > **Madagascar** - Lâché par l'armée et sous la pression de la rue, le président Marc Ravalomanana a transféré ses pouvoirs le 17 mars à un directoire militaire qui les a immédiatement remis à Andry Rajoelina, alors chef de l'opposition et maire de la capitale Antananarivo. Toutefois, la situation est demeurée extrêmement tendue à Madagascar. Sous la médiation de l'ex-président mozambicain Joaquim Chissano, un accord a été signé le 9 août prévoyant la mise en place d'un gouvernement de transition devant organiser dans les quinze mois des élections présidentielles et législatives. Cet accord est néanmoins contesté par Marc Ravalomanana.

avril

- > **Afrique du Sud** - L'ancien vice-président et chef zulu Jacob Zuma est élu le 22 avril président de l'Afrique du Sud. Le président Thabo Mbeki avait démissionné le 20 septembre 2008, sur demande de l'ANC. L'intérim a été assuré par Kgalema Motlanthe qui n'a pas voulu être candidat à la présidence.



Eitan Abramovich / ImageForum

juin

- > **Gabon** - Le président gabonais Omar Bongo décède le 8 juin 2009 après trente années au pouvoir. Une dizaine de candidats s'est présentée à sa succession. Son fils Ali Ben Bongo, l'ex-ministre de l'Intérieur, est élu le 3 septembre sur fond de contestation de la loyauté du scrutin.



Eric Felenberg / ImageForum

juillet

- > **Agriculture** - Le 10 juillet, le G8 réuni à L'Aquila décide de consacrer au moins 15 milliards USD sur les trois prochaines années à la sécurité alimentaire, surtout dans les pays pauvres. La France contribuera à hauteur de 2 milliards USD à destination essentiellement des pays africains. Selon l'International Food Policy Research Institute, depuis 2006, 15 à 20 millions d'hec-

tares de terres ont été vendues ou allouées à des opérateurs étrangers. Un code de conduite pour réguler ces ventes est à l'étude.

- > **Aide** - Le 30 juillet, le FMI décide de mobiliser 17 milliards USD supplémentaires pour les allouer sur les six prochaines années aux 80 pays les plus pauvres, fragilisés par la crise. Au premier semestre 2009, le Fonds a prêté ou engagé 3 milliards USD, soit plus que les volumes d'aide de ces trois dernières années cumulées.



H. Hu / Fotolia

D'autres mesures ont été prises telles que la suspension du paiement des intérêts de la dette jusqu'à fin 2011, des concessions plus fortes sur de nouveaux prêts, la création de nouveaux instruments financiers et le renforcement des réserves de change. Vingt-huit pays africains ont été sous programme FMI en 2009 contre six seulement en 2006.

- > **Flux** - Selon le « tracker » de fonds EPFR (Emerging Portfolio Fund Research), l'Afrique a attiré, entre janvier et fin juillet 2009, 990 millions USD de flux nets des fonds d'investissements, soit un retournement de situation par rapport aux flux négatifs fin 2008.

août

- > **Infrastructures** - Symbole du regain d'investissements dans les infrastructures en Afrique, le 1er août, le pont Guebuza, reliant le nord et le sud du Mozambique, a été inauguré. Véritable prouesse technologique réalisée par le consortium portugais Mota-Engil / Soares da Costa (un contrat de 80 millions d'euros), cet ouvrage long de 2 km et large de 16 m avec 4 voies de circulation, facilite aussi l'accès au Malawi et à la Zambie. Un facteur majeur dans le rapprochement actuel des communautés économiques régionales que sont COMESA-EAC-SADC en vue de créer un marché unique.

novembre

- > **Côte d'Ivoire** - Le recensement électoral en Côte d'Ivoire s'est achevé fin juin sur l'enregistrement de quelque 6,5 millions de personnes. Les élections présidentielles qui devaient avoir lieu le 29 novembre, après plusieurs reports depuis 2005, ont été une nouvelle fois différées à une date indéterminée.

décembre

- > **Guinée** - À la suite de la mort du président Lansana Conté en décembre 2008, la junte prend le pouvoir avec à sa tête le jeune capitaine Moussa Dadis Camara. Si la transition s'est passée dans le calme, la tension est montée au fil des mois jusqu'à la répression dans le sang de la manifestation pacifique du 28 septembre. Dadis Camara est de plus en plus isolé. En octobre, une médiation entre le pouvoir et l'opposition, sous l'égide de Blaise Compaoré, est entreprise pour renouer le dialogue. Le 3 décembre, le chef de la junte échappe à une tentative d'assassinat par son ancien aide de camp et est évacué au Maroc.

SUCRE - FARINE - COTON ALIMENTATION ANIMALE - ÉLEVAGE en Afrique



Chaque jour la SOMDIAA cultive son savoir-faire agro-alimentaire

La SOMDIAA, Société d'Organisation de Management et de Développement des Industries Alimentaires et Agricoles, acteur majeur du secteur agro-alimentaire en Afrique francophone, a construit, depuis sa création, une vingtaine de complexes agro-industriels en partenariat avec les États Africains.

Présente en Afrique Francophone et dans l'Océan Indien depuis plus de 40 ans, la SOMDIAA y développe ses produits et ses métiers de l'agro-alimentaire : sucre, farine, coton, aviculture, alimentation animale... au profit des marchés domestiques locaux.

Ses filiales, trois sucreries de canne et trois moulins de blé, produisent et commercialisent des produits en conformité aux standards des pays développés en terme de qualité, d'éthique, de rentabilité, de technicité et de respect de l'environnement.

Les 11 000 personnes qui y sont employées sont assurées de bénéficier de la responsabilité sociale et des formations techniques et managériales qui constituent les valeurs historiques de notre Groupe.



39 rue Jean-Jacques Rousseau - bp 2122 - 75001 Paris
Tél : 01 40 39 55 00 - Fax : 01 40 39 55 01
www.somdiaa.com - e-mail : info@somdiaa.jlv.com



Face à la crise financière, la réponse des bailleurs de fonds publics a été massive

On a tout d'abord pensé que l'Afrique subsaharienne parviendrait à surfer sur la crise mondiale. Puis, au fur et à mesure que le séisme bancaire mutait en crise économique, les effets se sont fait ressentir, notamment sur ses échanges commerciaux et sur ses flux financiers entrants.

L'Afrique enregistre donc, comme partout ailleurs, une baisse de sa croissance, une moindre marge de manœuvre budgétaire et un accès beaucoup plus restreint aux marchés des capitaux. Aussi les bailleurs institutionnels doivent-ils jouer leur « rôle contracyclique », comme le définit Michel Jacquier, directeur général délégué de l'AFD, « en venant se substituer à la défaillance partielle d'un certain nombre d'investisseurs privés. »

Le FMI estime que la croissance de l'Afrique subsaharienne en 2009 sera de l'ordre de 1,7% contre 6,4% en 2008. Mais une certaine embellie se dessinerait pour 2010 avec +3,7% attendus. Pour se redresser, le Fonds a estimé à 25 milliards USD les financements additionnels nécessaires en 2009 pour les 22 pays à faible revenu et la BAfD (Banque africaine de développement) considère que l'Afrique a besoin de 50 milliards USD pour maintenir ses taux de croissance au même niveau qu'avant la crise, et de 56 milliards USD en 2010. Selon une étude consacrée à « La crise et l'Afrique » et présentée lors du 12^e Forum pour le partenariat avec l'Afrique (FPA)

en juin dernier, sur ces 50 milliards USD, 20 à 21 milliards USD reviendraient à l'Afrique ces deux à trois prochaines années. Cette somme se déclinera notamment en 8 à 9 milliards USD de Droits de tirages spéciaux (DTS), auxquels il faut ajouter 5 à 6 milliards USD en prêts concessionnels supplémentaires du FMI et 1 milliard USD en financements procurés par des banques multilatérales de développement au secteur privé, sans oublier 6 milliards USD sous forme de financement des exportations.

Car l'Afrique est touchée de plein fouet par la baisse du commer-

20 milliards USD d'engagements sur les trois prochaines années

ce mondial. « Le déficit prévu des recettes d'exportation sera de l'ordre de 251 milliards USD en 2009 et atteindra 277 milliards USD en 2010 pour l'ensemble du continent, les pays exportateurs de pétrole enregistrant les plus grandes pertes », a estimé en mars dernier le Comité des ministres des Finances africains

et les gouverneurs des Banques centrales. Ainsi, une des initiatives majeures prises pour voler au secours du commerce mondial a été la création en 2009 par la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale, du Programme global de liquidité pour le commerce extérieur (GTPL). Il regroupe plusieurs pays donateurs et des institutions de financement du développement comme la BAfD. Le GTPL devait créer un fonds commun de 5 milliards USD permettant de mobiliser 50 milliards USD : jusqu'à 15 milliards USD seraient destinés à l'Afrique. À noter que le GTPL est un instrument temporaire « qui sera dissous lorsque la crise s'estompera et lorsque les marchés du financement du commerce seront revenus suffisamment à la normale (probablement dans trois ans) », souligne la BAfD.

À cela se conjuguent les initiatives convenues au cours des Assemblées annuelles de la Banque dans le cadre de son nouveau Plan d'action conjoint – la BAfD a déjà augmenté de 13% ses engagements en 2008. Il s'agit

notamment de son Initiative de financement du commerce (1 milliard USD), d'un Fonds de garantie des PME africaines de 300 à 500 millions USD sans oublier sa Facilité de liquidité d'urgence de 1,5 milliard USD. Pour leur part, le FMI a doublé ses concours aux pays les plus pauvres, majoritairement l'Afrique, et a assoupli ses conditions d'emprunt, tandis que le groupe Banque mondiale, à travers son guichet concessionnel IDA, a fortement accéléré ses engagements envers l'Afrique, notamment les pays les plus pauvres : au 30 juin 2009, ils avaient crû de 44,3%, à 8,2 milliards USD sur 99 projets, dont bon nombre dans le secteur des infrastructures. Quant aux pays à revenu intermédiaire, des instruments financiers plus flexibles ont été déployés.

À noter que les sept plus importants investisseurs et bailleurs multilatéraux en Afrique (BEI, BAfD, AFD, DBSA, KfW, BID, BM) se sont entendus pour engager 15 milliards USD en prêts tendant à promouvoir le commerce, à renforcer le secteur financier, à financer les ...

La crise a provoqué un tarissement des flux de capitaux privés

Côté investissements privés, la crise a eu un impact négatif très net et la remontée des niveaux de flux prendra du temps. Ainsi, dans les pays en développement en général, les flux nets de capitaux privés sont passés, selon la Banque mondiale, de 1,2 trillion USD en

2007 à 707 milliards USD en 2008 et devaient se réduire à 363 milliards USD sur 2009. En Afrique subsaharienne, les flux nets de capitaux auraient baissé de près de 35%, passant de 55 milliards USD en 2007 à 36 milliards USD en 2008, selon le rapport Global Development

Finance de la Banque mondiale. Ceci comprend la diminution sensible des transferts de fonds des migrants : après une augmentation d'environ 11% de 2006 à 2007, ces envois ont chuté jusqu'à 38% dans certains pays en 2008, selon la BAfD.



Allianz Africa, le nouveau nom d'AGF Afrique au Bénin, au Burkina, au Cameroun, en Centrafrique, en Côte d'Ivoire, au Ghana, à Madagascar, au Mali, au Sénégal et au Togo.

Maintenant au Ghana

Allianz, avec vous de A à Z.

Allianz 

[Parole d'acteur]

Lionel Zinsou, président de PAI partners

« Il y a une qualité de réponse qui est importante et qui traite les pays pauvres de façon spéciale »

« On est en train de dégager une espèce de nouveau consensus par rapport à celui de Washington de 1989 qui reposait sur les paradigmes ajustement structurel et désendettement. Suite à la crise, le FMI et la BM ont dû agir à toute vitesse et ont tous deux mis au point des facilités conjoncturelles. Par exemple, le FMI et la BAfD ont apporté un concours extrêmement rapide de 500 millions USD au système bancaire égyptien qui, étant un des plus modernes en Afrique, était de ce fait un des plus branchés sur la crise financière mondiale. [...] Ils ont créé une Facilité conjoncturelle qu'ils décaissent rapidement et qui est importante.

[...] À la conférence de Dar es-Salaam en mars, Dominique Strauss-Kahn est venu expliquer que désormais le FMI servait aussi à régler des crises de liquidités : on a donc suspendu les contraintes de désendettement, on a financé les secteurs bancaires et les trésors publics comme on ne l'avait jamais fait auparavant. Dès lors, il y a une qualité de réponse importante et qui traite les pays pauvres de façon spéciale [...].

Ainsi, du côté du système de Bretton Woods, il y a un changement complet très associé à la personnalité de deux hommes, Robert Zoellick et Dominique Strauss-Kahn. La deuxième chose, c'est que l'OMC a fait prévaloir, au G20 au printemps, et confirmer à Pittsburg, qu'il y aurait des facilités pour insérer dans le marché mondial les pays les plus pauvres. Et Pascal Lamy



s'est lancé dans une croisade assez intéressante, avec l'aide du secteur privé – ce qui n'était franchement pas dans les habitudes de l'OMC – pour mobiliser les 20 milliards USD que le G20 avait définis à Londres. Ce n'est qu'un début de mouvement et cette somme ne va pas se décaisser immédiatement car il faut que la demande se manifeste. Justement, l'OMC commence à travailler avec le secteur privé afin que la demande de concours ne vienne pas seulement des gouvernements mais aussi du secteur privé. Cela permettra de financer des infrastructures de transport, de stockage, des crédits à l'export, etc. C'est le début de quelque chose. »

infrastructures, l'agroalimentaire, les PME. La BEI notamment aura un recours accru au Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures.

Mais surtout, l'Union européenne a réaffirmé ses engagements antérieurs – notamment ceux du Sommet du G8 à Gleneagles en 2005 – à l'égard de l'aide publique au développement (APD), et sa volonté de voir l'Afrique bénéficier d'au moins 50% de l'augmentation de l'APD mondiale. Rappelons que les engagements pris à l'égard de l'Afrique subsaharienne correspondaient à une hausse annuelle de 25 milliards USD de l'aide au développement, ce qui devait permettre de doubler le montant de l'aide entre 2004 et 2010. Mais l'Afrique n'aurait reçu qu'environ 30% de l'augmentation de l'APD observée depuis 2004.

Quant à la Zone franc, le Fonds européen de développement (FED) a plus que doublé ses engagements en 2008 passant de 600 millions à 1,5 milliard d'euros et ses décaissements ont augmenté de 770 millions à 900 millions en 2008. Le Groupe de l'AFD, quant à lui, a créé un fonds d'investissement africain (250 millions d'euros) et un nouveau fonds de garantie (250 millions d'euros). Les engagements de l'Agence sur l'Afrique subsaharienne avoisineraient les 2 milliards d'euros d'intervention (1,3 milliard en 2008). Sur ce total, les interventions de Proparco approcheraient les 400 millions en 2009. ■

Anne Guillaume-Gentil
et Bénédicte Châtel

[Point de vue]

Anthony Bouthelier, président délégué du CIAN**L'aide à l'Afrique : la France donne-t-elle trop ?***

Le succès grandissant de L'Aide fatale⁽¹⁾, œuvre de Dambisa Moyo, est révélateur d'une contestation africaine de l'aide à ce continent. Nous ne sommes pas dans le cartiérisme, « la Corrèze plutôt que le Zambèze », mais dans un double constat.

L'échec de l'aide est depuis longtemps évident. Globalement, le continent africain est l'une des rares parties du monde à avoir régressé ces dernières décennies : le nombre des très pauvres y a été multiplié par trois, la Guinée avait un PIB supérieur à celui de la Malaisie dans les années cinquante...

Les exemples abondent et l'on sait bien que ce ne sont pas les pays les plus aidés qui réussissent le mieux à faire reculer la pauvreté.

Justement, le second constat de Dambisa Moyo va au-delà de l'échec, pour souligner que l'aide aggrave la pauvreté. On aurait pu s'en douter à la lumière de ce qu'elle rappelle elle-même : la malédiction pétrolière qui afflige les États africains supposés être riches grâce aux hydrocarbures. L'aide, en effet, comme les revenus tirés du sous-sol ou offshore, est contrôlée par une poignée d'individus qui ne vont pas lui accorder un statut spécial sous le fallacieux prétexte qu'elle est le fruit de la générosité des contribuables du Nord.

La niaiserie des 0,7% du PIB des pays du Nord à consacrer à l'aide prend, dans ce contexte, tout son relief. Car si l'aide est nocive, ceux qui se rapprochent de ce taux ne sont pas

à féliciter mais à clouer au pilori ! Plus sérieusement, l'ethnocentrisme de cette démarche est accablant car on voit bien que le jugement n'est pas fonction de l'efficacité de l'aide mais du degré de bonne conscience que se donnent les pays riches qui atteignent ces 0,7% et peuvent dès lors dormir en paix : ils ont atteint l'objectif, peu leur importe que les fonds fassent la fortune des paradis fiscaux ou des agents immobiliers de Paris, Londres ou New York !

Ce qui est intéressant dans le pamphlet de la jeune Zambienne est qu'il témoigne d'une prise de conscience africaine déjà ancienne.

Lorsque le CIAN a été convié par les Britanniques à contribuer au volet africain du G8 de Gleneagles, nous avons entendu un remarquable exposé ougandais sur le thème « Arrêtez l'aide, elle infantilise l'Afrique ! » Car qui défend l'aide dans sa forme actuelle ? Les agents des bailleurs de fonds et leurs obligés – consultants, ONG... – tous positionnés sur le registre du « toujours plus » et en majeure partie citoyens de pays du Nord.

Ne dit-on pas que la Banque mondiale est une machine à nourrir des consultants occidentaux ? Personne ne suggère de tarir les ressources africaines, même mal utilisées, et la provocation de Dambisa Moyo d'arrêter l'aide publique n'est pas à prendre au pied de la lettre. D'autres chemins existent, comme en témoignent notamment les expériences asiatiques.



Écoutons ces voix africaines, elles savent qu'il n'y a pas plus efficace créateur de richesses que les entreprises, mais pour combien de temps encore les « aideurs » se polariseront-ils principalement sur les sommes déboursées sans remettre en cause leur culture et leurs méthodes ?

Anthony Bouthelier

(1) L'Aide fatale, Dambisa Moyo, Ed. Lattès, septembre 2009.

* Article paru dans Les Afriques, n° 97, 12 au 18 novembre 2009"

[Anne-Marie Idrac, secrétaire d'État français au Commerce extérieur]

Nouvelle équipe de France de l'export : « À chaque acteur le rôle qui lui revient, en vertu de ses “avantages comparatifs” »

Les acteurs publics, parapublics et privés français participant à l'effort d'accompagnement des entreprises françaises à l'international sont nombreux et ils travaillaient jusqu'à récemment plutôt en ordre dispersé : Ubifrance, Missions économiques, CCI en France qui se positionnent sur l'Afrique (Rouen, Marseille, Bordeaux, etc.), CCI françaises en Afrique, AFD/Proparco, CIAN, Medef, Conseillers du Commerce extérieur de la France (CCEF), ministères, Chambres de commerce franco-africaines... Pour rationaliser et accroître l'efficacité de cette « équipe de France de l'international » très hétérogène, un certain nombre de réformes ont été lancées ces dernières années. Anne-Marie Idrac, secrétaire d'État chargée du Commerce extérieur, en explique la philosophie et les objectifs.

Le Moci : *Où en est la réforme de la « Maison France » intervenant à l'international et plus particulièrement en Afrique ? Quelle est la marge de manœuvre de l'État pour que cette réforme puisse voir le jour étant donné que ces organisations sont, pour la plupart, privées ou parapubliques ?*

Anne-Marie Idrac : Des réformes importantes ont été menées depuis 2008 pour améliorer la lisibilité et l'utilité du dispositif actuel visant à accompagner l'internationalisation des entreprises françaises. Une nouvelle organisation et une répartition des missions ont été déterminées par l'adoption d'une convention de partenariat entre les différents organismes d'appui en avril 2008. Cette convention définit une relation désormais structurelle entre Ubifrance, les CCI en France et les Chambres de commerce à l'étranger et, depuis juin 2009, les Conseillers du Commerce extérieur, dans le but d'offrir aux PME exportatrices un dispositif simplifié, coordonné et plus efficace. L'objectif était de confier – sans exclusivité – à chaque acteur le rôle qui lui revient, en vertu de ses « avantages comparatifs » dans la séquence de l'export : aux CCI, le rôle d'identifier les exportateurs potentiels ; à Ubifrance et aux Missions économiques, celui



Signature de l'accord-cadre entre le groupe AFD (Agence française de développement) et Ubifrance, le 9 septembre 2009. De droite à gauche Anne-Marie Idrac, secrétaire d'État au Commerce extérieur, Jean-Michel Severino, directeur général de l'AFD et Luc Rigouzzo, directeur général de Proparco.

de leur proposer les destinations adaptées à leur projet et les services facilitant leur prospection ; aux Chambres de commerce à l'étranger, la mission de fournir des services à haute valeur ajoutée aux PME françaises ayant fran-

mis en place. Afin d'asseoir le rôle d'Ubifrance dans sa mission d'accompagnateur des entreprises de France vers l'extérieur, il a été décidé de lui confier progressivement la gestion directe des Missions économiques réalisant le service aux

Une coopération d'ores et déjà prévue sur le forum PME France Afrique au Maroc début 2010

chi le cap de la prospection et désormais en phase d'installation ou de développement sur le marché considéré.

Les Conseillers du Commerce extérieur pourront continuer, aux côtés des opérateurs, à faire bénéficier les entreprises de leur expérience et de leur professionnalisme par le biais des analyses et de la formation qu'ils prodiguent. Un programme « France » et un catalogue de produits communs seront

entreprises. D'autres partenaires sont venus avec leurs moyens et leurs

services renforcer cette équipe : Oseo, Coface, Inpi, qui constituent aussi des relais de politique publique ; le Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN) et l'AFD, qui a signé une convention avec Ubifrance le 9 septembre et dont les missions seront révisées dans le cadre d'une nouvelle convention d'objectif et de moyens avec l'État.

Par ailleurs une convention Ubifrance/CIAN, signée le ...

« Notre offre de produits est parfaitement adaptée aux besoins et aux conditions spécifiques des marchés africains »

Un entretien avec Bruno Bouygues, Directeur général de GYS

Pouvez-vous nous présenter votre société ?

La société GYS, créée en 1964, conçoit et fabrique trois gammes de produits : des chargeurs de batteries automobiles, des équipements de carrosserie et des postes de soudure à l'arc. Elle a été rachetée par mon père, en 1997, à une holding industrielle qui connaissait des difficultés financières et qui a dû à cette époque se séparer de certaines filiales. Après une première phase de cinq années de remise à plat de l'activité et des produits, la société a connu sur les sept dernières années une forte croissance : le chiffre d'affaires a triplé sur les cinq dernières années pour atteindre 46 millions d'euros en 2008.

L'usine principale est située à Saint-Berthevin près de Laval (280 km à l'Ouest de Paris) où se trouve également le siège social. Les produits sont vendus dans une centaine de pays et la société réalise la moitié du chiffre d'affaires à l'export. Des filiales commerciales ont été créées en Allemagne, en Chine et au Royaume-Uni. En Chine, la filiale assure, en plus de la commercialisation des produits, la fabrication des chargeurs de batteries grand public et dispose d'un bureau d'achat. Petit poucet il y a 10 ans, GYS est aujourd'hui devenu un véritable groupe industriel employant environ 400 salariés.

Comment expliquez-vous une croissance aussi rapide de l'activité ?

L'innovation technologique et industrielle ainsi que la volonté d'être un challenger sur nos marchés ont été les deux piliers fondamentaux de la stratégie de développement du groupe. Nous avons aussi pris des risques et investit dans beaucoup de technologies nouvelles. Un bon exemple est le SMI (substrat métal isolé) qui nous a permis de réduire les prix de revient industriel et de fiabiliser nos produits. Cette technologie combinée avec des avancées en électronique de puissance nous a aussi permis de réduire le poids des produits. Dans les postes de soudure, par exemple, un poste moderne pèse maintenant 3 à 4 kilogrammes (contre 50 à 80 kilogrammes il y a dix ans). Il est évident que chaque brique technologique que nous rajoutons chaque année nous donne un peu d'avance sur nos concurrents.

Pour proposer des produits technologiques à des prix très compétitifs, le modèle économique de GYS repose aussi sur une robotisation poussée et une intégration quasi-complète de la chaîne de fabrication. La sous-traitance est limitée au minimum. Cette stratégie industrielle nous a permis d'obtenir une productivité très élevée, une flexibilité forte et une réduction substantielle des prix de revient



industriels.

Une des dernières clefs de notre succès repose sur le temps passé pour comprendre les besoins spécifiques sur chaque pays de nos clients. Par exemple, pour répondre aux besoins de la réparation de nouveaux aciers plus durs dans le domaine de la réparation automobile en Allemagne, GYS a sorti en 2008 une gamme d'équipements de soudure par point et de soudure à l'arc spécifique. Cette gamme a permis à la société d'être finaliste sur le prix de l'innovation du salon Equip'Auto 2009 et de recevoir le prix de l'innovation 2009 pour l'Ouest de la France de la part d'Ernst & Young.

Comment faites-vous pour préserver cette avance sur vos concurrents ?

Le budget consacré à la recherche et développement (R&D) représente aujourd'hui 8 % du chiffre d'affaires de la société. La société emploie une trentaine d'ingénieurs et un nouveau centre de R&D de 4000 mètres carrés va être construit prochainement. La poursuite de l'effort dans ce domaine est une priorité absolue afin de pouvoir innover en permanence. Chaque année, nous présentons une trentaine de produits nouveaux sur le marché. L'innovation est le seul moyen pour conserver l'avance dont nous disposons.

Quelles sont vos priorités en matière de développement à l'international ?

Après le rachat, il a fallu tout d'abord investir pour moderniser usine & offre produit et pour consolider l'assise de la société sur le marché français. Ensuite, nous nous sommes attaqués aux marchés européens puis asiatiques avec soit des partenariats forts avec des importateurs soit avec l'ouverture de filiales commerciales (Allemagne, en Chine et Royaume-Uni). Aujourd'hui, douze ans après le rachat, nous

sommes devenus en Europe un acteur incontournable pour nos produits et notre objectif est maintenant de d'accélérer le développement de la présence de GYS en Afrique et au Moyen-Orient. La priorité pour 2010 est l'Afrique avec comme objectif l'établissement d'un réseau d'importateurs parmi les sociétés qui ont l'habitude d'acheter des équipements industriels.

Nous sommes convaincus que nous allons rapidement rencontrer et séduire en Afrique les bons partenaires en 2010. Nous avons trois avantages importants : GYS est une société familiale – c'est très important sur ce continent de savoir qu'une personne est responsable. GYS conçoit des produits de très grande qualité (nous sommes très présents en Inde, en Russie et en Chine et nos produits ont été éprouvés) et bien sûr nous n'oublions pas la variable prix. En Europe comme en Asie, les produits GYS sont positionnés comme « des produits excessivement solides, des technologies européennes ayant des prix chinois ».

Tous les produits du catalogue (800 environ) doivent non seulement passer une batterie de tests avant de sortir des chaînes de production mais ils ont aussi du fonctionner dans des conditions climatiques extrêmes : entre moins dix et quarante degrés centigrades, pour être validé. J'aimerais souligner en particulier la technologie Protec 400 mise au point par GYS qui protège de manière très efficace les produits contre les variations de tension sur les réseaux électriques.

Quel est le message à l'intention des clients potentiels en Afrique ?

GYS est avant tout un groupe familial, dynamique, innovant et jeune. Le groupe a pour habitude de travailler dans le cadre d'une relation de confiance : un client est pour nous un partenaire. Nous pensons que ces valeurs sont aussi celles de nombreux chefs d'entreprises en Afrique. Je dirais aux Africains : faites comme les Européens qui nous ont fait confiance, essayez nos produits !

Contact

GYS Group
134 Bd des Loges
53 941 Saint-Berthevin FRANCE
Tel : +33 (0) 2 43 01 23 60
Fax : +33 (0) 2 43 68 35 21
Web : www.gys.fr
Email : contact@gys.fr

11 juin 2009, permettra de développer les relations entre les entreprises françaises implantées en Afrique, notamment subsaharienne, et UbiFrance. Une coopération est d'ores et déjà prévue sur le forum PME France Afrique qui devrait se dérouler au Maroc début 2010. L'intérêt du CIAN est de toucher davantage de PME, notamment les fournisseurs ou équipementiers de ses adhérents actuels, favorisant ainsi une forme de portage.

Le Moci : Existe-t-il un modèle dans les autres pays dont la France s'inspire ou pourrait s'inspirer pour réformer cette « Maison France » à l'international ?

Anne-Marie Idrac : Nous n'avons pas le sentiment d'avoir « imité » d'autres pays en mettant en place notre réforme. Elle a été essentiellement conduite pour répondre le plus parfaitement possible aux besoins des entreprises. La plupart des pays européens ont confié à des opérateurs publics la mise en œuvre de la politique de développement international des entreprises. Ce sont les dispositifs publics espagnol et italien qui sont les plus proches du système français de promotion de l'offre nationale avec un ministère de tutelle, une agence centrale chargée de l'information et la promotion (l'Institut du commerce extérieur, ICEX en Espagne, ICE en Italie), des relais en province et

un réseau à l'étranger rattaché aux ambassades. Nous nous rapprochons aussi de l'Allemagne, du fait que ce pays s'appuie aussi sur le réseau de ses Chambres de commerce à l'étranger pour soutenir l'internationalisation de leurs entreprises.

Le Moci : Quel est, à vos yeux, l'enjeu particulier que représente le marché africain ?

Anne-Marie Idrac : Nos relations économiques avec l'Afrique se distinguent avant tout par leur ancienneté et leur intensité, même si, et c'est bien normal, le poids relatif de ces échanges a eu tendance à diminuer au cours des dernières décennies, au fur et à mesure que les pays africains ont diversifié leurs partenariats commerciaux. Aujourd'hui encore, la France compte cependant parmi les premiers fournisseurs de nombre de pays africains, et détient une part de marché de l'ordre de 8% en moyenne sur l'Afrique subsaharienne (près du double de notre part mondiale), avec des niveaux dépassant 15% dans les pays de la Zone franc. Une telle présence justifie bien sûr que nous restions tous vigilants et mobilisés pour défendre nos atouts (et ils sont nombreux en Afrique), mais aussi que nous démontrions le rôle positif que jouent nos entreprises dans le

développement économique de ces pays. C'est en effet une de mes grandes convictions : non seulement le secteur privé peut et doit jouer un rôle moteur dans

Une telle présence justifie bien sûr que nous restions tous vigilants et mobilisés pour défendre nos atouts

le développement économique, mais en outre, les entreprises françaises, reconnues pour leur fiabilité et leur compétence, doivent montrer l'exemple. En ce sens, la promotion des intérêts de nos entreprises et l'aide au développement se rejoignent sur certains objectifs, je pense notamment à la Responsabilité sociale

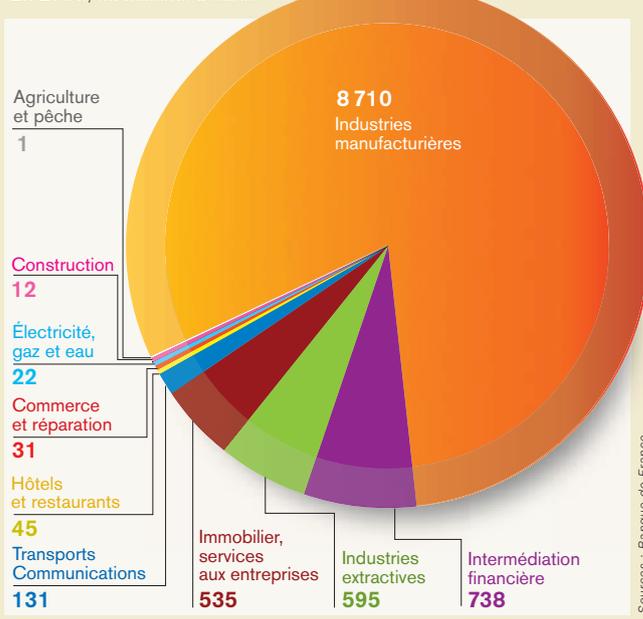
et environnementale (RSE) des entreprises.

Face à une concurrence qui mise principalement voire uniquement sur des bas prix, la valorisation de notre savoir-faire passe ainsi par une exigence accrue en ter-

mes d'impact social et environnemental et par une meilleure coordination de l'équipe de France de l'international, je viens d'en parler. C'est pourquoi en matière d'aide au développement, la position française se veut exemplaire tant en matière de déliement que d'efficacité de nos instruments. À cet égard, ...

Répartition des IDE français en Afrique par secteur

En 2008, en millions d'euros



Le Groupe BOA a confiance en l'avenir



Depuis près de trente ans, le Groupe BANK OF AFRICA participe au développement de l'Afrique. Capacité à innover, dynamisme, partenaires internationaux et solidité financière assurent au Groupe une croissance continue d'Ouest en Est.



- 12 Banques, tous publics, implantées dans 11 pays d'Afrique.
- Principales filiales : crédit-bail, bourse et investissement.
- Forte présence dans l'assurance.



GRUPE BANK OF AFRICA

www.bank-of-africa.net

*La force d'un groupe
La proximité d'un partenaire*

l'initiative pour le soutien à la croissance de l'Afrique, dite initiative « du Cap », qu'a lancée le président de la République l'année dernière, s'annonce comme un vecteur tout à fait innovant et majeur de l'investissement privé africain. En deux mots, il s'agit en effet de faciliter l'accès au financement des PME africaines à travers un fonds de participation (250 millions d'euros), un fonds de garantie (250 millions d'euros) et l'augmentation des financements de l'AFD en direction des entreprises (à hauteur de 2 milliards d'euros sur cinq ans). Après un an de démarrage effectif, l'objectif de soutenir 2 000 entreprises et 300 000 emplois privés en Afrique subsaharienne semble en bonne voie.

Sur le terrain, tout ceci suppose également que nos services économiques (qui cumulent bien souvent en Afrique les fonctions commerciales qui sont ailleurs dévolues aux bureaux Ubifrance) travaillent en bonne intelligence avec notre communauté d'affaires d'une part et avec l'AFD d'autre part. J'ai demandé à ce que cela soit inscrit dans les textes contractuels encadrant leurs relations. En dépit du contexte de crise, j'ai par ailleurs décidé de conserver en 2009 une politique d'assurance-crédit ouverte et réactive, qui s'est traduite par des assouplissements dans plusieurs pays. ■

*Propos recueillis par
Bénédicte Châtel et
Anne Guillaume-Gentil*

Le top 15 des clients et des fournisseurs africains de la France (Exportations et importations en millions d'euros)

	2008	2009 (9 mois)	Evol. 2009/2008 (9 mois)
Clients de la France			
Algérie	5499,4	3774,7	-4,80%
Maroc	4247,5	2562,8	-19,70%
Tunisie	3295,7	2166,5	-13,40%
Afrique du Sud	1643,1	978,7	-20,90%
Nigeria	1465,8	1034	3,70%
Égypte	1205,1	1022,2	24,60%
Sénégal	790,6	466	-19,30%
Côte d'Ivoire	744,3	495,2	-11,70%
Cameroun	574,9	396,8	-7,30%
Gabon	559,3	371,2	-9,60%
Angola	505,2	367,1	0,40%
Congo	498	337,4	-0,70%
Libye	484,9	570,7	47,40%
Maurice	341	193,9	-21,80%
Ghana	337,1	283,8	48,70%
Fournisseurs de la France			
Algérie	4818,9	2193,6	-40,90%
Tunisie	3788,8	2270	-24,00%
Libye	3434,1	1554,6	-39,50%
Nigeria	3262,7	1445,7	-39,60%
Maroc	2870,5	1844,5	-17,80%
Angola	2721,3	1615,4	-25,90%
Afrique du Sud	1202,4	638	-28,30%
Égypte	928,8	763,9	24,70%
Guinée équatoriale	815,8	233,1	-69,20%
Côte d'Ivoire	566	423,2	2,24%
Congo	476,5	419,5	25,70%
Cameroun	370,5	143,9	-226,60%
Madagascar	299,8	205,2	-8,10%
Ghana	199,6	140,9	-8,90%
Mauritanie	175,4	29,8	-78,40%

Source : Douanes françaises



La Compagnie Fruitière

produit, transporte, mûrit et distribue une large gamme de fruits : bananes, ananas, exotiques et produits issus du maraîchage, en provenance notamment d'Afrique de l'Ouest, et à destination du marché européen. Les plantations du Groupe ont mis en place une politique sociale et environnementale volontariste, comme l'attestent les nombreuses certifications qui leur ont été délivrées.



Site internet : www.compagniefruitiere.com



COMPAGNIE
FRUITIERE

Équipe de France de l'export : l'Afrique subsaharienne est-elle hors jeu ?

Aussi louable soit-elle du point de vue français, l'Afrique subsaharienne risque de ne pas sortir indemne de la réforme de « l'équipe de France de l'export » menée par Bercy. Du moins à court terme. La volonté de rationaliser, au niveau mondial, le dispositif de promotion du commerce extérieur et des investissements français à l'étranger, pour des raisons tant d'efficacité que de réduction des coûts, n'est jamais de bon augure pour des pays et des marchés situés dans une zone, l'Afrique subsaharienne, où l'action s'assimile davantage à du travail de dentelle... Mais pour y voir plus clair, un point sur l'impact de la réforme sur l'organisation des services s'impose.

Selon la réforme du dispositif d'appui français au Commerce extérieur engagée en 2008, tout ce qui relève du service aux entreprises est désormais piloté par Ubifrance. Dans ce contexte, un certain nombre de représentations à l'étranger de la Direction générale du Trésor et de la politique économique (DGTPE) - les Missions économiques - ont commencé à basculer dans le giron d'Ubifrance en quatre vagues : janvier et septembre 2009, janvier et septembre 2010. Elles conservent leur dénomination de « missions économiques ». Là où l'activité de service aux entreprises est moindre, comme en Afrique subsaharienne, les anciennes Missions continuent à exercer à la fois leurs fonctions purement régaliennes et les services aux entreprises. Il s'agit alors de « services économiques » et leurs

actions pour les entreprises sont menées sous la houlette d'Ubifrance.

Avec les Chambres de commerce et d'industrie (CCI) en France et les Chambres françaises de commerce et d'industrie à l'étranger (CCIFE), Ubifrance a noué des conventions de partenariat fortes pour favoriser un meilleur échange d'informations

et une meilleure coordination de leurs activités mutuelles. Pour résumer : aux CCI la tâche d'identifier des exportateurs français potentiels et de les orienter dans le circuit de l'international, à Ubifrance et aux Missions économiques celle de les accompagner sur un gros bout du chemin, aux CCIFE de les aider à s'implanter sur place.

Une des premières concrétisations

globales de ces conventions a été la publication, le 13 octobre dernier, sur le site Internet d'Ubifrance, du premier « programme France » 2010, présentant l'ensemble des opérations à venir des acteurs impliqués : missions de prospection, rencontres d'acheteurs étrangers,

stands collectifs sur des salons étrangers, séminaires,

Entre le nord et le sud du continent, « le vide sidéral »

forums... Des conventions de partenariat ont été également signées avec des acteurs clés tels que le CIAN, la Coface, Oseo, les CCEF, l'AFD, Sopexa, etc. Reste à signer la convention de partenariat avec le Medef.

En parallèle à la réforme d'Ubifrance se tisse laborieusement celle des Chambres de commerce. Elle devrait donner naissance à des Chambres de commerce et d'industrie régionales (CCIR) renforcées avec qui Ubifrance a déjà signé des accords.

Mais quid de l'Afrique ? « La réforme d'Ubifrance consiste à se concentrer sur les pays où la France a une représentation forte, en gros l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud. Au milieu, c'est le vide sidéral ! », souligne Alexandre Vilgrain, président du CIAN et Pdg du groupe Somdiaa. Ubifrance a déjà un bureau en Algérie, en Tunisie et prochainement en Afrique du Sud, mais ailleurs sur le continent, même au Nigeria, la réforme n'est pas encore d'actualité.

En outre, la réorganisation interne d'Ubifrance privilégie l'approche par grandes filières secto-

[Témoignage]

Patrice Desgranges, président de la section des CCEF du Cameroun

« La réforme en elle-même nous touche peu »

À la question « l'Afrique subsaharienne risque-t-elle d'être marginalisée par cette réforme ? », voici sa réponse :

« La réforme en elle-même nous touche peu, du moins ici au Cameroun, puisque pour l'instant – et pour sans doute un temps encore relativement long – les deux activités de la Mission économique (régaliennes et services aux entreprises, Ndlr) ne sont pas séparées. [...] J'ai compris la réforme comme étant une réforme qui intéresse les grandes entités comme les États-Unis, le Japon, l'Inde, etc. [...] La dimension de nos pays en Afrique – sauf bien entendu l'Afrique du Sud ou sans doute le

Nigeria ou demain la RDC – sont, sans que cela soit péjoratif, de petits pays, de petits marchés. [...] Et même lorsqu'on raisonne Cemac ou Uemoa, on raisonne toujours en occultant ou presque – un peu moins maintenant – le Nigeria. Pourtant, le Nigeria est le géant régional, que ce soit de la région ouest-africaine ou centrale.

On finit par se dire – à tort sûrement – que cette réforme n'est pas pour nous ! Pas tout de suite... Alors, ne faudrait-il pas, notamment pour l'Afrique, raisonner non pas au niveau des pays mais à l'échelon au-dessus, c'est-à-dire au niveau d'un ensemble de Régions ? »

Contribution essentielle

Et si découvrir et produire du gaz devenait indispensable pour satisfaire la demande mondiale en énergie ?



La demande mondiale de gaz naturel croît plus fortement que celle de toute autre énergie fossile. Précurseur dans la chaîne des métiers du GNL (gaz naturel liquéfié), Total poursuit son développement gazier à travers le monde en mettant en œuvre de nouveaux projets en Australie, en Norvège, au Qatar, au Yémen ou au Nigeria. Parce qu'assurer les besoins énergétiques de la planète est une priorité. www.total.com

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Notre énergie est votre énergie



TOTAL

rielles délaissant celle par zones géographiques, hormis les départements « Intelligence marché » et « Événements spéciaux ».

« C'est vrai que l'on a moins d'actions sur l'Afrique. Ces grandes actions sectorielles sont assez mobilisatrices », fait-on remarquer chez Ubifrance. Dans le programme France 2010, sur les 398 opérations recensées à la mi-octobre dans l'ensemble du monde, seulement 18 actions étaient prévues en Afrique subsaharienne, 26 en Afrique du Nord (dont deux en Égypte), 8 sur la seule Afrique du Sud et une dans l'océan Indien.

Pour Ubifrance, raison de plus pour mettre en avant l'importance d'organismes bénéficiant d'un réseau de terrain tels que le CIAN, les Conseillers du Commerce extérieur de la France (CCE) ou encore l'AFD. Et de mettre en avant les conventions de part-

nariat signées avec le CIAN, le 11 juin, ou encore plus récemment avec l'AFD. Côté CIAN, cependant, les limites du partenariat sont vite posées : selon son président, Alexandre Vilgrain, il n'est pas dans les missions du CIAN de travailler à la promotion du commerce international des PME françaises. Quant aux membres présents sur le terrain, sans être les représentants locaux d'Ubifrance, ils participent aux Chambres de commerce et autres clubs d'investisseurs, entités qui travaillent à accroître la présence française.

Le CIAN propose « d'apporter [son] expertise dans le choix des priorités tant géographiques que sectorielles », poursuit son président. Un rôle qui complète celui des CCE mais qui ne saurait se confondre. « Chaque CCE informe, via son mandat, le gouvernement français de ce qui se pas-

se dans son pays d'implantation et incite à y venir pour investir. Celui qui est au Togo parle du Togo, au Bénin du Bénin, etc. Il en est de même d'un ambassadeur. Ce qui est demandé au CIAN c'est de relativiser, en quelque sorte, ces informations car il a une vision globale du continent. Le CIAN peut être une force de proposition », explique encore Alexandre Vilgrain.

Quant à l'AFD, elle se félicite de cet accord signé avec Ubifrance. « Cela permettra

Renforcer des réseaux de coopération préexistants

qu'Ubifrance, sur la base d'informations que nous leur communiquerions sur la situation économique et financière des pays, l'état des infrastructures, la gouvernance de certains secteurs, l'environnement des affaires, etc., et sur la base de leur propre système d'information, puisse bâtir des éléments de communication vers les entreprises », notamment les PME, précise Michel Jacquier, directeur général adjoint de l'AFD. Mais pour proposer tel ou tel pays, encore faut-il que l'Afrique subsaharienne soit sur l'écran radar d'Ubifrance. Pour Jérôme Cazes, directeur général de Coface, cela ne fait pas de doute. « Cette zone de moindres turbulences a bien sûr été repérée par les entreprises qui ont redécouvert, dans certains cas, l'intérêt des marchés africains. » Dans ce cas, la réforme est salutaire, déclare Jean-Louis Latour, nouveau délégué général du Comité national des CCEF : « L'Afrique représentait quelque 15 à 20% de nos exportations il y a trente ans contre 3% aujourd'hui. Donc, on a très fortement diminué le dispositif de l'État en Afrique. Raison de plus pour que les CCE et les Chambres de com-

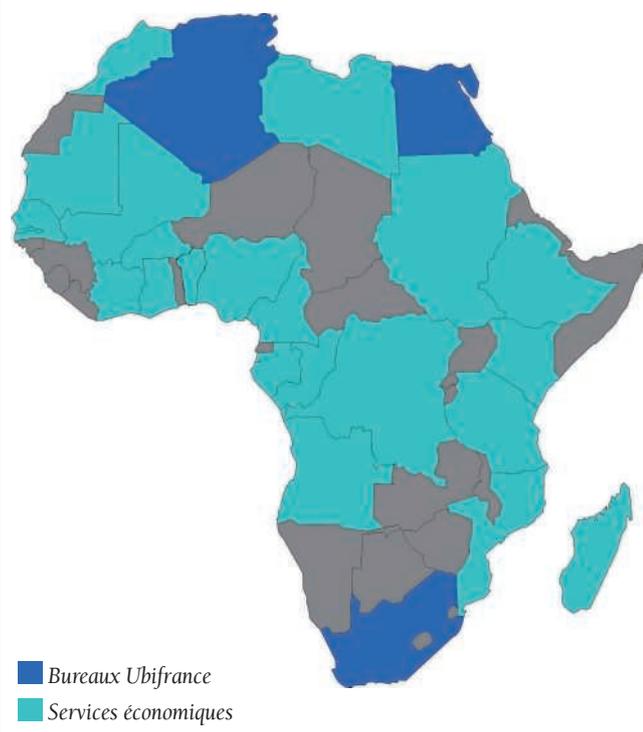
merce puissent prendre toute leur place dans le nouveau dispositif d'Ubifrance. Sur l'Afrique, plus encore peut-être qu'en Asie ou en Europe, on est condamné à travailler ensemble. Sinon, rien ne se passera ! »

Pour certains, cette réforme ne fera que renforcer des réseaux de coopération préexistants. « Les changements à Ubifrance n'ont aucun impact sur La Maison de l'Afrique », souligne sa directrice, Sylvie du Chaxel. « De tout temps, la direction internationale

de la CCIP a travaillé avec les Missions économiques et cet accord va renforcer notre partenariat », précise de son côté Frédéric Brunet, délégué du président de la CCIP chargé de l'innovation et de l'Afrique.

En revanche, la réforme des CCI en France, qui doit aboutir à une régionalisation d'un certain nombre de services, risque d'affecter l'intérêt manifesté par certaines chambres pour l'Afrique. « Il y aura mutualisation de moyens et de services au sein des structures régionales : c'est le but de la réforme des chambres, poursuit Frédéric Brunet. Demain on peut imaginer qu'il n'y aura qu'une direction internationale par chambre régionale ou du moins que les chambres locales travailleront main dans la main. Supposons qu'il y ait un arbitrage au niveau de la Région, où seulement une petite chambre s'intéresse à l'Afrique, et que cet arbitrage dise que l'Afrique n'est pas la priorité de la Région... ! Il faudra rester vigilant et se battre. Je suis un défenseur de l'Afrique et je pense que si on remonte un niveau au-dessus, on risque de perdre dans certaines régions. » ■

Implantations actuelles en Afrique des représentations Ubifrance-Missions économiques et des Services économiques



[Témoignage]

Dominique Brunin, directeur général de la Chambre française de commerce et d'industrie du Maroc (CFCIM)*.

Vers « plus d'actions ou des actions plus percutantes sur le continent africain »

À la question « l'Afrique subsaharienne risque-t-elle d'être marginalisée par cette réforme ? », voici sa réponse : « Il faut rappeler que la réforme du dispositif public, notamment celle des services économiques des ambassades, avec la rationalisation du dispositif autour de postes régionaux supervisant des grappes de pays, a démarré il y a déjà une dizaine d'années au niveau de l'Afrique subsaharienne. Aujourd'hui, au contraire, la dynamique nouvelle des échanges entre l'Afrique du Nord et l'Afrique

subsaharienne, l'émergence de nouvelles concurrences en Afrique du Nord et en Afrique subsaharienne, auxquelles s'ajoute la mise en synergie du dispositif français, devraient conduire à plus d'actions ou des actions plus percutantes sur le continent africain. Par exemple, ce sont les opérations transversales aux pays du Maghreb et de l'Afrique du Nord que l'on mène depuis plusieurs années maintenant avec MedAllia [...] où sont rassemblées des entreprises d'Afrique du Nord avec des entreprises

françaises. Cette réforme du dispositif les a rendues possibles et les a facilitées parce que tout le monde a connaissance, partage et met en commun ces opérations. »

* En vertu d'une convention signée en 2006 et reconduite en 2009, la CFCIM est la représentante exclusive d'Ubifrance sur toute la partie « appui aux entreprises » et Ubifrance n'a plus d'autres implantations au Maroc.

SCOMA Courtage d'Assurances et de Réassurances

VOS RISQUES ...
NOS SOLUTIONS

Entreprises Particuliers Clientèle privée Santé

www.oscoma.com

Unions régionales africaines : l'intégration dans les limbes

La 4^e Conférence des ministres africains de l'Intégration, en mai dernier, a été claire : au vu des avancées de chaque communauté régionale, « il n'est pas certain qu'une union douanière continentale puisse être mise en place d'ici 2019 comme planifié », rapportait alors l'hebdomadaire *Les Afriques*. De fait, selon les zones et les institutions, le niveau d'avancée en matière d'intégration est très variable.

Des zones de libre-échange existent déjà au sein du Comesa (Marché commun de l'Afrique de l'Est et australe), avec ses 19 pays membres et son marché de 400 millions d'habitants, de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe), de la Cedeao (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et de l'EAC (Communauté de l'Afrique de l'Est).

À l'Ouest, en Zone franc, l'Uemoa (Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest) et la Cemas (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale) disposent depuis longtemps d'une

union monétaire. En revanche, l'Igad (Autorité intergouvernementale pour le développement) et la Censad (Communauté des États sahélo-sahariens) sont encore loin du but.

Aucune union douanière achevée n'est en vigueur sur le continent, l'Uemoa étant la plus aboutie avec un tarif extérieur commun en place depuis 2000. Au sein de la Cedeao, les visas ont été levés, certains pays délivrant des passeports communitaires.

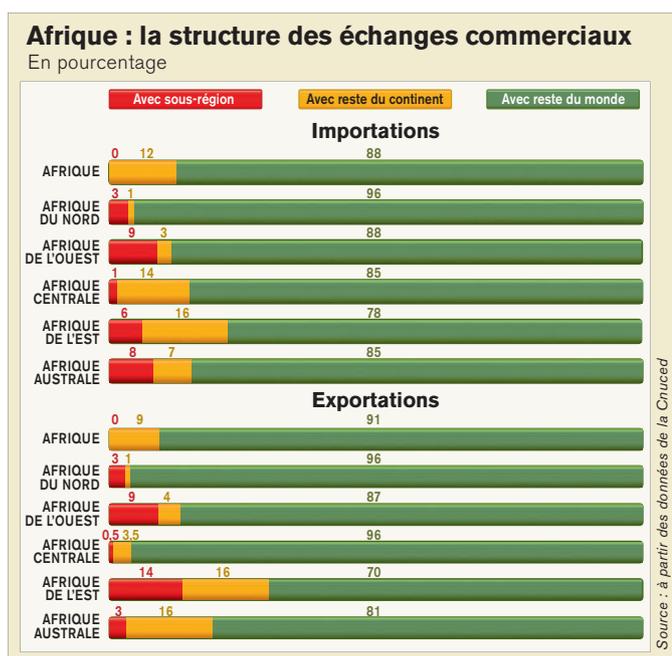
Un grand pas a toutefois été fait par le Comesa, la SADC et l'EAC qui ont décidé, à Kampala en octobre 2008, de se rapprocher pour créer une zone de libre-échange. Au sommet de Victoria Falls en juin, ils ont débattu d'un tarif extérieur commun pour les marchandises. Les restrictions aux visas de tourisme au sein de la zone ont déjà été levées.

Globalement, l'intégration a encore du chemin à faire au niveau institutionnel et politique. Elle est également à parachever sur le terrain, même dans les régions où l'intégration est la plus avancée. Selon Vivien Foster, de la Banque mondiale, « la vitesse effective du trafic international de fret est de moins de 10 km/h lorsque tous les délais associés au passage des frontières et des ports sont pris en considération »...

Un retard qui pénalise l'Afrique. Partant du principe que « les retombées de la croissance outre frontières comptent parmi les principaux bénéficiaires de l'intégration régionale » car « la croissance des pays voisins renforce la croissance intérieure, qui favorise à son tour les voisins », les auteurs du Rapport 2009 sur le développement dans le monde relèvent qu'en Afrique subsaharienne, « les retombées moyennes de la croissance ont été bien plus faibles, indiquant le manque relatif d'intégration régionale, en dépit d'une pléthore d'accords commerciaux régionaux. »

Un avis que Lionel Zinsou, président de Pai Partners, rejoint. Pour lui, l'intégration régionale est « évidemment » la solution aux problèmes de l'Afrique et la crise mondiale n'a pas vraiment fait évoluer la donne du problème.

« L'Afrique a les moyens de s'aider elle-même, simplement c'est encore dans les limbes. L'Afrique a des réserves de change importantes de l'ordre de 400 milliards USD. Certains pays ont des surplus considérables – l'Algérie, la Libye, le Nigeria, l'Angola – et c'est complètement nouveau. Mais pour l'instant, elles ne sont pas du tout mobilisées pour l'Afrique et ça, la crise ne l'a pas résolu », fait-il remarquer. ■



[Parole d'acteur]

Michel Jacquier, directeur général délégué de l'AFD et président du Fonds d'investissement et de soutien aux entreprises en Afrique (Fisea)

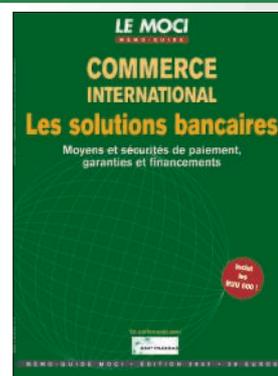
« La prégnance des besoins va favoriser une accélération des interconnexions régionales »

Le Moci : La crise accélère-t-elle le processus régional en Afrique ?

Michel Jacquier : J'aurais tendance à vous répondre « oui » car c'est la logique. Mais, très honnêtement, je ne peux dire ni ça ni son contraire. Les processus de renforcement de cette intégration régionale ont préexisté à la crise. Ce qui est probable c'est que sur un certain nombre de sujets – je pense à l'énergie notamment – la prégnance des besoins va favoriser une accélération des interconnexions régionales, la mise en commun d'un certain nombre d'infrastructures de production, etc. Mais je ne peux pas dire que la crise a été un déclencheur de ce mouvement. Ce mouvement préexistait.

Le Moci : Comment l'AFD soutient-elle ce processus d'intégration ?

Michel Jacquier : La coopération française et l'AFD soutiennent les intégrations régionales à travers des aides budgétaires que nous faisons à l'Uemoa depuis 2005 et à la Cemap depuis 2007. Ces aides, de l'ordre de 20 millions d'euros par an pour chacune, ont pour objectif principal de soutenir les programmes économiques régionaux qui sont pilotés par les deux commissions, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale. Ces deux dispositifs ont été mis en place dans le cadre de l'appui particulier que nous donnons à la Zone franc. Sur l'Afrique anglo-saxonne par contre, nous ne faisons rien de précis en matière de soutien institutionnel aux régions. ■



Nouvelle édition dans la collection Mémo-Guide

Besoin de **sécuriser** le règlement d'une exportation? Besoin de **rassurer** votre nouveau fournisseur étranger avec une **lettre de crédit**? Besoin d'une ligne de garantie pour répondre à un **appel d'offres** à l'étranger? Besoin de **proposer une solution de financement** à votre client?

Cette nouvelle édition des sécurités de paiement en partenariat avec la BNP a été **élargie aux garanties internationales** et **aux financements** des exportations, et enrichie des **nouvelles RUU 600** de la CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE.

Prix 34 € TTC franco de port - REF 150022 - COMMERCE INTERNATIONAL LES SOLUTIONS BANCAIRES
T. 0811 02 12 12 - abonnement@lemoci.com

Intégrations régionales : les projets d'infrastructures précèdent les accords politiques

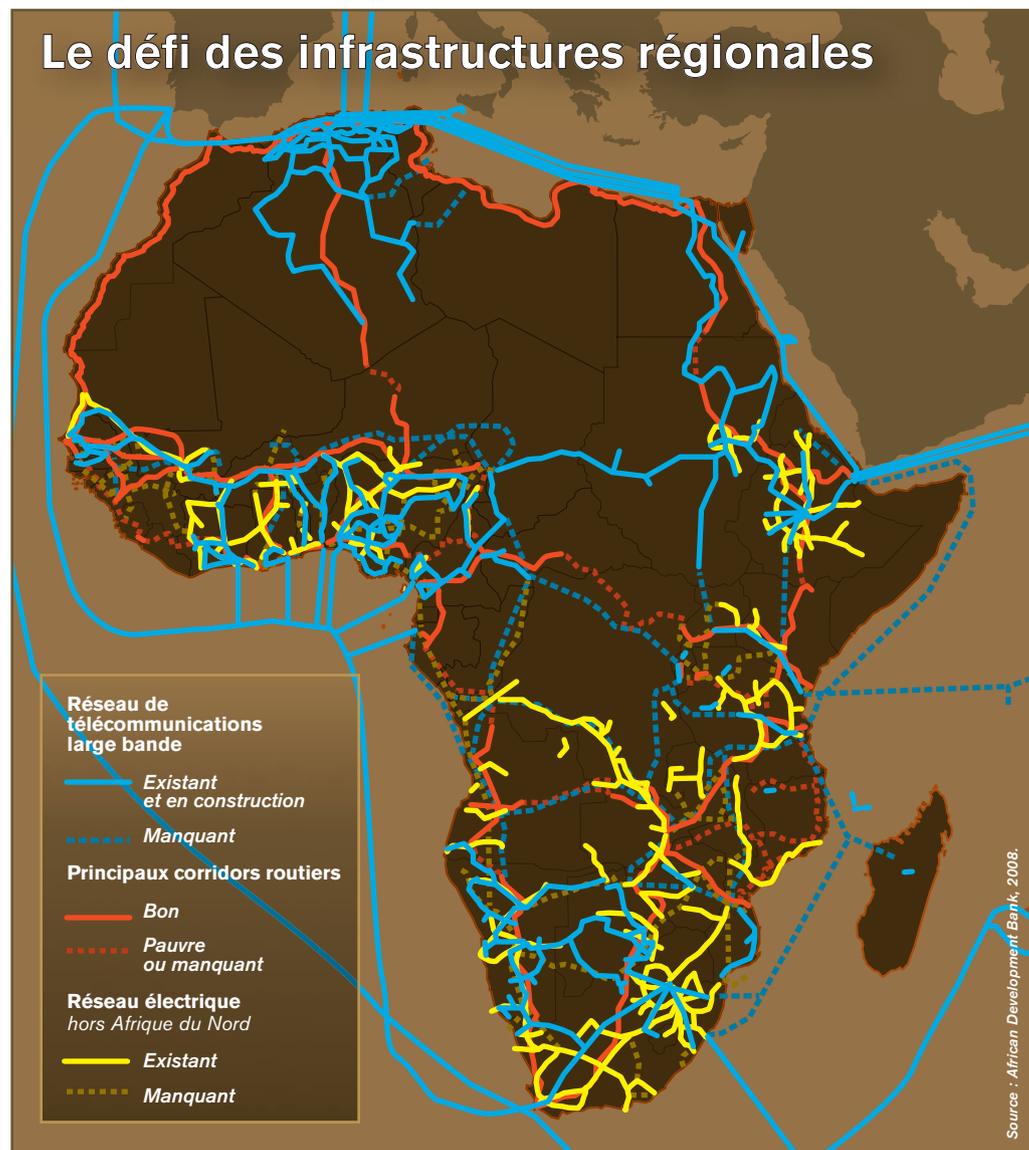
« L'Afrique fait avec elle-même 10% de son commerce extérieur, l'Asie 50% et l'Europe 73% », souligne Lionel Zinsou, président de PAI Partners. « Mais il n'y a aucun suspense : dans une génération, dans 25 ans, l'Afrique fera 50% de ses échanges avec elle-même. Ainsi, on peut voir cette absence d'intégration comme une faiblesse très grande de l'économie africaine ou comme un vrai moteur de développement car cela va changer. »

Comme bon nombre d'intégrations régionales à travers le monde, l'économie précède le politique. Des projets d'infrastructure très lourds, notamment dans les secteurs de l'énergie et du transport, se réalisent alors que les institutions régionales se cherchent encore.

Énergie : foisonnement d'interconnexions régionales

Le manque d'énergie paralyse : les 48 pays d'Afrique subsaharienne, soit 800 millions de personnes, génèrent l'équivalent de la production électrique de l'Espagne. Pire encore, la consommation en Afrique serait en baisse, selon la Banque mondiale, à 124 kw-h/hab/an, soit un dixième de ce qui se trouve ailleurs dans les pays en développement. Les entreprises en Afrique perdraient 5% de leurs marchés du fait des ruptures de courant.

L'Afrique foisonne de projets d'électrification, notamment

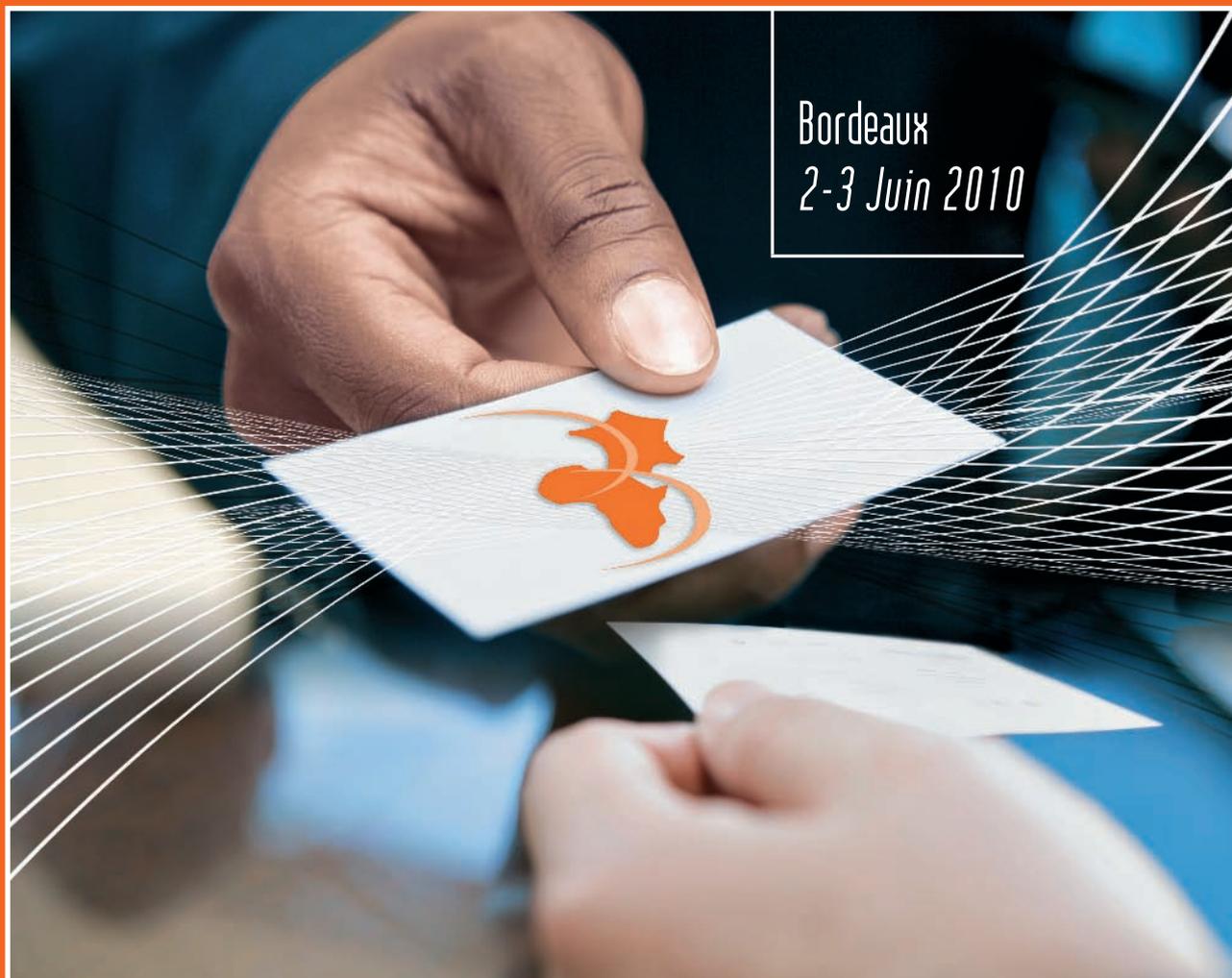


d'interconnexions régionales. En effet, 60% du potentiel hydro-électrique du sous-continent est concentré en RD Congo et en Éthiopie tandis que 21 des 48 pays d'Afrique subsaharienne ont des systèmes nationaux qui génèrent moins de 200 MW, « un niveau qui ne leur permet pas d'être efficient », note Vivien Foster, de la Banque mondiale.

Actuellement, seulement 16% de l'énergie est commercialisée hors des frontières nationales, la plupart des échanges se réalisant entre l'Afrique du Sud et ses voisins. Quelque 500 millions USD par an devraient être investis jusqu'en 2015 dans des systèmes d'interconnexion pour créer de réels pools régionaux et réduire le coût de l'énergie.

Cette carte des réseaux électriques, routiers et de télécommunications montre la faiblesse des liaisons d'envergures régionales en Afrique.

AFRICA FRANCE BUSINESS MEETINGS 2010...



...Un rendez-vous unique pour développer sur deux journées et sur un même site de nouvelles relations d'affaires dans un environnement 100% business to business de très haut niveau.

Pour vous, entreprises africaines, c'est un tremplin ouvert pour promouvoir activement en France et en Afrique des savoir-faire multiples et trouver de nouvelles sources de business.

Pour vous, entreprises françaises, c'est une formidable opportunité pour construire ou consolider un réseau professionnel avec des entreprises performantes, exerçant sur l'ensemble du continent africain des activités porteuses d'avenir et de forte valeur ajoutée.

www.africa-france-business.com

UN ÉVÉNEMENT



L'Afrique qui gagne est à Bordeaux

AVEC LE SOUTIEN DE



PARTENAIRES PRESSE



L'Afrique du Sud, fer de lance en zone australe, souffre cruellement de ce déficit énergétique et l'opérateur public Eskom multiplie projets et contrats au niveau de la sous-région. Le Mozambique, qui ne consomme que 5% de son électricité, en est un des tout premiers bénéficiaires et

500 millions USD d'investissements par an jusqu'en 2015

recherche 8,5 milliards USD pour financer son plan stratégique énergétique 2009-2013 qui lui permettrait de produire 14 000 MW contre les 2 075 MW actuels. Par ailleurs, afin que le Botswana ne pâtisse pas du manque d'électricité, notamment du fait de la Coupe du monde en RSA, le Mozambique lui fournira 50 MW. Des accords semblables sont passés avec le Lesotho et le Swaziland.

Mais d'autres s'activent. La Namibie, qui dispose de gisements d'uranium, entend se doter d'une centrale nucléaire pour subvenir à ses propres besoins, mais aussi pour échanger au sein du Southern African Power Pool, le bras énergie de la SADC. Et le Zimbabwe, la Zambie, le Botswana et la Namibie développeront la ligne Zizabona qui permettra à 600 MW supplémentaires d'approvisionner la région. Selon la Development Bank of Southern Africa (DBSA), les pays de la SADC pourraient économiser jusqu'à 48 milliards USD s'ils développaient leurs projets énergétiques conjointement.

En Afrique centrale, l'énorme projet hydroélectrique d'Inga en RD Congo, pays qui a un potentiel

hydroélectrique estimé à 100 000 MW, se poursuit : c'est l'ensemble de l'Afrique australe via la Zambie qui en bénéficierait.

À l'ouest de l'Afrique, des études de préinvestissement ont été lancées dans le cadre du West

A f r i c a n Power Pool (Wapp) pour la construction d'une

ligne électrique de 330 KV entre la Côte d'Ivoire et le Ghana. À terme, l'interconnexion s'étendra jusqu'au Nigeria.

Transports : l'accès à la mer toujours privilégié

Nombre de projets dans les transports et la logistique obéissent à la nécessité de désengorger les ports existants et à réduire la vulnérabilité des pays enclavés. En effet, fidèles à l'histoire, les projets en Afrique suivent aujourd'hui encore une logique économique, de corridors vers la mer, soit quelque 10 000 km. « Si on voulait mieux relier les pays, dans une logique de meilleure intégration

régionale, il serait question plutôt de 60 000 à 100 000 km », estime Vivien Foster.

Parmi les projets, l'Éthiopie développe son réseau routier pour rejoindre les ports de Mombassa et Port-Soudan, afin de réduire sa dépendance à l'égard de Djibouti. Parallèlement, la Tanzanie érige deux nouveaux ports pour faire face à la hausse du nombre de conteneurs qui transiteront par son territoire ces vingt prochaines années, reliant la Zambie, le Burundi, le Malawi, le Rwanda et l'Ouganda à la mer. On peut aussi citer le Kenya et l'Ouganda qui construiront d'ici 2017 un nouveau chemin de fer qui partira du port de Mombassa pour desservir le Rwanda, l'Éthiopie, le Sud Soudan et le Burundi. Actuellement, 16 millions de tonnes (Mt) de marchandises passent par le port de Mombassa. En 2030, on devrait avoisiner les 30 Mt.

En Afrique de l'Ouest, d'ici 2012, le port d'Abidjan devrait dépenser 62,3 millions USD pour bien asseoir son hub régional desservant le Burkina Faso, le Niger

Afrique : le déficit en infrastructures

	Afrique subsaharienne PMA	Autres PMA
Densité routes bitumes (km par km ²)	31	134
Densité en routes (km par km ²)	137	211
Densité téléphonie fixe (ligne pour 1 000 personnes)	10	78
Densité téléphonie mobile (ligne pour 1 000 personnes)	55	76
Densité Internet	2	3
Production électrique (MW par million de personnes)	37	326
Couverture électricité (% de la population)	16	41
Couverture eau (% de la population)	60	72
Couverture sanitaire (% de la population)	34	51

Source : Africa Infrastructure Country Diagnostic, Vivien Foster, septembre 2008

[Parole d'acteur]

Dominique Lafont, directeur général de Bolloré Africa Logistics

Les institutions régionales ? « Nous, opérateurs privés, nous ne les sentons pas très présentes »

« Si vous prenez l'exemple du Katanga dans lequel il y a une exploitation du cuivre importante, il y a l'existant et le potentiel. L'existant, c'est principalement le port de Durban avec derrière une relation routière jusqu'au Nord, et dans une moindre mesure les ports de Dar es-Salaam et Beira. Le futur, ce sera des exports sur les différents ports de Lobito, de Walvis Bay, de Durban, de Beira et de Dar es-Salaam. [...] Nous avons donc développé des corridors d'accès via Dar es-Salaam, Beira et Durban avec des investissements que nous avons faits dans White Horse et tout notre réseau de base que nous avons tout au long de la chaîne

au Zimbabwe, en Zambie, en Tanzanie et au Katanga. Demain, pour l'export, car nous savons que l'exportation de cuivre va beaucoup augmenter, il faudra ouvrir d'autres corridors que seront Walvis Bay et Lobito, ce à quoi on travaille actuellement. [...] La fluidité de la logistique suppose qu'il y ait plusieurs alternatives de corridors et de ports. [...] Parfois, les initiatives régionales sont principalement du domaine du privé. C'est l'exemple du Katanga : dès lors qu'il n'y a pas d'hostilité politique, ces initiatives privées se développent pratiquement sans soutien politique. En revanche, il peut être important d'avoir un soutien politique comme,

par exemple, dans notre projet entre le Somaliland et l'Éthiopie [...]. D'une façon générale, nous, opérateurs privés, ne sentons pas très présentes les institutions régionales. Cependant, ce n'est pas pour autant qu'elles n'existent pas. Toutefois, le plus souvent, dans ce processus de désenclavement logistique, nous avons davantage affaire à la souveraineté nationale qu'aux institutions régionales. Peut-être aussi parce qu'on ne s'y prend pas bien ! Mais en tout état de cause, dans tous nos contacts, on ne nous a jamais dit : vous devriez essayer par telle ou telle instance régionale. »

et le Mali : la progression de son trafic l'y oblige.

Télécoms, hydrocarbures : un déploiement dynamique

Les autres secteurs ne sont pas en reste. En matière de haut débit, l'Afrique de l'Est s'est illustrée cette année avec le déploiement par Seacom de nouveaux câbles optiques sous-marins. Sur le créneau porteur de la téléphonie, les opérateurs téléphoniques comme Safaricom (groupe britannique Vodafone), Zain (Koweït), MTN (Afrique du Sud) ou encore Orange (France) ont développé une stratégie non pas régionale mais continentale tout au long de 2009.

Dans le secteur des hydrocar-

bures, les négociations ont avancé cette année entre la RD Congo et l'Angola quant à l'exploration pétrolière au large de leurs côtes communes, tandis que Kinshasa organisait avec l'Ouganda l'exploration pétrolière du lac Albert. Rappelons par ailleurs le pipeline de 1 000 km qui traverse le Cameroun pour évacuer le pétrole du Tchad. Pour sa part, le mozambicain Petromoc construira un terminal pétrolier d'ici 2014 destiné à desservir la région, tandis qu'un pipeline de 450 km devrait relier Johannesburg au port de Maputo.

En Afrique de l'Ouest, l'illustration la plus frappante est le gazoduc entre le Nigeria, le

Bénin, le Togo et le Ghana. Toutefois, si les travaux de construction en mer sont terminés et que le réseau est prêt depuis décembre 2008, transportant déjà du gaz naturel de Lagos à Takoradi au Ghana, les autres pays ne sont pas encore desservis. Autre projet régional de grande envergure : l'accord signé début juillet entre le Nigeria, l'Algérie et le Niger pour construire un gazoduc à travers le Sahara. Cela fait trente ans que ce projet est dans les tiroirs...Un projet, selon le ministre algérien de l'Énergie, Chakib Khelil, que les Africains devraient pouvoir réaliser sans avoir recours aux entreprises étrangères. ■ A.G-G et B.C

Banques : redistribution des cartes sur un marché en pleine effervescence

Depuis deux ans, on assiste à une véritable offensive des banques marocaines et nigérianes en Afrique, plus précisément dans la zone Uemoa et plus timidement dans la zone Cemac.

Le mouvement a démarré en 2005 avec la première banque du Maroc, Attijariwafa Bank (AWB), qui s'est d'abord déployée en Tunisie avec la reprise de la Banque du Sud, puis au Sénégal où elle détient aujourd'hui une position dominante. Après avoir implanté une filiale à Dakar, elle a pris possession de la Banque sénégalotunisienne puis de la Compagnie bancaire d'Afrique occidentale (CBAO). AWB Sénégal et la CBAO sont en train de fusionner et, avec le rachat du réseau du Crédit Agricole en novembre 2008, elle renforce sa position au Sénégal et prend position dans d'autres pays (Congo, Gabon, Côte d'Ivoire et Cameroun). En outre, elle a acquis

la Banque internationale du Mali en juillet 2008.

La Banque marocaine du Commerce extérieur (BMCE) est dans les pas de sa grande sœur. Elle l'avait précédée en ouvrant une banque d'affaires BMCE Capital Sénégal, puis en étant présente au Congo et au Mali. Avec une prise de participation de 35% dans Africa Financial Holding (AFH), portée à 42,5% en 2008, la BMCE a conclu un partenariat stratégique avec Bank of Africa (BOA) lui ouvrant un réseau couvrant dix pays d'Afrique, dont l'Afrique de l'Est (Kenya, Madagascar, Ouganda, Burundi...). Une alliance Sud-Sud et francophone avec la volonté affichée d'une stratégie de banque globale sur le continent. Les banques marocaines sont suivies de près par les puissantes banques nigérianes. United Bank of Africa (UBA) et Access Bank sont les plus offensives. Dans leur sillage, suivent Diamond Bank et Zenith Bank. Après s'être installée

en Côte d'Ivoire, UBA a pris le contrôle de la Banque internationale du Burkina et a démarré ses activités au Sénégal en mars 2009. Elle s'est implantée aussi au Cameroun et est en cours d'agrément pour le Gabon. Le quatrième groupe bancaire du Nigeria ambitionne d'être présent dans vingt pays d'Afrique fin 2009. Access Bank, en rachetant Omnifinance en 2008, a mis un pied en Côte d'Ivoire, sa tête de pont dans la sous-région.

Parallèlement, la BOA et Ecobank poursuivent leur développement tandis que des groupes locaux, comme la Banque atlantique, essaient dans les pays voisins.

Ce mouvement sera-t-il durable ? Alain Le Noir, secrétaire exécutif du Club des dirigeants des banques et établissements de crédit d'Afrique, s'interroge. « La concurrence est profitable aux entreprises ; cela dit, je suis dans l'attente des conséquences sur le développement des pays d'accueil des

banques nigérianes et marocaines, si l'arrivée de ces nouveaux partenaires sera bénéfique ou non pour les pays. Je suis hésitant. Les décisions qui sont prises à Lagos ou à Casablanca chercheront plus la rentabilité que le développement ».

Un observateur averti souligne que la multiplication des banques fragilise le système bancaire et qu'au final, ce qui importe pour une banque est la base de dépôts, et donc la confiance. Or, cinq banques nigérianes viennent d'être mises sous tutelle de leur Banque centrale. En outre, si le taux de bancarisation dans la zone Uemoa est faible, aux environs de 6 à 7%, « le gâteau » ne s'agrandit pas alors que le nombre de parts augmente. Jusqu'où ?

Inévitablement on devrait observer dans les deux à trois prochaines années une concentration du secteur. D'autant plus que les nouvelles règles prudentielles de la BCEAO renforcent les exigences en capitalisation. ■ A.G-G et B.C

[Parole d'acteur]

Paul Derreumaux, président de BOA Group

« Un véritable décloisonnement géographique au plan bancaire »

« Parler maintenant de banques régionales n'est plus tellement adapté, des banques ont une ambition continentale. Et ce qui est important, c'est le fait que l'on a assisté à partir de 2005 à un véritable décloisonnement des zones géographiques dans le continent africain au plan bancaire. À part les quelques grandes banques françaises présentes en Afrique francophone et les quelques grandes banques anglaises ou américaines présentes en Afrique anglophone, en fait chacun restait chez soi.

Cette situation s'est arrêtée en 2005 lorsque des banques au Nigeria se sont trouvées surcapitalisées et ont été obligées d'envisager leur croissance en n'étant plus seulement présentes dans leur pays mais aussi à l'extérieur. Et, dans le même temps, on a assisté à cet intérêt pour l'extérieur, lié à un surcroît de puissance, de quelques banques marocaines.

Cela donne une physionomie tout à fait nouvelle puisque parallèlement, au niveau des banques françaises, il y a plutôt un repli.

Un indicateur, anecdotique mais intéressant : en 2008 pour la première fois, la première banque de l'Uemoa ne sera plus une banque française, ce ne sera pas non plus une banque d'Afrique subsaharienne, mais une banque marocaine, Attijariwafa Bank. C'est symbolique. Et cela signifie qu'il va y avoir une redistribution des cartes entre les mains d'acteurs africains, des acteurs qui, clairement, ne se sentent plus limités par une zone géographique, et entre acteurs anglophones et francophones. »



Les systèmes intelligents démarrent avec Thales.

AÉRONAUTIQUE & ESPACE • DÉFENSE • SÉCURITÉ

THALES

Agriculture : la pénurie mondiale de terre stimule les investissements étrangers

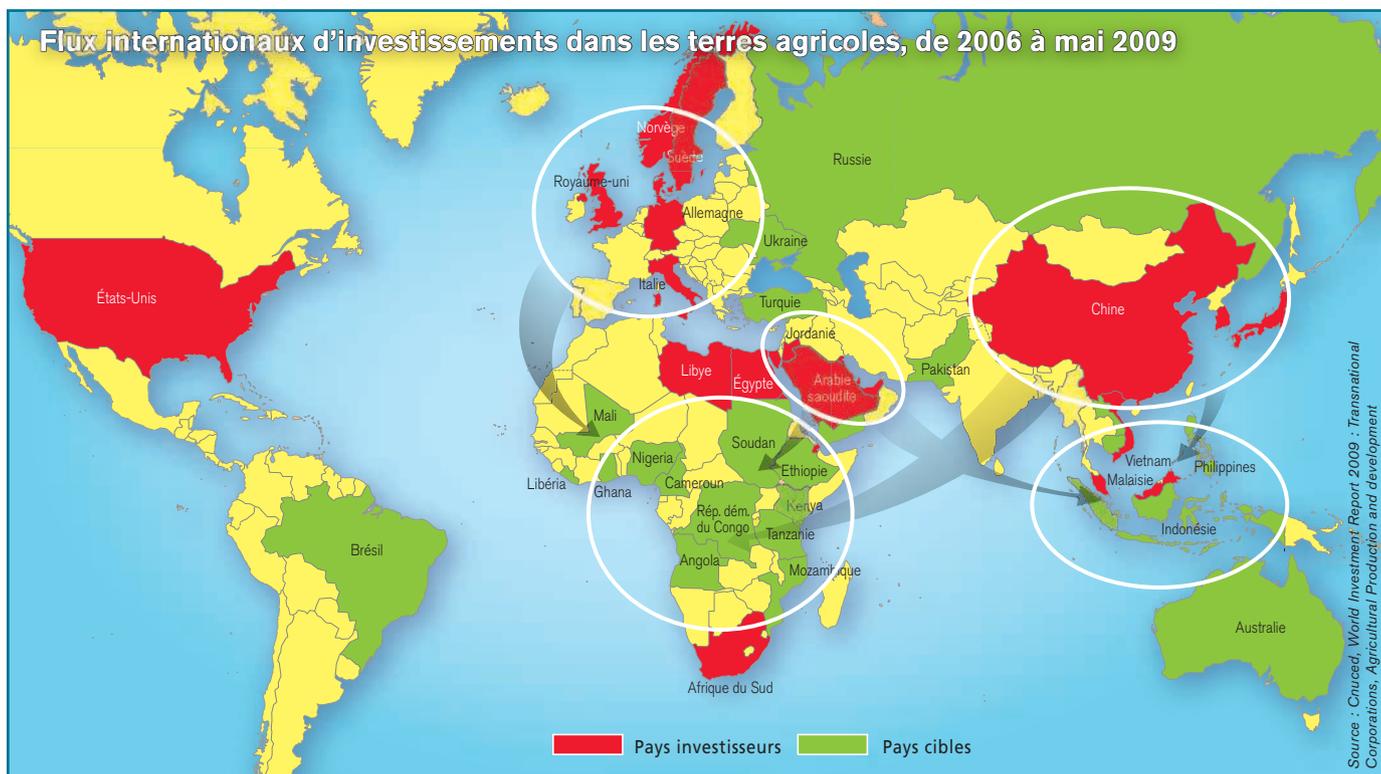
Selon la FAO, la production alimentaire doit croître de 70% d'ici 2050 si on veut nourrir les 9 milliards d'habitants de la planète. Ainsi, après les ruées vers l'or et vers le pétrole, on assiste à la quête mondiale de terres cultivables. Où les chercher ? En Afrique, pour beaucoup.

Seulement 14% des 184 millions d'hectares de terres arables sur le continent sont cultivés, note la FAO. La RD Congo avec ses 80 millions d'hectares est au septième rang mondial en termes de disponibilité en terres arables, selon l'International Food Policy Research Institute (IFPRI). La Zambie n'utilise que 10% de ses superficies cultivables. Paradoxalement, le continent est devenu ces trente dernières années un importateur net de nourriture. D'où le rush sur les terres africaines. Depuis 2004, pas moins de 2,5 millions d'hectares dans cinq pays d'Afrique subsaharienne auraient été achetés ou loués, selon l'IFPRI. La communauté internationale se

mobilise sur fond de débat idéologique passionné. Les bailleurs de fonds internationaux ont conscience d'avoir délaissé l'agriculture ces dernières années. Depuis peu, la tendance se renverse et le G20, réuni en juillet, a demandé à la Banque mondiale de créer un fonds de 20 milliards USD pour investir dans l'agriculture dans les pays pauvres. De son côté, la SFI, guichet privé de la Banque mondiale, va quasiment doubler ses investissements dans l'agro-industrie en Afrique pour atteindre 400 millions USD en 2011. De 7,1% de son portefeuille, l'agriculture devrait passer à 10, voire 15%. La

BAfD n'est pas en reste : avec l'AFD, le Fida et Agra, elle a créé un Fonds d'investissement pour l'agriculture en Afrique. Le secteur privé et les gouvernements se sont aussi emparés du problème. Les pays du Sud ont investi dans d'autres pays du Sud 1,577 milliard USD en 2008, soit plus de 40% du total mondial. Les pays du Moyen-Orient et d'Asie mènent la danse. Il s'agit principalement de Bahreïn, de la Chine, du Qatar, du Koweït, de l'Arabie saoudite, de la Corée et des Émirats arabes unis. Ces investissements se réalisent en grande partie en Afrique : Éthiopie, Soudan,

Les pays du Moyen-Orient et d'Asie mènent la danse



814 av.J-C : la Tunisie, de son ancien nom Carthage, était considérée comme la ville commerçante la plus dynamique de la Méditerranée
Aujourd'hui : la Tunisie est le pays le plus compétitif d'Afrique et du Maghreb.

Investissez dans le futur en Tunisie



Là où les affaires prospèrent pour plus d'une raison :

forte capacité d'innovation de ses ressources humaines,
proximité et accès facilité aux grands marchés régionaux,
infrastructure moderne et fiable,
économie diversifiée et particulièrement compétitive,
support institutionnel de premier ordre pour le lancement de projets,
stabilité politique et sociale confirmée,
qualité de vie moderne et de standing international.



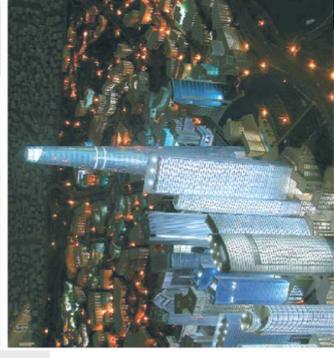
Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur
votre partenaire pour le succès
www.investintunisia.tn

FIPA France : 8, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris

Contact: Mr. Ezzedine JILLITI

Tél. : (33-01) 45 22 68 57 - Fax : (33-01) 45 22 68 53

E-mail : apie.tunisie@wanadoo.fr



25€
+5€
de frais de port

LE MOCI

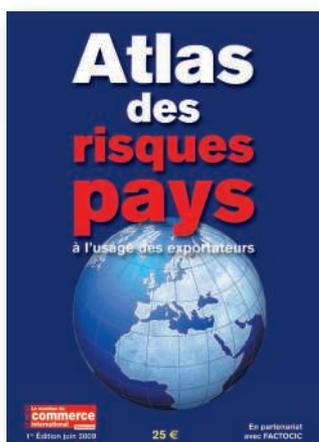
présente
**son Atlas des risques pays
à l'usage des exportateurs**

**Un guide pratique anti-crise,
pour profiter des opportunités à l'export
dans 100 pays tout en étant sûr d'être payé !**

Des fiches pays concrètes, pratiques, utiles :

- Une sélection de chiffres clés
- L'évolution des principales notes des assureurs crédits de risque pays
- L'appréciation du credit manager Moci
- Les bonnes sources pour vous renseigner sur vos clients
- Les moyens de paiement les plus efficaces
- Les bons conseils pour verrouiller vos contrats

+ Un glossaire pour décrypter le jargon financier



**Pour tout renseignement
Tél : +33 1 49 70 73 19
e.mail : abonnement@lemoci.com**

Tanzanie. Selon la FAO, les pays du Conseil de coopération du Golfe (Émirats, Koweït, Bahreïn, Arabie saoudite, Oman, Qatar), qui dépendent à 60% des importations alimentaires, sont très actifs. Par crainte de manquer d'eau, l'Arabie saoudite a décidé de réduire de 12,5% par an sa propre production de blé, et préfère cultiver ailleurs. En Afrique. La China Development Bank n'est pas en reste, comme la Yes Bank indienne : elles financent des projets agricoles en Tanzanie, au Mozambique, au Malawi, à Madagascar, en Angola ou encore en Namibie.

S'ajoutent les multinationales qui veulent produire pour les marchés régionaux africains ou exporter : Unilever, Olam, Sime

Darby au Liberia, Grupo Espirito Santo, Malaysian Palm Oil Council (MPOC), etc. En Angola, le géant brésilien Odebrecht investirait dans le sucre et l'éthanol. Et on note un intérêt croissant d'investisseurs français, italiens, turcs, israéliens.

L'intérêt pour les biocarburants en rajoute. La crise a quelque peu ralenti les ardeurs dans ce secteur, mais les projets sont bien là. L'allemand Flora EcoPower investit en Éthiopie, le suédois Sekab fabriquera d'ici 2012 de l'éthanol en Tanzanie et le Britannique CAMS transformera du sorgho doux. Son compatriote Sun Biofuels se tourne vers le jatropha en Tanzanie, après l'avoir fait en Éthiopie et au Mozambique. ■

A.G-G et B.C

[L'Afrique cultive aussi l'Afrique]

Les investissements viennent aussi d'Afrique. Nombre d'agriculteurs zimbabwéens se sont installés au Mozambique, en Zambie ou au Kenya. Cette année, des Sud-Africains ont négocié avec le Congo un accord portant sur 10 millions d'hectares et ils se sont vus proposer des terres en Angola, Ouganda et Zambie. La Libye cherche aussi à cultiver ailleurs, tandis que l'Égypte, un des plus importants importateurs de blé au monde, investit en Ouganda après l'avoir fait en Zambie, au Niger, au Soudan et en Tanzanie.

Maurice a consacré plus de 31 millions USD à la création d'un Fonds de sécurité alimentaire incitant à investir à l'étranger. Pour financer tout cela, des initiatives originales se mettent en place. Parmi les britanniques, Emergent Asset Management a lancé African Land Fund qui devrait investir dans 12 pays du continent, tandis qu'Investment Management a déjà piloté un projet au Malawi et lancé son propre fonds, Africa Invest. Agri-Vie, un nouveau fonds lié à la fondation Kellogg, se positionne en Afrique du Sud, au Kenya, Tanzanie, Ouganda, Ghana et Nigeria. Des investisseurs saoudiens avec la Banque islamique de développement lancent un plan dénommé 7X7 d'une valeur d'un milliard de dollars afin que l'Afrique, notamment le Mali, le Sénégal, le Soudan et l'Ouganda, deviennent autosuffisants en riz et exportent. L'Afrique semble bien partie pour devenir le prochain grenier du monde.

ABONNEZ-VOUS, POUR TOUT SAVOIR SUR LES NOUVELLES MOBILITÉS.

Le magazine tous les 15 jours



La lettre électronique hebdomadaire



www.ville-rail-transports.com

Formule classique

-16%

au prix de **100€** au lieu de 120€
24 numéros du magazine
+ 47 numéros de la lettre électronique

Nouvelle formule

-25%

au prix de **149€** au lieu de 200€

24 numéros du magazine
+ 47 numéros de la lettre électronique
+ l'accès illimité à tous les espaces et services réservés aux abonnés sur le site www.ville-rail-transports.com

Bulletin d'abonnement à retourner à :

Ville Rail & Transports - service abonnements 11 rue de Milan - 75440 Paris Cedex 09. E.mail : abonnement@laviedurail.com

Vos COORDONNÉES Nom : Prénom :
Société : Adresse :
Ville : Code postal :
e.mail : Tél. :

- Oui, je m'abonne à la "Nouvelle formule" au prix de 149€ au lieu de 200€
 Oui, je m'abonne à la "Formule classique" au prix de 100€ au lieu de 120€

J'indique mon mode de règlement :

- Chèque bancaire
(à joindre à votre bulletin sous enveloppe).
 À réception de facture (valable uniquement pour les sociétés)

Carte bancaire n° : _____

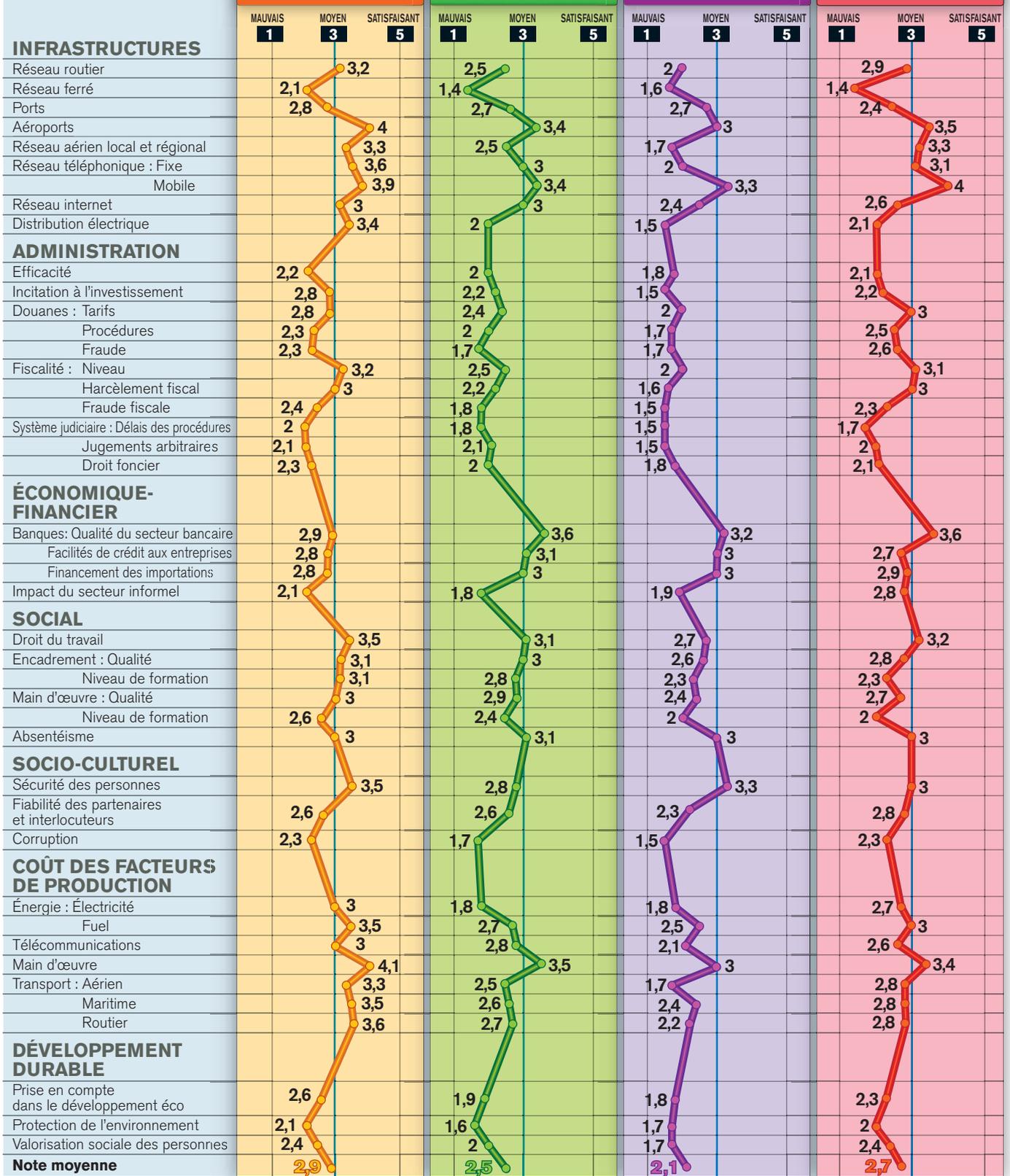
Date d'expiration : _____

Important, les 3 derniers chiffres du numéro inscrit au dos de ma carte bancaire :

Signature :



BAROMÈTRE CIAN 2009



> LES RÉSULTATS 2009 DE L'ENQUÊTE CIAN

Prévisions de chiffre d'affaires et de résultats (rentabilité), intentions d'investissements des entreprises françaises travaillant en Afrique, qualités et points faibles de l'environnement des affaires sur le continent : l'enquête du CIAN, réalisée à partir d'un sondage auprès des opérateurs et investisseurs français en Afrique, donne le pouls de la situation des entreprises qui y travaillent qu'elle concerne leur bilan d'activité ou le climat ambiant des affaires (Baromètre CIAN 2009) dans 28 pays. Nous présentons ci-contre une synthèse des principales tendances générales qui ressortent de l'enquête, puis, les principaux résultats pays par pays. Dans cette partie également figure la carte de la fiscalité en Afrique.

1 - Le bilan des entreprises en 2009

- Le paysage : émergence de nouveaux pôles

À la différence des années précédentes, on constate une modification dans le paysage traditionnel bipolaire aux deux extrémités nord et sud du continent où deux pôles de développement dominaient nettement (Maghreb et Afrique du Sud).

En 2009, certains pays ont émergé positivement entre ces deux pôles, comme le Nigeria, le Ghana ou l'Angola, même si les deux pôles traditionnels Nord-Sud restent des éléments essentiels de la donne économique africaine, le Maghreb figurant toujours au premier rang dans les relations entre l'Europe et la Méditerranée. Un bémol tout de même au Sud : l'Afrique du Sud a, pour sa part, connu sa première récession en dix-sept ans et, malgré son potentiel, n'a pas constitué le même pôle d'activité dominant que les années précédentes.

Il est vrai qu'il y a eu en 2009 la crise mondiale (même si elle a peut-être été en Afrique moins intense que ce que

l'on pouvait redouter) et ses effets sur le tassement du pouvoir d'achat ainsi que le risque de déstabilisation sociale qui ne sont pas sans conséquences sur l'activité économique.

À cela se sont ajoutés des incertitudes de succession pour certains pays (Gabon), une confiance qui tarde à revenir pour d'autres (Côte d'Ivoire), une visibilité brouillée (Sénégal), des difficultés de paiement aux entreprises (Kenya), un climat politique dégradé (RDC, Madagascar) ou encore des troubles sécuritaires à caractère politique (Guinée) ou régional (RDC, Tchad), à l'impact non négligeable pour les activités des entreprises. Parfois, plus que la crise, ce sont ces facteurs qui ont été la source de perturbations dans les affaires et dans certains cas, la crise a été le révélateur de ces incuries.

Cela dit, on remarque aussi que la crise mondiale ou les dysfonctionnements propres au continent n'ont pas touché d'une manière égale tous les pays, dont certains ont bien résisté.

Le Nigeria a fait preuve d'un dynamisme économique important et a constitué pour nombre d'entreprises leur premier marché africain.

Cette année, la présentation par pays (voir pages 40 à 78) est réalisée sous forme de fiches synthétiques comportant une présentation graphique des tendances de l'activité des entreprises françaises et des critères du baromètre sur l'environnement des affaires dans le pays.

Les critères restent les mêmes que ceux de l'an passé pour ce qui concerne l'entreprise : évolution (sous forme de graphiques) de son chiffre d'affaires, de ses résultats (rentabilité) et de ses investissements. Quant au « baromètre CIAN 2009 » qui reflète l'appréciation par les opérateurs de leur environnement, il a été mis au goût du jour en collant au plus près des préoccupations actuelles des entreprises et de la réalité de notre temps, telles que la prise en compte du développement durable dans le développement économique ou encore l'utilisation généralisée d'Internet ou du téléphone portable.

En 2009, certains pays ont émergé positivement, comme le Nigeria, le Ghana ou l'Angola, même si les deux pôles traditionnels Nord-Sud restent des éléments essentiels de la donne économique africaine, le Maghreb figurant toujours au premier rang dans les relations entre l'Europe et la Méditerranée

Le Ghana, pays stable et riche en ressources naturelles, a offert une très bonne rentabilité et des perspectives d'investissement.

L'Angola, autre pays riche, dont la production pétrolière atteint le niveau de celle du Nigeria, investit massivement et, les relations avec la Chine s'étant distendues, se tourne de plus en plus vers l'Europe.

– Les performances des entreprises : l'impact de la crise

Bien que les performances des entreprises françaises aient été hétérogènes selon les régions et les pays et qu'un manque de visibilité ou de confiance ait constitué une entrave pour les investissements, l'année 2009 n'aura pas été catastrophique – comme on pouvait le craindre – pour ces entreprises dont les résultats bénéficiaires ont été bons dans l'ensemble. Le chiffre d'affaires a été variable et plus sensible à la crise selon les pays, avec un tassement marqué dans certains cas ; les investissements, en revanche, ont très fortement chuté un peu partout en 2009.

Si l'on examine l'évolution des indicateurs d'activités des entreprises en 2009 on peut formuler les remarques suivantes :

• Bénéfices : bons presque partout

Les résultats bénéficiaires ont été bons presque partout en 2009, à quelques exceptions.

La rentabilité, qui s'est située à un niveau relativement élevé, n'a finalement pas vraiment pâti de la crise. Elle a fléchi dans des proportions assez faibles dans une dizaine de pays (mise à part la Guinée où la chute a été forte). Elle est restée stable dans une douzaine d'autres (Maroc, Nigeria, Ghana, Sénégal,

Cameroun, Tchad, Afrique du Sud, ou Angola notamment) et elle s'est même accrue dans cinq pays (Algérie, Tunisie, Mali, Togo et RCA).

Perspectives 2010

En 2010, selon les projections, la rentabilité augmenterait dans près d'une vingtaine de pays (Algérie, Maroc, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Burkina Faso, Nigeria, Sénégal, Congo, Guinée équatoriale, RCA, Gabon, RDC, Afrique du Sud notamment) et se stabiliserait dans des pays comme la Tunisie, le Cameroun, le Tchad, le Gabon ou l'Angola.

• Chiffre d'affaires : moins satisfaisant

En ce qui concerne le chiffre d'affaires en 2009, les résultats ont été nettement moins satisfaisants, pâtissant de la crise et des aléas de la situation politique de certains pays.

Le chiffre d'affaires en 2009 s'est plus ou moins fortement tassé dans 23 pays sur 28, soit modérément (Maroc, Tunisie, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Afrique du Sud, Guinée équatoriale, Cameroun, Tchad, Angola, Mozambique notamment) ; soit assez fortement (Mauritanie, Guinée, Sénégal, Togo, Congo Brazzaville, RCA, Gabon, RDC, Madagascar). Il a conservé le même niveau qu'en 2008 dans quelques pays comme le Bénin, le Burkina Faso, le Mali ou l'Éthiopie.

Le seul pays où il a crû fortement est l'Ouganda, alors que, paradoxalement, c'est le seul pays où les résultats des entreprises françaises n'ont pas été bénéficiaires, même faiblement.

Perspectives 2010

Pour 2010, les entreprises manifestent plus d'optimisme, anticipant une reprise

dans 17 pays, une baisse dans 5 pays et un statu quo dans 6 pays.

La reprise devrait être notable, en particulier au Maroc, en Tunisie, en Côte d'Ivoire, au Togo, au Mali, au Nigeria, en Guinée équatoriale, en Angola, au Congo, en RDC, en Éthiopie, au Kenya, etc. Mais en Afrique du Sud, elle serait assez timide.

• Investissements : chute généralisée

En 2009 l'investissement des entreprises françaises s'est effondré partout par rapport à 2008 (sauf en Angola où il a progressé et en Éthiopie où il est resté le même). Il a même parfois reculé dans des proportions importantes : Tunisie, Côte d'Ivoire, Afrique du Sud avec une baisse de plus de la moitié ; baisse de trois quarts et plus avec le Mozambique, le Gabon, le Congo, le Togo ou bien encore de deux tiers avec le Mali.

Certains pays ont connu des baisses plus faibles : le Nigeria et le Sénégal (-21%), Madagascar (-24%), la Guinée (-28%), le Ghana (-29%) ou le Cameroun (-33%). La baisse la plus faible revient à la Guinée équatoriale (-13%) et à la Mauritanie (-3%), mais les investissements y sont peu élevés.

Perspectives 2010

Pour 2010, l'investissement devrait repartir dans des proportions appréciables pour une vingtaine de ces pays (Tunisie, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Sénégal, Togo, Cameroun, Gabon, Congo, Guinée équatoriale, Tchad, RCA, Madagascar, Kenya notamment). L'investissement au Nigeria, en Angola et en Éthiopie conserverait son même niveau tandis que l'Afrique du Sud verrait plus que doubler les investissements français. Dans quelques pays,

l'investissement français pourrait connaître une baisse : l'Algérie, le Ghana, la RDC, le Mozambique, la Guinée (chute qui sera sans doute aggravée par les événements récents dans ce pays).

- **Conclusions : confiance et optimisme raisonnable en la reprise**

En définitive, les entreprises travaillant en Afrique ont, certes, pâti de la crise en 2009, dans des proportions variables selon les pays avec une baisse du chiffre d'affaires et une forte chute des investissements pour beaucoup.

Mais cela étant, les résultats ont été bons presque partout, atteignant un niveau élevé.

Une majorité d'entreprises manifestent de ce fait, dans leurs réponses, une confiance et un optimisme raisonnables dans une reprise en 2010.

2 – Baromètre CIAN 2009 sur l'environnement des affaires

- **Les tendances générales : pas de grands bouleversements**

En répondant à 43 questions, les entreprises consultées évaluent leur environnement dans chacun des 28 pays africains où les entreprises françaises implantées ont répondu à l'enquête. Le tableau synthétique du baromètre par grandes régions (voir graphique), dans lequel la moyenne des réponses par rubrique est notée de 1 (mauvais) à 5 (très bon), reflète toujours, à de rares exceptions, une image très moyenne de l'environnement qui accompagne les affaires en Afrique.

Sur les 22 pays qui avaient répondu à l'enquête en 2008 (avec lesquels on peut établir la comparaison en 2009), on note que la moitié d'entre eux a fait l'objet d'une évolution positive dans l'appréciation fournie sur leur environnement en

2009, l'autre moitié ayant connu une baisse ou une stagnation de notation. Cet environnement connaît d'ailleurs chaque année des oscillations positives ou négatives selon les pays.

Mais finalement il n'y a pas eu de grands bouleversements et les variations dans un sens ou dans un autre sont restées assez modestes dans leur ampleur. Ce sont d'ailleurs pratiquement toujours les mêmes secteurs qui sont concernés :

- **Côté négatif**

- En matière d'infrastructures, le réseau ferré est jugé défaillant pratiquement partout. La distribution électrique a des progrès à faire dans plus de 70% des pays (Maroc, Côte d'Ivoire et Tunisie figurant en revanche en tête des pays à bon réseau électrique, avec l'Afrique du Sud et le Burkina Faso dans une moindre mesure).

- En matière de pratiques négatives, on retrouve des constantes comme la corruption (tous les pays excepté la Tunisie, l'Éthiopie et le Mozambique sont notés au-dessous de 3/5), la fraude douanière (tous les pays sauf l'Afrique du Sud et le Mozambique sont notés au-dessous de 3/5), la fraude fiscale (tous sauf la Tunisie sont au-dessous de 3/5), le harcèlement fiscal (presque tous les pays à l'exception de la Tunisie, du Ghana, de l'Afrique du Sud, du Mozambique et de l'Ouganda).

L'efficacité de l'Administration est médiocre à peu près partout, mais c'est au Maghreb que l'incitation à l'investissement est la plus réelle

- En matière de justice, exception faite de l'Afrique du Sud, les délais des procédures, les jugements arbitraires et le droit foncier font problème partout et continuent à constituer des défis permanents.

- De même, l'impact négatif du secteur informel sur le secteur économique organisé est ressenti un peu partout sur le continent sauf en Afrique du Sud où il est atténué.

- Enfin, le développement durable n'est qu'assez peu pris en compte (excepté

en Tunisie et, dans une moindre mesure, au Burkina Faso).

- **Côté positif**

On relève aussi, fort heureusement, plusieurs constantes positives appréciées des opérateurs telles que :

- La qualité des ports et aéroports pour la majorité des pays,
- Des télécommunications qui fonctionnent bien, avec un élément nouveau : le développement du téléphone portable et d'Internet qui sont appréciés positivement pour la facilitation des affaires,
- Un réseau bancaire qui est efficient quasiment partout malgré la crise,
- Une qualité élevée de l'encadrement et de la main-d'œuvre sur le continent à l'exception de quelque quatre à cinq pays qui ont encore des progrès à accomplir.

- **Les principales appréciations sectorielles sur les quatre zones d'Afrique en 2009**

- **Infrastructures**

Le réseau routier reste jugé bon au Maghreb, mais demeure encore assez faible en Afrique centrale bien qu'en amélioration par rapport à 2008. Le réseau ferré est faible partout sauf au Maghreb où il donne un peu plus satisfaction.

Les infrastructures portuaires sont bonnes au Maghreb de même qu'en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest. Les infrastructures aéroportuaires le sont au Maghreb et en Afrique australe/orientale de

même qu'en Afrique de l'Ouest. Le réseau aérien local est surtout bon en Afrique australe/orientale à quasi-égalité avec le Maghreb.

On note que les télécommunications sont très satisfaisantes au Maghreb dans ses trois composantes (réseau fixe, mobile et Internet), et satisfaisantes dans les autres zones, l'Afrique australe/orientale occupant la première place pour le réseau téléphonique mobile. En ce qui concerne Internet, l'Afrique de l'Ouest occupe la seconde place.

• Administration

L'efficacité de l'Administration est médiocre à peu près partout, mais c'est au Maghreb que l'incitation à l'investissement est la plus réelle.

C'est en Afrique australe/orientale (en premier) et au Maghreb que les Douanes fonctionnent le mieux (tant au niveau des tarifs que des procédures et du niveau de la fraude).

Et c'est au Maghreb (en premier) et en Afrique australe/orientale que la fiscalité est la plus satisfaisante (tant au niveau de l'imposition que du harcèlement et de la fraude fiscale).

Le système judiciaire a encore des progrès

à faire partout : longs délais des procédures, jugements arbitraires et droit foncier obtiennent une notation assez médiocre, le Maghreb étant toutefois légèrement mieux placé (à égalité avec l'Afrique de l'Ouest pour les jugements arbitraires).

• Économie, finance

Les quatre régions étudiées disposent d'une implantation bancaire de qualité, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique australe/orientale occupant le peloton de tête. L'Afrique de l'Ouest est aussi la meilleure dans l'octroi des facilités de crédits aux entreprises et le financement des importations.

L'impact du secteur informel se fait le moins sentir en Afrique australe/orientale (Afrique du Sud) et le plus ressentir en Afrique de l'Ouest.

• Social

Le Maghreb et l'Afrique australe/orientale ont le droit du travail le plus satisfaisant.

Le niveau de qualité du personnel d'en-

cadrement et de la main-d'œuvre est bon dans l'ensemble des régions, mais le meilleur est au Maghreb ; le niveau de formation est le plus élevé au Maghreb et en Afrique de l'Ouest.

• Socio-culturel

La sécurité des personnes est jugée la plus satisfaisante au Maghreb puis en Afrique centrale, en Afrique australe/orientale et enfin en Afrique de l'Ouest. La corruption, quant à elle, ne s'améliore malheureusement pas d'une année sur

ronnement global des affaires en 2009, puis l'Afrique de l'Ouest (2,50/5), et enfin l'Afrique centrale (2,15/5). La note moyenne totale n'a progressé d'une année sur l'autre qu'au Maghreb et légèrement en Afrique centrale.

Ainsi, on constate que l'environnement des affaires reste toujours en deçà du niveau moyen de 3 sur 5, bien que le Maghreb s'en rapproche. Pour autant, au prix de gros efforts de gestion et en dépit de la crise et des aléas politiques dans certains pays, les opérateurs français continuent de mener en 2009 des activités assez prospères aux résultats plutôt satisfaisants (mis à part l'investissement), en s'adaptant au mieux à l'environnement dans lequel ils opèrent.

Et pour 2010, il est frappant de constater que les entreprises qui, d'une manière variable, ont souffert de la crise en 2009 (mais sans doute pas autant qu'on l'avait craint car leur rentabilité a été bénéficiaire pour toutes) manifestent, pour la plupart d'entre elles, une confiance raisonnée en l'avenir. L'énorme potentiel qu'offre le continent africain dans son ensemble, avec ses ressources considérables en matières premières mais aussi et surtout en hommes et en potentiel de croissance, incite à la persévérance et à l'optimisme. Cela a été bien compris par nos compétiteurs asiatiques, et en particulier chinois, présents partout en Afrique. Cela renforce la conviction du CIAN d'intensifier son action sur un continent en croissance, qui accélère sa marche vers le développement et sans doute aussi vers plus d'État de droit, même si du chemin reste encore à parcourir.

Le Maghreb et l'Afrique australe/orientale/océan Indien présentent le meilleur environnement global des affaires en 2009, suivis par l'Afrique de l'Ouest, et enfin l'Afrique centrale.

l'autre et reste à des niveaux élevés en Afrique centrale et en Afrique de l'Ouest.

• Coût des facteurs

Les facteurs de production offrent dans tous les secteurs le meilleur coût au Maghreb. L'Afrique australe/orientale arrive en seconde position pour le coût de l'énergie et des transports. L'Afrique de l'Ouest est en seconde position pour le coût des télécommunications et de la main-d'œuvre.

• Développement durable

Le développement durable est le mieux pris en compte au Maghreb (pas loin devant l'Afrique australe/orientale).

La protection de l'environnement ne semble pas une priorité sur le continent, le Maghreb étant la seule région à avoir progressé en la matière, même si les chiffres sont encore modestes.

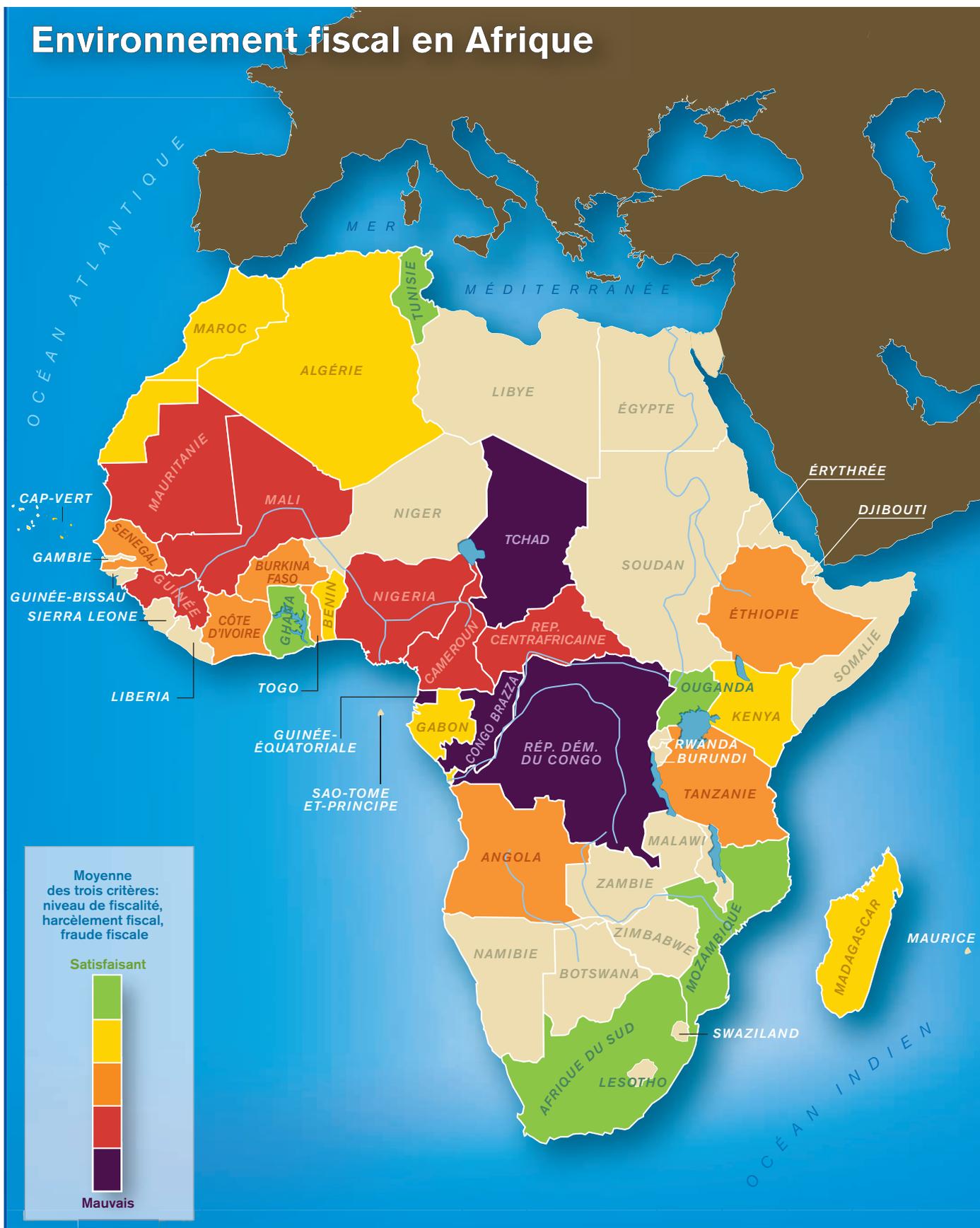
- Conclusions

Au total, c'est le Maghreb (2,92/5) et l'Afrique australe/orientale/océan Indien (2,67/5) qui présentent le meilleur envi-

Nous tenons à remercier les entreprises qui ont consacré quelques minutes à remplir le questionnaire CIAN. Nous exprimons aussi notre reconnaissance aux Conseillers du Commerce extérieur et aux Chambres de commerce ou Organisations d'entreprises françaises qui ont relayé notre enquête.

La répartition des réponses reflète, à l'instant du sondage, l'attrait exercé sur nos entreprises pour les grandes régions. Les réponses, au total 525, se répartissent ainsi : Maghreb 191, Afrique de l'Ouest 140, Afrique centrale 102, Afrique australe orientale et océan Indien 92.

Environnement fiscal en Afrique



Cinq zones pour un continent

Pour les fiches pays, les chiffres clés ont pour principale source le FMI et le PNUD pour l'IDH (Indice de développement humain)



	Afrique du Nord dont UMA		Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale - CEMAC		Southern Africa Development Community - SADC
	Union du Maghreb arabe UMA		Pays appartenant à la Zone franc		Afrique orientale et océan Indien
	Communauté économique d'Afrique de l'Ouest CEDEAO dont UEMOA				



> ALGERIE

Chef de l'État : Abdelaziz Bouteflika • Population : 32,9 millions • Superficie : 2 381 740 km² • PIB/hab : 4 260 USD • Croissance réelle du PIB : 1,4 % • Inflation : 4,6 % • Classement IDH : 104

Après sept années d'une croissance économique soutenue, une faible inflation et une position budgétaire et extérieure solide, la crise financière internationale a touché l'Algérie et mis en exergue la forte dépendance de son économie aux hydrocarbures, première ressource du pays. Le taux de croissance devrait être ramené à 1,4% en 2009. Cependant, l'Algérie dispose d'une marge de manœuvre considérable grâce à des réserves extérieures élevées (144,32 milliards USD fin juin) et à une gestion prudente de la manne pétrolière par la création du Fonds de régulation des recettes (environ 60 milliards USD). Néanmoins, le recul des prix pétroliers fragilise la situation budgétaire et la position extérieure. D'excédentaire à 34,45 milliards USD en 2008, le compte courant extérieur affiche un déficit de 1,62 milliard USD sur le premier semestre 2009. La balance commerciale s'est fortement dégradée avec une baisse des exportations de 49% sur les neuf premiers mois de l'année 2009 à 31,9 milliards USD, tandis que les importations augmentaient de 1,1% à 29,79 milliards USD.

Cette année, deux facteurs ont permis de réduire la progression des importations. D'une part, la baisse des prix des denrées alimentaires après la forte hausse enregistrée en 2008. Et surtout, la très bonne campagne agricole qu'a réalisée l'Algérie en 2008/09. Avec une production de 6 millions de tonnes de céréales, près de trois fois supérieure à celle de 2007/08, le pays a économisé plus de 40% sur ses importations céréalières sur les neuf premiers mois de 2009, à 1,912 milliard USD contre 3,235 milliards USD sur toute l'année 2008. Un résultat obtenu grâce à des conditions météorologiques favorables mais aussi par le choix de mesures incitatives du gouvernement (prêts à des conditions préférentielles, subventions pour les engrais et les semences à haut rendement).

La balance commerciale demeure excédentaire à 2,7 milliards USD. Mais le gouvernement est soucieux de limiter la croissance des importations et de développer la production nationale. En 2008, les importations avaient fait un bond à 40 milliards USD. Deux mesures restrictives ont été prises cette année, et qui ont provoqué un certain mécontentement dans les milieux d'affaires. En juillet 2009, les crédits à la consommation pour les importations, en particulier les automobiles, ont été interdits. Ensuite, la loi de finances rectificative, applicable dès août 2009, a imposé aux entreprises algériennes de recourir aux seuls crédits documentaires pour le règlement des importations. En outre, pour les sociétés de commerce d'importation, une participation des investisseurs nationaux d'au moins 30% au capital a été imposée, cette part étant portée à 51% dans les autres secteurs. La loi n'a toutefois pas d'effet rétroactif. Au niveau des IDE, effets de la crise ou difficultés de l'Algérie

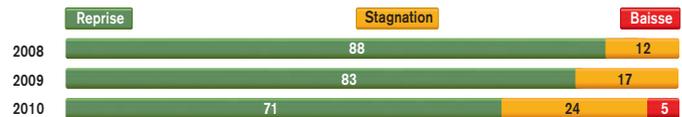
• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,65 sur 5 ▶

Points forts		Points faibles	
Réseau téléphonique mobile	▲	Réseau ferré	▼
Niveau de fiscalité	▲	Efficacité de l'Administration	▼
Droit du travail	▼	Incitation à l'investissement	▼
Coût de la main d'œuvre	▲	Impact du secteur informel	▲
Coût des transports	▲	Protection de l'environnement	▼

• Bilan des entreprises

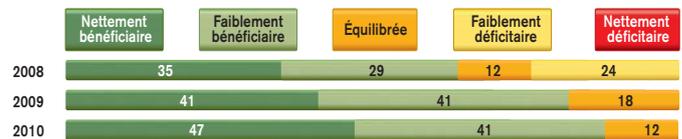
Tendances du chiffre d'affaires en %



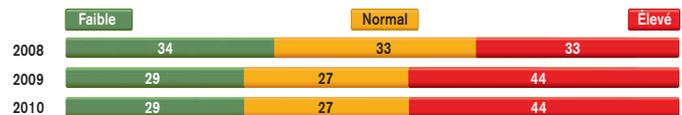
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



à capter ces investissements hors hydrocarbures, sur le premier semestre 2009, ils ne s'élèvent qu'à 700 millions USD.

Réélu en avril 2009 pour un troisième mandat de cinq ans avec 90,24% des voix, le président Abdelaziz Bouteflika a reconduit quasiment à l'identique l'équipe de son gouvernement. Dans le budget 2010, dont les dépenses sont en hausse de 13% par rapport à 2009, l'Algérie poursuit sa politique d'investissements publics avec 45 milliards USD dont plus d'un tiers sera consacré aux infrastructures (routes, chemins de fer, ports). Un montant quasi identique (14 milliards USD) sera affecté à l'amélioration des conditions de vie de la population dans le domaine de la santé, de l'habitat, de l'alimentation en eau potable et de l'assainissement. Une façon de s'attaquer aux problèmes socio-économiques pressants du pays et non encore résolus. ■



> LIBYE

Chef de l'État : Mouammar Kadhafi • Population : 6,4 millions • Superficie : 1 759 540 km²
 • PIB/hab : 11 590 USD • Croissance réelle du PIB : 1,8 % • Inflation : 5 % • Classement IDH : 55

Certes la crise a réduit de moitié environ le taux de croissance en 2009 à 1,8%, mais les fondamentaux de l'économie libyenne demeurent bons. Avec la baisse des recettes pétrolières de 40% en 2009, la balance commerciale serait toujours excédentaire de 15 milliards USD contre 40 milliards USD en 2008. L'excédent budgétaire devrait être ramené à 10,6% du PIB, contre une moyenne de 25 à 30%, et l'excédent de la balance courante reculerait de plus de la moitié par rapport à 2008 où il s'affichait à 41% du PIB. Les réserves internationales s'élèveraient à 53 milliards USD en 2009, soit l'équivalent de 22 mois d'importation.

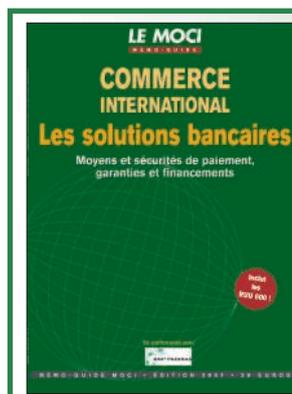
Le pays poursuit sa politique de grands travaux pour moderniser l'économie en investissant 10 milliards USD en 2009 dans les transports, le logement, l'électricité, les infrastructures sociales. Largement tributaire du pétrole, avec une production qui stagne à 1,7 million de barils par jour (b/j), la croissance du secteur non pétrolier croît rapidement depuis deux ans : 8% en 2008 et 6% prévus en 2009. Preuve d'une certaine diversification de l'économie et surtout de l'impact des programmes publics menés à travers la Libyan Investment Authority (LIA), dont les avoirs dépasseraient les 75 milliards USD. En dépit des réformes de libéralisation entreprises depuis quelques années, le secteur privé ne représente encore qu'environ 2% du PIB. Les signes de la libéralisation les plus visibles sont dans les secteurs des banques et des télécommunications. Initiée en 2007, avec la cession de 19% du capital de la Sahara Bank à BNP Paribas, la réforme du secteur bancaire s'est poursuivie (entrée de l'Arab Bank dans la Wahda Bank, la fusion des banques publiques Oumma Bank et Joumhouriya Bank, installation de la First Gulf Bank en partenariat avec le FDES). La privatisation totale du secteur était annoncée pour fin 2009, mais sera effective plus vraisemblablement en 2010, avec la cession des actifs de la Banque centrale libyenne (BCL) dans les banques publiques.

Dans les télécommunications, la restructuration prend forme avec l'appel d'offres lancé en février par l'Autorité générale des télécommunications de Libye (GTA) pour l'attribution de la première licence de téléphonie privée. La Compagnie publique de la poste et des télécommunications (GPTC), opérateur national (via les deux réseaux Al Madar et Libyana) perdra son monopole.

Dans le secteur pétrolier, la National Oil Corporation (NOC) estime que les compagnies étrangères investiront plus de 7 milliards USD dans les activités d'exploration entre 2005 et 2015. Jusqu'à présent, le taux de nouvelles découvertes est plutôt décevant chez le premier pays pétrolier d'Afrique en termes de réserves. La NOC a d'ailleurs annoncé en septembre, qu'elle investirait près de 10 milliards USD pour développer des champs.

Une quarantaine de compagnies étrangères sont présentes. Le britannique BP, qui a signé en 2007 le plus important accord bilatéral avec la Libye après trente ans d'absence, a annoncé fin octobre qu'il démarrera les forages d'exploration des champs de Ghadamès et du bassin de Syrte en investissant 1 milliard USD en sept ans. ExxonMobil a démarré en juin ses premières opérations de forage en eaux profondes dans le bassin de Syrte. En 2015, l'ONC prévoit que la production sera de 3 millions de b/j, soit le niveau d'avant embargo.

Le chef de l'État libyen, Mouammar Kadhafi, qui a été élu président de l'Union africaine en 2009, a fêté avec faste ses 40 ans de pouvoir le 1er septembre 2009. Signe d'une respectabilité retrouvée, des dizaines de chefs d'État et de gouvernement ont assisté à la cérémonie, à l'exception de ceux des pays occidentaux. Pour la première fois, le « Guide » a évoqué publiquement en octobre l'avenir de son fils Seif el-Islam, fervent défenseur des réformes, qui devrait dans les prochaines semaines être le numéro deux du régime. ■



Nouvelle édition dans la collection Mémo-Guide

Besoin de **sécuriser** le règlement d'une exportation? Besoin de **rassurer** votre nouveau fournisseur étranger avec une **lettre de crédit**? Besoin d'une ligne de garantie pour répondre à un **appel d'offres** à l'étranger? Besoin de **proposer une solution de financement** à votre client?

Cette nouvelle édition des sécurités de paiement en partenariat avec la BNP a été **élargie aux garanties internationales** et **aux financements** des exportations, et enrichie des **nouvelles RUU 600** de la CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE.

Prix 34 € TTC franco de port - REF 150022 - COMMERCE INTERNATIONAL LES SOLUTIONS BANCAIRES
 T. 0811 02 12 12 - abonnement@lemoci.com



> MAROC

Chef de l'État : Roi Mohammed VI • Population : 31,5 millions • Superficie : 446 550 km² • PIB/hab : 2 580 USD • Croissance réelle du PIB : 5 % • Inflation : 2,8 % • Classement IDH (sur 182) : 130

L'économie marocaine a fait preuve de résilience face à la crise économique et financière mondiale. Elle affiche même pour 2009 un taux de croissance estimé à 5,5%. Une croissance tirée par une campagne agricole 2008/2009 exceptionnelle avec 10,2 millions de tonnes (Mt) de céréales, le double de l'année précédente, et une demande intérieure vigoureuse. En dépit d'un bon taux de croissance général, des secteurs-clés de l'économie marocaine ont été fortement impactés par la crise. Ce sont avant tout les secteurs tournés vers l'exportation qui subissent le ralentissement de la demande extérieure : le textile, le cuir, les phosphates, l'offshoring, l'aéronautique, l'électronique et l'automobile. Cependant, si une forte chute a été constatée au premier trimestre 2009, une nette amélioration est observée depuis juillet. Ainsi, après avoir chuté de 18% en janvier 2009, l'activité textile n'enregistre sur les sept premiers mois qu'une baisse de 2,5%. On observe également une forte reprise des exportations d'acide phosphorique et des engrais de l'Office chérifien des phosphates (OCP), avec respectivement 267 000 t et 469 000 t. En outre, ces secteurs, importants en termes d'emplois, n'ont qu'une faible pondération dans le PIB (aux environs de 8%). Et les secteurs de la finance, du BTP, de l'énergie, des télécommunications et des transports se sont bien tenus. Le tourisme résiste aussi : avec 6,6 millions de touristes, les arrivées ont progressé de 5% sur les neuf premiers mois de 2009, et les recettes de 3%. En 2009, les deux premières stations du plan Azur, Mazagan Beach Resort sur la côte Atlantique près d'El Jadida et Saida sur la méditerranée dans le nord-est du Maroc ont été ouvertes (sur six prévues). Deux nouvelles devraient être terminées en 2010, Luxus à Larache et Mogador à Essaouira.

Les impacts de la crise se font aussi sentir au niveau des transferts des résidents marocains à l'étranger (RME), en baisse de 12%, et des investissements directs étrangers (IDE), en recul de plus de 35%. Ces derniers se sont établis à 12,8 milliards DH* sur les huit premiers mois de l'année 2009, contre 19,9 milliards DH sur la même période en 2008. Et 2008 affichait déjà un repli de 28% par rapport à 2007 où une forte progression avait été enregistrée (38 milliards DH). Ce sont surtout les investissements dans le tourisme et l'immobilier qui ont pâti de la baisse.

Premiers investisseurs, les Européens sont plus frieux depuis 2008. Cependant, Renault a maintenu son projet de construction d'une chaîne de montage d'automobiles à Melloussa, d'un montant de plus 600 millions d'euros, ainsi que son calendrier, même si dans un premier temps la voilure a été un peu réduite. Les premiers véhicules devraient être disponibles en janvier 2012. Depuis l'accord de libre-échange ins-

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,15 sur 5 ▲

Points forts	Points faibles
Télécommunications ▼	Fraude fiscale ▼
Procédures douanières ▲	Délais des procédures judiciaires ▲
Facilités de crédit aux entreprises ▼	Corruption ▼
Droit du travail ►	Coût de l'électricité ▼
Sécurité des personnes ▼	Protection de l'environnement ▼

• Bilan des entreprises

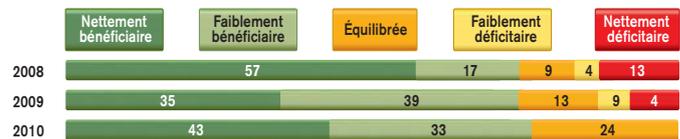
Tendances du chiffre d'affaires en %



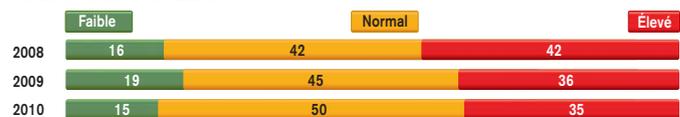
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



tauré avec les Émirats arabes unis (EAU) en 2009, les investissements ont fortement progressé pour atteindre 5 milliards DH en 2008. Le Maroc est le premier destinataire dans le monde arabe des capitaux émiratis, qui se placent maintenant en troisième position derrière la France et l'Espagne. Les EAU se sont engagés en mai 2009 à investir 10 milliards DH, notamment dans la construction de deux unités électriques supplémentaires à Jorf Lasfar par le groupe Taqa d'Abou Dhabi.

La crise a toutefois touché les finances du Maroc. Fragilisée, la balance des paiements, et tout particulièrement la balance des transactions courantes, est sous étroite surveillance. Plusieurs facteurs ont joué pour l'amortir dont la forte croissance du secteur agricole, qui a permis de générer des revenus dans le milieu rural, maintenir l'emploi et diminuer les ...

> MAROC (SUITE)

importations. Une baisse des importations, qui permet d'atténuer le choc de la chute d'environ 1/3 des exportations, consécutive aussi à la diminution des prix des matières premières et de l'énergie. Le gouvernement a aussi pris très tôt des mesures de soutien en faveur du pouvoir d'achat et des revenus : baisse de l'impôt sur le revenu, appliquée depuis janvier 2009, et augmentation du SMIG de 10% en deux temps (juillet 2008 et janvier 2009).

Le Maroc a maintenu ses grands projets d'infrastructures structurants comme la ligne TGV Casablanca-Tanger ou encore Tanger-Med II en juin (15 milliards DH d'investissements). Il a également lancé ses grands projets de développement : le plan Maroc Vert pour l'agriculture et l'agro-industrie, la Stratégie nationale pour la société de l'information et de l'économie numérique 2009-2013 « Maroc Numeric 2013 », avec un budget de 5,2 milliards DH ainsi que le Plan Halieutis pour le développement de la pêche et de l'aquaculture.

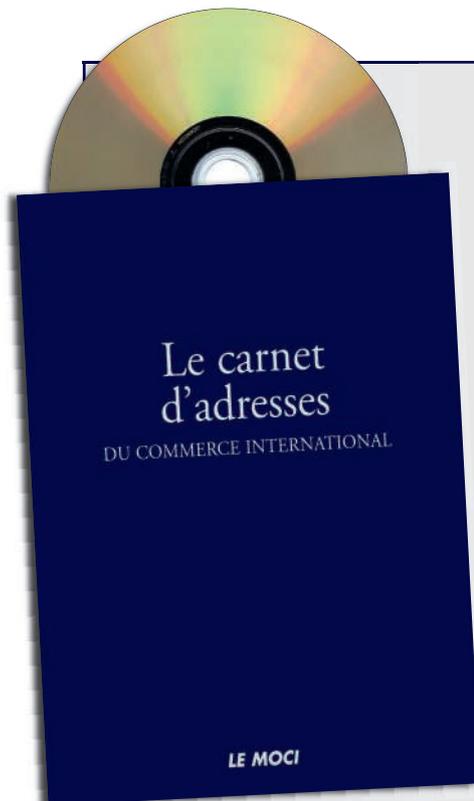
Pour soutenir le tourisme, le Maroc a lancé fin 2008 le plan d'action « Cap 2009 » pour renforcer l'attractivité du secteur. Plan d'action renforcé en juin 2009 par une dotation supplé-

mentaire de 300 millions DH pour financer des mesures de promotion. Enfin, le Maroc a mené une politique volontariste d'investissements publics, en hausse de 18% en 2009 par rapport à 2008, soit 135 milliards DH. Le projet de loi de finances 2010 prévoit une hausse de 20,4% de l'investissement public, qui devrait progresser de plus de 40% en 2009/10. Autre volet important de la loi de finances, le plan d'urgence de l'éducation et de la formation, la généralisation de la couverture médicale, l'accès au logement.

Au plan politique, les élections municipales de juin ont vu la victoire du Nouveau Parti authenticité et modernité (PAM), fondé par des partisans du roi Mohammed VI, a obtenu 6 051 sièges pour 21,7% des voix, devant l'Istiqlal (5 292 sièges, pour 19,1% des voix). Ce scrutin constituait le premier test d'envergure pour la coalition au pouvoir dans le royaume depuis les législatives de 2007, marquées par une percée des islamistes modérés du Parti de la justice et du développement (PJD). ■

* Taux de change du dirham (DH) au 19 novembre 2009 :

1 euro = 11,33 DH



ÊTRE PRÉSENTS SUR LES MARCHÉS ÉTRANGERS AVEC

LE CARNET D'ADRESSES DU COMMERCE INTERNATIONAL

- * Vous êtes impliqués de près ou de loin dans un développement international
- * L'Organisation des ministères ainsi que les administrations centrales ont considérablement évolué
- * Les organigrammes des réseaux en région ont changé

BREF, depuis 2006 date la dernière édition, une vaste mise à jour s'imposait

La Voici

Exhaustive – Pertinente – Pratique – Utile – Sobre

Joint un CDROM pour vous faciliter l'accès aux données

Parce que nous savons que votre temps est précieux en déplacement comme au bureau

LE GUIDE ET SON CD 69 € TTC l'unité

Pour commander contactez le service abonnements
Tél. : 0811 02 12 12 (Prix d'un appel local depuis un poste fixe)
abonnement@lemoci.com



> MAURITANIE

Chef de l'État : Mohamed Ould Abdel Aziz • Population : 3,1 millions • Superficie : 1 025 520 km² • PIB/hab : 840 USD • Croissance réelle du PIB : 2,3 % • Inflation : 4,9 % • Classement IDH : 154

De putschiste, Mohamed Ould Abdel Aziz est devenu président de la Mauritanie le 18 juillet 2009, à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle, avec 52,47% des voix. L'accord de Dakar, en juin, avait permis de lever le boycott de l'opposition et assuré un scrutin pluraliste.

Avec ce retour à la légitimité par les urnes, la Mauritanie est sur la voie de la normalisation avec comme corollaire le rétablissement des relations diplomatiques, le retour des bailleurs de fonds et de l'aide. Celle-ci était gelée depuis le coup d'État du 6 août 2008, qui avait renversé le premier président démocratiquement élu. La croissance demeurerait faible pour 2009 à 2,3%.

En octobre, la Banque mondiale et le FMI ont repris leur assistance avec le déblocage respectivement de 16,5 millions et de 50 millions USD. En outre, le FMI prépare un accord pour une FRPC de trois ans. La Chine a aussi octroyé 122 millions d'euros, sous forme d'aide directe, de prêt sans intérêt et de médicaments.

Les dernières élections pour le renouvellement du tiers du Sénat, le 8 novembre, ont renforcé le parti au pouvoir, l'Union pour la République (UPR), avec 14 sièges sur les 17 à pourvoir.

Si la découverte de pétrole avait suscité de grands espoirs en 2006, la production ne progresse guère sur le champ de Chinguetty, opéré par le malaisien Petronas, au rythme d'environ 10 000 barils par jour. Total, qui avait gelé ses opérations en 2004, a entamé en septembre ses premières opérations de forage dans le bassin de Taoudenni. Si elles s'avéraient concluantes, la production démarrerait en 2015. D'autres sociétés, comme l'espagnol Repsol et l'allemand Wintershall, conduisent des essais sismiques dans le bassin de Taoudenni, mais n'ont pas encore démarré les forages.

Sur le premier semestre 2009, la Société nationale industrielle et minière de Mauritanie (Snim), première entreprise du pays (près de 15% du PIB), aurait assez bien résisté à la crise, selon la direction. Mais, les ventes de fer sont tout de même en recul de 17% à 4 726 t contre 5 709 t au premier semestre 2008. La Banque africaine de développement (BAfD) a accordé un prêt de 175 millions USD à la Snim pour financer l'expansion de la mine de fer Guelb El Rhein, qui permettrait au groupe de produire 4 millions t de concentré supplémentaire avec une nouvelle usine d'enrichissement de minerai de fer. La production de fer de la Snim est proche de 12 000 t par an. Une subvention de 900 000 USD a été aussi accordée conjointement par la BAfD et le Japon sous forme d'assistance technique.

La China MinMetals Corp., souhaitant devenir produc-

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,1 sur 5 ▶

Points forts	Points faibles
Réseau routier ▼	Fraude douanière ▼
Droit du travail ▲	Fraude fiscale ▶
Coût du fuel	Facilités de crédit aux entreprises
Coût de la main d'œuvre ▼	Coût de l'électricité
Prise en compte du développement durable dans les orientations économiques	Niveau de formation de la main-d'œuvre ▶

• Bilan des entreprises

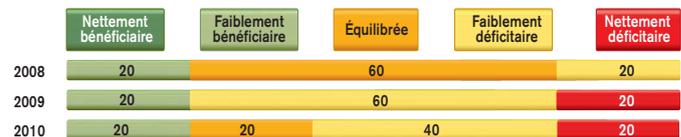
Tendances du chiffre d'affaires en %



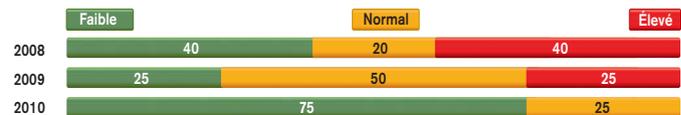
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



teur de fer et qui a déjà conclu en 2007 un accord de livraison de 1,5 million de tonnes par an avec la Snim sur une durée de sept ans, pourrait prochainement acquérir une mine de fer en Mauritanie.

La Chine, partenaire historique du port de Nouakchott, a accordé en septembre un prêt de 295 millions USD à taux préférentiel pour financer l'extension du port. Le chantier, qui devrait durer trois ans et à terme désengorger le port, prévoit notamment la construction d'un 4^e et d'un 5^e poste à quai, d'un terminal pétrolier et d'une digue de 5 km. Les travaux sont exécutés par la Société nationale chinoise des travaux de ponts et chaussées (SNCTPC). Avec l'octroi d'un crédit de plus de 18 millions d'euros de l'Espagne en février, le port de pêche de Nouadhibou devrait aussi être élargi. ■



> TUNISIE

Chef de l'État : Zine El-Abidine Ben Ali • Population : 12,9 millions • Superficie : 163 610 km² • PIB/hab : 3 290 USD • Croissance réelle du PIB : 3 % • Inflation : 3,5 % • Classement IDH : 89

Après un premier signe de ralentissement en 2008 (4,6% contre 6,3% en 2007), la croissance ne s'établira au mieux qu'à 3% en 2009. La crise économique et financière mondiale a touché la Tunisie par le biais des exportations, avec le ralentissement de la demande extérieure, des investissements et du tourisme. Le pays s'en sort plutôt mieux que prévu et les grands équilibres sont préservés. Au niveau du commerce extérieur, les exportations ont chuté de 21,7% sur les neuf premiers mois de 2009 et les importations de 19,5%, après une forte progression en 2008 sous l'impulsion de la filière mécanique, électronique et électrique.

Premier secteur totalement ouvert depuis le 1^{er} janvier 2008 avec l'entrée en vigueur de l'accord avec l'Union européenne sur la zone de libre-échange des produits industriels, le secteur industriel a vu ses exportations se réduire de 18%. Dès décembre 2008, l'État a pris une batterie de mesures pour soutenir le secteur (prise en charge partielle ou totale des cotisations patronales, des dépenses d'assurance sur les exportations à hauteur de 50% ou des aides au fonds de roulement), reconduites et élargies dans la loi de finances rectificative 2009 de juillet. Un plan de relance de 582 millions USD. Les dernières statistiques montrent une amorce de reprise, même si elle est encore fragile. Par exemple, le secteur textile et habillement affichait en août pour la première fois depuis onze mois une croissance positive à 5,5%. En outre, des projets industriels se poursuivent : Plastontecnic (produits en polyéthylène), Kromberg & Schubert (câblage automobile), Carthage Cement de Bina Corporation, délocalisation de la production du suisse Damart (textile), Hutchinson (caoutchouc) ou encore Aerolia (aéronautique). Un dynamisme qui confirme l'attractivité du pays. Néanmoins, sur les neuf premiers mois de 2009, les investissements directs étrangers (IDE) sont en recul de 30%, tirés vers le bas par les investissements de portefeuille et, dans une moindre mesure, dans les secteurs du tourisme et de l'immobilier.

L'année touristique a été jugée « correcte » par le ministre Khaled Becheikh, compte tenu de la mauvaise conjoncture. Au 30 septembre, les arrivées enregistraient une baisse de 2%, surtout engendrée par un recul du marché européen (-9%), mais partiellement compensées par une hausse des touristes maghrébins (Libyens et Algériens). Les nuitées ont diminué de 8,6% tandis que les recettes progressaient de 3%.

La nouvelle banque islamique Zitouna devrait démarrer ses activités au premier trimestre 2010 tandis qu'une troisième licence de téléphonie fixe et mobile de troisième génération a été attribuée en juin au groupement Divona/Orange-France Telecom. Au niveau des infrastructures, la première phase de l'aéroport Enfidha est opérationnelle et la construction de l'autoroute Sfax-Gabès a démarré. Dans le domaine énergétique, où la produc-

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,3 sur 5 ▲

Points forts	Points faibles
Incitation à l'investissement	Réseau ferré ▼
Harcèlement fiscal ▲	Procédures douanières ▲
Financement des importations	Coût des télécommunications
Sécurité des personnes ▶	Coût du fuel
Niveau de formation du personnel d'encadrement ▲	Délais des procédures judiciaires ▼

• Bilan des entreprises

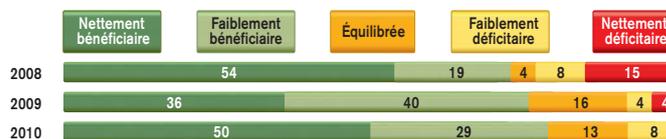
Tendances du chiffre d'affaires en %



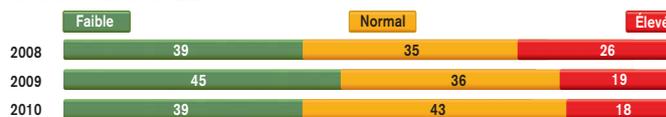
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



tion de gaz et pétrole progresse fortement depuis 2000 grâce à une politique d'exploration soutenue, le pays pourrait devenir exportateur de 4 millions de m³ de gaz par jour à la fin 2012.

Le président Ben Ali a été réélu, sans surprise, le 25 octobre pour un 5^e quinquennat, recueillant 89,62% des voix. Il avait mené campagne sur la priorité à donner à la lutte contre le chômage, qui atteint 14% de la population active, mais touche au moins 20% des diplômés du supérieur. Il s'est aussi engagé en faveur d'un renforcement de la démocratie, alors que le régime continue à susciter des critiques, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Le parti au pouvoir, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), a conservé, lors des législatives qui se sont déroulées en même temps que la présidentielle, une large majorité avec 75% des suffrages. ■



PROMOFOIRES INTERNATIONAL

International agency for marketing, communication and promotion of fairs and exhibitions

Events program 2010

AT THE INTERNATIONAL CENTER OF FAIRS AND EXHIBITIONS, CHARGUIA, TUNISIA



SIHER EXPO

21 th International exhibition on hotel & restaurant equipment
02 - 06 February

REF : 353



Lingerie-MED

the first Mediterranean Exhibition of Lingerie

17 - 20 February

REF : 354



ARCHIVEXPO

2 nd International exhibition on filing & the conservation of contents

24 - 27 February

REF : 355



INPACK

12 th International exhibition on packaging, conditioning and handling
10 - 13 March

REF : 356

Qualité Expo

QUALITE EXPO

Quality and management of exhibition
03 - 05 March

REF : 357



EXPO CUISINE

5 th International exhibition on Kitchens and Bathrooms
27 April - 02 may

REF : 359



10 th International exhibition on cosmetics

07 - 10 may

REF : 360



3 rd International exhibition Services & Logistics

Transport
27 - 30 may

REF : 361

SERVICES EXPO

SERVICES EXPO

1 st International exhibition on services
10 - 12 June

REF : 362



FORMATION EXPO

3 rd National exhibition on University and vocational training
15 - 19 september

REF : 363



PROTECTION EXPO

2 nd International exhibition on protection
06 - 09 October

REF : 364



ASSUR-EXPO

2 nd National exhibition on social and professional insurance
13 - 16 october

REF : 365



SANTÉ EXPO

1st International health exhibition

20 - 23 October

REF : 366



MED ALIMENTATION

9 th International exhibition on Bakery, pastry working ice-cream and food exhibition
27 - 30 October

REF : 367



MEUBLE EXPO

Exhibition on furniture
3 - 13 November

REF : 368



BANQUE FINANCE & MONETIQUE EXPO

4 th International exhibition of banking, financial services and monetics
03 - 06 November

REF : 369



SIB EXPO

24 th International exhibition on data processing and new technologies of communications
23 - 27 November

REF : 370



ENVIRO CARRIERE

2nd International exhibition on carrers & environment
24 - 27 November

REF : 371

FOR MORE INFORMATION, A COMPLETED FILE WILL BE SENT TO YOU UPON RECEPTION OF THIS COUPON.

Company:

Address:

Zip code: City: Country:

Tel.: Fax: E-mail:

We are interested in the exhibitions mentioned above; please send us more information about the exhibition (s) selected on the board.

We are planning to participate as: - Exhibitor

- Visitor

We are represented in Tunisia, please contact our local agent:

Address:

Thank you for sending a copy of this document or a fax to this address:

PROMOFOIRES INTERNATIONAL ADDRESS : 6 AVENUE MOHAMED ALI AKID - 1003 TUNIS - TUNISIA

TEL.: (+216) 71 77 38 22 / FAX: (+216) 71 80 92 00

71 78 79 33 71 78 62 26

E-MAIL: promofoires@e-worldfairs.com / Website : www.sogefoires.com

Check the box of the exhibition which interests you

<input type="checkbox"/>	REF : 353	<input type="checkbox"/>	REF : 368
<input type="checkbox"/>	REF : 354	<input type="checkbox"/>	REF : 369
<input type="checkbox"/>	REF : 355	<input type="checkbox"/>	REF : 370
<input type="checkbox"/>	REF : 356	<input type="checkbox"/>	REF : 371
<input type="checkbox"/>	REF : 357	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	REF : 359	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	REF : 360	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	REF : 361	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	REF : 362	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	REF : 363	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	REF : 364	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	REF : 365	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	REF : 366	<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	REF : 367	<input type="checkbox"/>	



> BÉNIN

Chef de l'État : Boni Yayi • Population : 6,75 millions • Superficie : 112 622 km² • PIB/hab : 412 USD • Croissance réelle du PIB : 2,5 % • Inflation : 4 % • Classement IDH : 161

La croissance au Bénin devrait reculer de 5% en 2008 à 2,5% en 2009. La crise a touché le pays, surtout par l'intermédiaire du Nigeria : avec la baisse du taux de change du naira nigérian, la chute des recettes pétrolières, les difficultés du secteur bancaire, le pouvoir d'achat au Nigeria s'est effondré, entraînant une baisse des flux d'affaires avec le Bénin. Une légère reprise s'est toutefois amorcée depuis août. En revanche, l'inflation a déceléré. Mais le déficit du compte courant extérieur devrait se creuser et représenter 13% du PIB.

Bâti sur l'hypothèse d'un taux de croissance de 6%, le budget 2009 n'a pas fait l'objet de rectification en cours d'année alors que les recettes se sont tariées, notamment les recettes douanières. Plus grave, les dépenses publiques ont dérapé : le Bénin a dû s'acquitter en 2009 des dépenses du sommet de la Censad de 2008 ; les salaires ont été augmentés et les primes aux fonctionnaires se sont envolées. Une situation que le FMI n'a pas manqué de souligner lors de sa revue de septembre. Le « gap » de financement du budget 2009 s'élèverait à 140 milliards FCFA et pourrait même atteindre 190 milliards FCFA. Le Port autonome de Cotonou (PAC) devrait voir son trafic baisser d'environ 15% en 2009. En 2008, il avait atteint près de 7 millions de tonnes (Mt).

Peu d'améliorations ont été apportées en 2009, en termes de gouvernance et de gestion du port. Le guichet unique, à maintes reprises annoncé, n'est toujours pas fonctionnel. En revanche, les travaux de modernisation, financés par le Millennium Challenge Account (MCA) vont démarrer. En août dernier, les travaux d'aménagement ont été confiés à deux consortiums français : Sogea Satom/EMCC pour le prolongement de l'épi d'arrêt de sable (environ 14,5 milliards FCFA) ; Soletanche Bachy pour la construction du quai sud du PAC pour près de 13 milliards FCFA. Au terme des travaux, qui devraient être achevés en 2012, le port devrait avoir résolu son problème récurrent d'ensablement de la passe d'entrée et du chenal d'accès et voir sa compétitivité accrue en augmentant la capacité d'accueil des navires porte-conteneurs. Le groupe Bolloré a obtenu en août la concession du PAC. Après un premier versement de 10 milliards FCFA avant la signature du contrat, le groupe devrait investir 130 milliards FCFA dans l'aménagement du port sur 25 ans. Il vise à multiplier par plus de trois le trafic en 2030 de 310 000 à 1 million EVP.

Après la privatisation en 2008 de la Sonapra et de la Continental Bank, le Bénin a lancé cette année l'appel d'offres pour la privatisation de Bénin Télécoms avec l'octroi de la majorité à un partenaire stratégique, le capital restant se partageant entre l'État, des opérateurs privés béninois (à travers le placement de titres sur la BRVM), le public béninois et

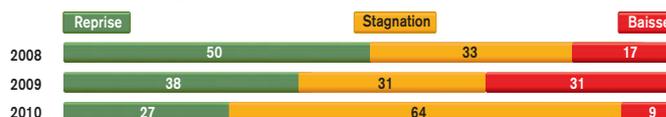
• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,45 sur 5 ►

Points forts	Points faibles
Infrastructures aéroportuaires ▲	Distribution électrique
Facilités de crédit aux entreprises	Efficacité de l'administration ▼
Financement des importations	Droit foncier ▼
Qualité du personnel d'encadrement ▲	Coût de l'électricité
Absentéisme ▲	Coût des télécommunications

• Bilan des entreprises

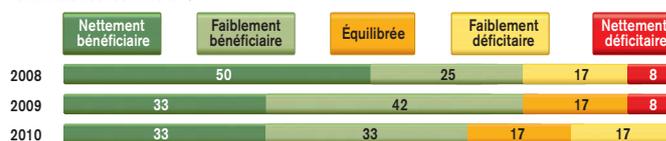
Tendances du chiffre d'affaires en %



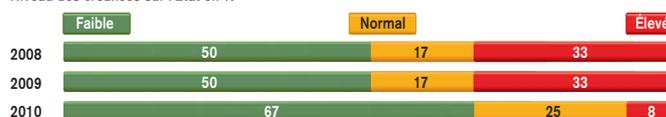
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



le personnel. En ce qui concerne la Société béninoise d'énergie électrique (SBEE), le dossier piétine avec un audit toujours en cours.

Dans le secteur agricole, la campagne agricole 2009/10 à mi-parcours s'annonce bonne : la production de riz progresserait de 34% (à plus de 133 000 t) et celle de maïs de 13% (à 1,164 Mt). Il semblerait que les producteurs délaissent la production de coton au profit des cultures vivrières. En effet, alors que le pays ambitionnait de produire 420 000 t de coton en juin, en hausse de 35% par rapport à la campagne 2008/09, la production ne s'élèverait qu'à 180-190 000 t pour la fourchette haute et 140-150 000 t pour la fourchette basse. Soit un niveau inférieur à 2008/09. Or le coton représente encore plus de 80% des recettes d'exportation du Bénin. ■



> BURKINA FASO

Chef de l'État : Blaise Compaoré • Population : 14,4 millions • Superficie : 274 122 km² • PIB/hab : 290 USD • Croissance réelle du PIB : 3,8 % • Inflation : 3,8 % • Classement IDH : 177

Après avoir été affectée par la crise alimentaire et énergétique en 2008, l'économie burkinabée a dû faire face à la crise économique mondiale, en particulier à la baisse de la demande en coton, et à de fortes inondations en septembre qui ont provoqué le déplacement de 170 000 personnes et causé de nombreux dégâts matériels (routes, ponts, bâtiments...). Mais la croissance devrait s'afficher tout de même à 3,8%, contre 5,2% en 2008. Si le déficit du compte courant extérieur devrait s'améliorer en 2009, notamment grâce aux revenus miniers, le déficit budgétaire se creusera pour atteindre 6,7% du PIB contre 4,4% en 2008.

Si toute la filière africaine du coton se porte mal, le Burkina Faso s'en tire mieux que ses voisins. La production 2009/10 devrait s'élever à environ 455 000 t, représentant près de la moitié de la production cotonnière de la Zone franc. Pour la première fois, quelque 120 000 hectares de coton OGM ont été emblavés. L'État a renouvelé son soutien à la filière avec 11 milliards FCFA pour subventionner les intrants et apurer les dettes internes aux groupements de producteurs. Le coton représente encore 60% des exportations du pays. Au plan agricole, après une excellente campagne agricole 2008/09 (4,2 millions de t de céréales), celle de 2009/10 se présente bien : on attend une hausse de 20% de la production de riz à environ 300 000 t.

L'activité dans le secteur minier demeure intense. La crise mondiale, qui a entraîné une envolée des cours de l'or (plus de 1 000 USD l'once actuellement) a créé un contexte particulièrement favorable à ce secteur. Après quatre mines d'or ouvertes en 2007 et 2008, deux nouvelles mines devraient très prochainement être opérationnelles : la mine Inata, développée par la Société des mines de Belahouro, dont la société norvégienne Wega Mining est l'actionnaire principal, avec une production à pleine capacité de 4,2 t/an ; le projet d'Essakane, développé par Iamgold (qui a racheté Orezone Ressources fin 2008), avec 10 t/an d'or à pleine capacité. En outre, la Société financière internationale (SFI), la filiale de la Banque mondiale pour le secteur privé, est entrée en septembre au capital de l'australien Gryphon Minerals pour soutenir ses projets dans la région de Banfora.

Le Burkina Faso ambitionne d'être le quatrième producteur aurifère africain dans les trois prochaines années. Les quatre mines en exploitation disposent de réserves de 117,5 t d'or, et cinq nouveaux projets devraient apporter 250 t de réserves additionnelles. En 2008, la production de métal jaune s'est élevée à 5,8 t. L'interconnexion électrique Côte d'Ivoire-Burkina Faso, prévue début 2010, devrait favoriser ces développements en fournissant au pays 86 MW

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,7 sur 5 ▲

Points forts	Points faibles
Réseau routier ▲	Procédures douanières ▲
Droit foncier ▼	Fraude douanière ►
Droit du travail ▲	Délais des procédures judiciaires ▲
Sécurité des personnes ▲	Impact du secteur informel ▼
Coût de la main d'œuvre ▲	Coût de l'électricité

• Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



supplémentaires. Dans le cadre de la deuxième étape du processus de privatisation de l'Office national des télécommunications (Onatel), dont 51% du capital avait été cédé à Maroc Telecom en 2006, 20% du capital a été mis en vente auprès du public et ce, pour la première fois au Burkina Faso. Une souscription qui a été couronnée de succès. Depuis avril, l'Onatel est la première société burkinabée cotée à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) d'Abidjan.

Dans le domaine industriel, un fleuron du cycle, du cyclomoteur et des motos, Sifa, qui fabrique sous licences des modèles Peugeot et Yamaha, a annoncé sa cessation d'activités pour la fin décembre ne pouvant faire face à la concurrence des modèles asiatiques low-cost. ■



> CÔTE D'IVOIRE

Chef de l'État : Laurent Gbagbo • Population : 18,9 millions • Superficie : 322 463 km² • PIB/hab : 582 USD • Croissance réelle du PIB : 3,7 % • Inflation : 5,9 % • Classement IDH : 163

L'élection présidentielle prévue le 29 novembre 2009 a été à nouveau reportée, officiellement pour des raisons techniques. Elle devrait avoir lieu dans les prochains mois, probablement en février-mars 2010. La tenue de ces élections est cruciale pour achever la normalisation du pays, encore coupé entre le Nord et le Sud, près de trois ans après la signature des accords de Ouagadougou (mars 2007).

Au plan financier, la communauté internationale a suivi le processus de normalisation politique avec un réengagement. En mars 2009, le FMI a adopté une FCRP de trois ans d'un montant de 565,7 millions USD. A suivi une renégociation de la dette auprès du Club de Paris qui s'est notamment traduite par une annulation de 845 millions USD (sur un stock estimé à 7,2 milliards USD fin 2008). Le service de la dette a été réduit drastiquement, de 4,7 milliards à 391 millions USD sur la durée du programme. Dans ce contexte, le gouvernement a démarré en avril l'apurement de ses arriérés intérieurs, estimés à environ 2 milliards USD, dans un premier temps vis-à-vis des PME. En septembre, la dette auprès du Club de Londres (créanciers privés) a été renégociée : 408 millions d'euros (sur un stock de 2,1 milliards d'euros fin 2008) ont été annulés.

Ce ballon d'oxygène devrait soutenir une croissance prévue à 3,7% en 2009 (2,8% en 2008), aidée par la reprise de l'activité. Dans l'agriculture, les cours du cacao ont été soutenus, la tonne gagnant près de 20% (2 270 USD en novembre). Mais la production a chuté à 1,19 million de tonnes (Mt) pour la campagne 2009/09, soit 190 000 t de moins que lors de la précédente, et l'on prévoit 1 à 1,5 Mt pour 2009/10. Un Comité de réforme de la filière café-cacao (CRFCC) a été créé en février et la fiscalité indirecte du cacao a commencé à être réduite avec l'objectif de la ramener à 22% du prix CAF en 2011.

La filière coton est toujours sinistrée : la campagne 2009/10 est prévue à environ 180 000 t. En revanche, dans l'huile de palme (390 000 t en 2008), Sifca ambitionne de doubler sa production à 500 000 t dans les trois prochaines années avec l'appui du singapourien Wilmar International. Par ailleurs, un plan de 20 milliards FCFA a été adopté en juillet 2009 pour sauver la filière ananas en incitant les petits planteurs à retourner à la culture : la production a chuté de 72% depuis 1999 (60 000 t en 2008).

Dans le domaine minier, Randgold Resources a annoncé en février la découverte à Tongon, au nord du pays, du plus important gisement d'or (plus de 4 millions d'onces). Les travaux d'exploitation démarreront en 2010. Dans les infrastructures, la gestion et l'exploitation du port de San Pedro ont été confiées au suisse Mediterranean Shipping Company

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,8 sur 5 ▲

Points forts	Points faibles
Infrastructures aéroportuaires ▲	Efficacité de l'administration ▲
Distribution électrique ▶	Fraude fiscale ▶
Qualité du personnel d'encadrement ▲	Délais des procédures judiciaires ▲
Coût de la main d'œuvre ▲	Corruption ▶
Coût du transport maritime ▲	Protection de l'environnement ▲

• Bilan des entreprises

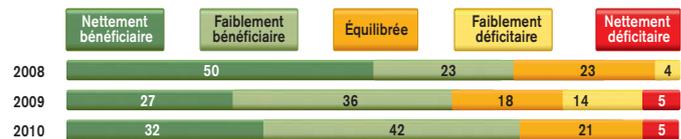
Tendances du chiffre d'affaires en %



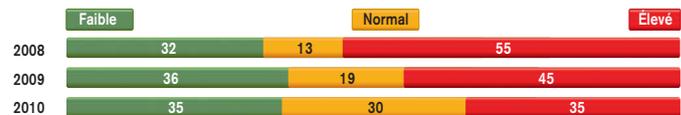
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



(MSC) pour quinze ans. MSC compte investir 250 millions d'euros sur cinq ans. Quant au chemin de fer entre le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, Sitarail prévoit un plan de 175 milliards FCFA pour réhabiliter les voies et renouveler le matériel roulant.

Au plan bancaire, l'État a repris, dans le cadre d'un plan de recapitalisation, trois banques en 2009, en plus de la Banque nationale d'investissement (BNI), dont Verus Bank et la Banque pour le financement de l'agriculture (BFA). La Caisse nationale des caisses d'épargne (CNE) a été transformée en établissement bancaire. Le marché des télécommunications reste dynamique : deux nouveaux opérateurs, Warid Telecom et R.Com, pourraient rejoindre les quatre déjà présents (Orange, MTM, GreenN et Koz). ■



> GHANA

Chef de l'état : John Atta Mills • Population : 23,5 millions • Superficie : 238 540 km² • PIB/hab : 348 USD • Croissance réelle du PIB : 4,5 % • Inflation : 18,5 % • Classement IDH : 152

Symbolique était le choix du Ghana par le président américain Barack Obama pour sa première visite officielle sur le continent, en juillet. La transition démocratique a été exemplaire. L'opposant John Atta Mills, du Parti démocratique national (NDC), a emporté l'élection présidentielle au second tour avec 50,23% des suffrages sur son adversaire, Nana Akufo-Addo, du Parti patriotique national (NPP) au pouvoir jusque-là. L'euphorie passée, le nouveau gouvernement a toutefois très vite été confronté à une situation macroéconomique difficile. Le déficit budgétaire s'est creusé en 2008 (14,5% du PIB), poussé par l'accroissement des dépenses publiques (fortes hausses salariales, subventions aux produits pétroliers, nouveaux projets d'infrastructures). L'inflation se situait à plus de 20% au début 2009, la dépréciation du Cedi a été forte et les réserves officielles ont fondu à l'équivalent de deux mois d'importation. Les besoins de financement de la balance des paiements devraient être de 450 millions USD en 2009.

La priorité est donc au rétablissement des équilibres macroéconomiques et à la réduction du déficit budgétaire, qui devrait être ramené à 12,6% en 2009. Les bailleurs de fonds sont venus au secours du nouveau régime. En juillet, le FMI a apporté 602,2 millions USD dans le cadre d'une FRPC sur trois ans. La Banque mondiale et l'Union européenne ont suivi ainsi que la Chine, à hauteur de 2 milliards USD. L'année 2010 devrait être encore tendue en attendant le démarrage de la production de pétrole, qui devrait représenter au départ l'équivalent de 17% du PIB hors pétrole !

Cependant, le Ghana devrait voir ses termes de l'échange s'apprécier de 20% en 2009, avec la baisse des cours du pétrole et du prix des denrées alimentaires, mais surtout l'appréciation des cours du cacao (+25% depuis le début de l'année) et de l'or (plus de 1 000 USD l'once). La campagne cacaoyère 2008/09 a été bonne avec plus de 700 000 t produites. Celle de 2009/10 devrait être sur la même tendance. Quant à la production d'or, elle s'est élevée à 2,6 millions d'onces en 2008 et a progressé de 9% au premier trimestre 2009. Toujours dans les mines, le géant Rio Tinto, a cédé (sous réserve d'approbation par le Parlement) 80% de ses parts de la seule mine de bauxite du pays, Awaso (637 000 t) au chinois Bosai.

Deux affaires brouillent un peu l'image du pays vis-à-vis des investisseurs étrangers. L'une dans les télécommunications : une commission d'enquête du gouvernement a recommandé, en septembre, la renégociation de la vente conclue en 2008 de 70% des parts de Ghana Telecom au britannique Vodafone pour 900 millions USD. L'autre dans le pétrole : en octobre, le gouvernement a montré son désaccord sur la cession de la

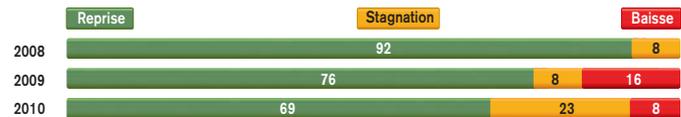
• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,7 sur 5 ▼

Points forts	Points faibles
Coût du fuel	Infrastructures ferroviaires ▼
Niveau de fiscalité ▼	Distribution électrique
Harcèlement fiscal ▲	Droit foncier ▼
Corruption	Qualité du personnel d'encadrement ►
Infrastructures aéroportuaires ▲	Prise en compte du développement durable dans les orientations économiques

• Bilan des entreprises

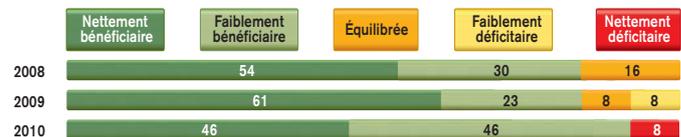
Tendances du chiffre d'affaires en %



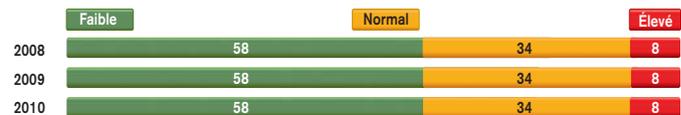
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



participation de la junior américaine Kosmos Energy dans le gisement Jubilee (23,5%) à Exxon Mobil pour 4 milliards USD. Le Ghana estime cet accord illégal et n'exclut pas que la Ghana National Petroleum Corp (GNPC) se porte acquéreur seul, démentant l'association avec le chinois CNOOC.

Dans l'énergie, l'unique raffinerie du pays, Tema, paralysée depuis février par un endettement colossal, a redémarré en novembre grâce à une facilité de refinancement de 300 millions USD d'Ecobank, banque chargée également de sa restructuration financière. En juillet, la firme sud-africaine New Alpha Refinery Ghana Ltd a signé un protocole d'accord avec le gouvernement pour construire une nouvelle raffinerie à Accra pour 6 millions USD, avec une capacité de 200 000 b/j et un démarrage prévu en 2015. ■



> GUINÉE

Chef de l'État : Moussa Dadis Camara • Population : 9,4 millions • Superficie : 245 857 km² • PIB/hab : 370 USD • Croissance réelle du PIB : 0 % • Inflation : 4,9 % • Classement IDH : 170

Le 23 décembre 2008, au lendemain de l'annonce de la mort du président Lansana Conté, au pouvoir depuis 1984, une partie de l'armée s'est soulevée. Les mutins ont suspendu la Constitution, dissous le gouvernement et mis sur pied un Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD) en s'engageant à organiser des élections pour la fin décembre 2010. Le lendemain, le capitaine Moussa Dadis Camara, désigné par le CNDD, s'installait dans le calme à la présidence.

Si l'Union africaine et la Cedeao ont suspendu la Guinée jusqu'au retour de l'ordre constitutionnel, la population semblait, dans un premier temps, accueillir favorablement la junte. Mais la situation s'est rapidement compliquée : chef autoritaire, rumeurs de divisions dans l'armée et de contre coup d'État. La situation a dégénéré lors de la manifestation du 28 septembre, organisée suite à l'intention de Moussa Dadis Camara de se présenter aux élections présidentielles, contrairement à ses engagements, provoquant le mécontentement de l'opposition. Elle a donné lieu à un véritable massacre perpétré par l'armée : plus de 150 morts, de nombreux blessés et exactions commises.

À ce jour, les discordances au sein de l'armée se sont amplifiées et le régime ne tient qu'à un fil. Des négociations sont en cours avec le président burkinabé, Blaise Compaoré, mandaté par la Cedeao pour mener une médiation de sortie de crise. Dans un tel contexte politique, la croissance est atone chez le premier exportateur mondial de bauxite (19,78 millions de t produites en 2008). En octobre, le ministre du Commerce a évoqué un contrat minier de 7 milliards USD en négociation avec le China Investment Fund, basé à HongKong, ce que Pékin a démenti.

Dès sa prise de pouvoir, la junte a annoncé sa volonté de revoir les contrats miniers conclus ces cinq dernières années. L'année a été émaillée de démêlés, toujours en cours, avec plusieurs compagnies étrangères : la junte envisage ainsi d'annuler l'accord de vente à Rusal du complexe de Friguia acquis en 2006 pour 19 millions USD ; de même, AngloGold, qui opère la plus grosse mine d'or à Siguiri (332 000 onces en 2008), est l'une des trois firmes que le gouvernement a décidé en septembre d'auditer.

Le conflit entre le groupe anglo-australien Rio Tinto et l'État guinéen sur le projet d'exploitation du minerai de fer du Mont Simandou, ne date pas du coup d'État. En août 2008, le gouvernement de Lansana Conté avait marqué sa volonté de reprendre une partie de la concession accordée en 2006 au groupe. Entre-temps, la crise est arrivée, obligeant la multinationale à suspendre ses investissements. La junte a

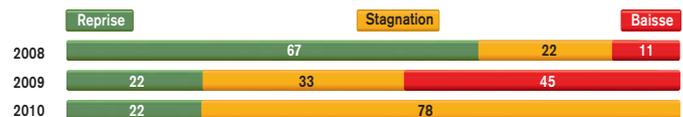
• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,95 sur 5 ►

Points forts		Points faibles	
Réseau téléphonique mobile	▲	Réseau aérien local et régional	▼
Réseau internet	▲	Efficacité de l'administration	▼
Qualité du secteur bancaire	►	Incitation à l'investissement	►
Facilités de crédit aux entreprises	►	Harcèlement fiscal	▼
Coût de la main d'œuvre	▲	Niveau de formation de la main-d'œuvre	▼

• Bilan des entreprises

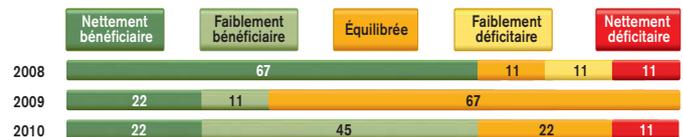
Tendances du chiffre d'affaires en %



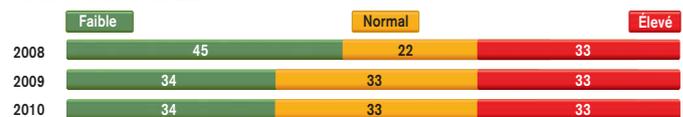
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



confirmé la reprise des blocs 1 et 2, et les a attribués à Benny Steinmetz Group Ressources (BSGR), Rio Tinto ne conservant que les blocs 3 et 4. BSGR envisage de construire le chemin de fer Transguinéen.

La junte avait également suspendu la Convention portuaire attribuant à Getma International la concession du terminal à conteneurs du Port de Conakry, adjudgée en septembre 2008. Mais, elle est revenue sur sa décision en mai dernier. La Société du terminal à conteneurs de Conakry (STCC), société d'exploitation de Getma International, sera chargée des travaux de réhabilitation, d'équipement et de maintenance du terminal à conteneurs. Il est prévu aussi la construction d'un nouveau quai de 300 mètres de long et l'aménagement d'une plate-forme de stockage de 11 000 m². ■



> MALI

Chef de l'État : Amadou Toumani Touré • Population : 13,4 millions • Superficie : 1 241 231 km² • PIB/hab : 316 USD • Croissance réelle du PIB : 1,8 % • Inflation : 4,1 % • Classement IDH : 178

La croissance en 2009 devrait légèrement reculer, de 5,1% en 2008 à 4,1%, portée par une campagne agricole exceptionnelle. L'inflation devrait être ramenée à 2,5% (9,1% en 2008). Une baisse des prix qui devrait permettre d'améliorer, en 2009, la position extérieure du pays, si la baisse des recettes touristiques et des transferts des migrants n'est pas trop forte. **À cet égard, la hausse des cours de l'or** a apporté une bouffée d'oxygène. L'or est devenu le premier poste d'exportation du pays, représentant 70% des recettes en devises et 15% du PIB. Cependant, plusieurs mines sont en déclin et la production s'en ressent. En 2009, elle devrait atteindre 46 t, en baisse de 13%, mais les recettes progresseraient de 20% à 240 millions USD. Et de nouveaux projets démarrent. En juin, l'australien Resolute Mining a coulé la première once d'or de la mine de Syama, qui devrait produire 250 000 onces par an. Ont également démarré l'exploitation du gisement de Tabakoto, opéré par Avion Resources (objectif 66 000 onces en 2009) et l'expansion du complexe de Loulo par Randgold Resources. Cette dernière a annoncé la découverte d'un nouveau gisement à Gounkoto. En outre, les premiers forages pour confirmation des indices pétroliers et gaziers devraient commencer cette année. Selon la Direction nationale de la géologie et des mines, l'exploitation du gisement de fer de Koulikoro par la société indienne SGNC devrait démarrer en 2010 et la production annuelle avoisiner 1 million de t/an sur dix ans.

Le développement de l'agriculture demeure la priorité du gouvernement. Cette année, il a renouvelé ses subventions aux intrants à la culture du riz (Initiative Riz) et les a étendues au blé, maïs et coton. Alors que la production de coton est tombée à un plus bas niveau en 2008/09 (210 000 t), la Compagnie malienne pour le développement du textile (CMDT) anticipe une légère hausse en 2009/10 à 236 000 t. Le calendrier de sa privatisation est maintenu pour 2010 dans un contexte particulièrement difficile.

Plusieurs projets industriels ont vu le jour. Maseda Industrie a installé une usine de transformation de coton en produits d'hygiène. 2009 a également été marquée par : l'inauguration de l'usine d'assemblage de tracteurs de Samanko, fruit d'un partenariat entre l'État malien et l'indien Angelique International Ltd (AIL) ; le lancement du projet d'aménagement de 16 000 hectares à Alatona, dans le cadre du Millennium Challenge Account (MCA) ; les travaux du nouveau complexe sucrier du Kala supérieur (N-Sukala), financé à 70% par la Chine ; l'aménagement de 100 000 ha dans la zone de l'Office du Niger par la firme libyenne Malibya. Les investisseurs libyens sont très présents dans l'immobilier et le

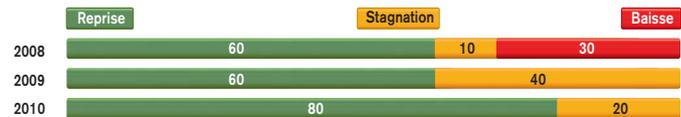
• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,6 sur 5 ▲

Points forts	Points faibles
Qualité du secteur bancaire ▲	Infrastructures ferroviaires ▼
Absentéisme ▲	Fraude douanière ▲
Sécurité des personnes ►	Harcèlement fiscal ▼
Fiabilité des partenaires et interlocuteurs ▲	Corruption ►
Coût de la main d'œuvre ▼	Protection de l'environnement ▼

• Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



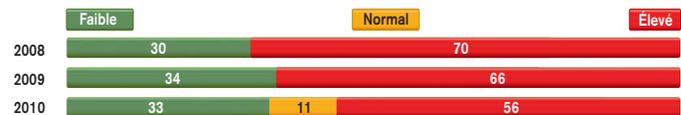
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



tourisme, avec la réhabilitation de cinq hôtels, le financement de la construction de la future cité administrative sur les berges du fleuve Niger et la construction de l'hôtel 5 étoiles Afriqiyah à Bamako. À noter que le Mali a accueilli 250 000 touristes en 2008.

Côté infrastructures, ont été lancés, notamment, le troisième pont de Bamako, financé par les Chinois, l'extension de l'aéroport de Dag-Dag de Kayes (BADEA), l'aérogare fret de Bamako-Ségou (MCA) et l'échangeur multiple à Bamako. En matière de privatisations, Maroc Telecom, filiale à 53% du groupe Vivendi, a acquis en juillet 51% du capital de Sotelma pour 275 millions d'euros. Après sa restructuration, le gouvernement devrait se désengager en 2010 de la Banque de l'habitat du Mali (BHM). ■



> NIGER

Chef de l'État : Mamadou Tandja • Population : 14,2 millions • Superficie : 1 267 000 km² • PIB/hab : 187 USD • Croissance réelle du PIB : 1 % • Inflation : 4,8 % • Classement IDH (sur 182) : 182

Le président Mamadou Tandja, âgé de 71 ans, a fait fi des pressions tant de la communauté internationale que de l'opposition, des syndicats et de la population, en dissolvant le Parlement et la Cour constitutionnelle pour se maintenir coûte que coûte au pouvoir. Surmontant les obstacles juridiques et politiques, il s'est arrogé les pleins pouvoirs en gouvernant par ordonnances et décrets. Le référendum modifiant la Constitution et permettant au Président de rester en exercice trois ans de plus s'est déroulé le 4 août. Les élections législatives anticipées le 20 octobre ont été boycottées par une grande partie de l'opposition et le Mouvement national pour la société du développement (MSND), le parti présidentiel, a remporté 76 sièges sur les 113. La crise politique reste ouverte, mais les investissements dans l'uranium et le pétrole ont donné une marge de manœuvre à Mamadou Tandja. Si la Cedeao a pris des sanctions et l'UE suspendu son aide, les institutions de Bretton Woods sont pour l'instant toujours présentes.

La première pierre de la future mine d'Imouraren a été posée en mai 2009. Le français Areva devrait y investir près

de 1,2 milliard d'euros pour une mise en production en 2012-2013 sur 40 ans, avec 5 000 t par an en pleine capacité. Le Niger sera alors le deuxième producteur mondial d'uranium avec 8 000 t par an. Un mois auparavant, la Chine avait accordé un prêt à taux préférentiel de 95 millions USD pour développer la production d'uranium. Le gouvernement nigérien détient 33% d'une joint-venture avec la China National Uranium Corporation (Sino-U) dans la mine de Somina, qui devrait entrer en activité en 2010 avec une production annuelle de 700 t. Sino-U devrait y investir 300 millions USD. Le canadien Semafo a porté sa participation à 80% dans la mine d'or de Samira Hill Mine en rachetant les parts d'Etruscan Resources Inc. pour 3 millions USD. Les 20% restants sont aux mains du Niger.

La construction de la raffinerie de pétrole à Zinder, réalisée par la China National Oil and Gas Development and Exploration Corporation (CNODC) en contrepartie de la mise en valeur du gisement pétrolier sur le bloc d'Agadem, est en construction et devrait être achevée en 2011. ■

COMMUNIQUEZ POUR EXPORTER

Exporter, c'est savoir se vendre

C'est pourquoi Amarena vous propose, en France,
les outils de communication qui vous seront utiles là-bas.



Contact / Tél. : 01 45 26 66 79 ou contact@amarena.fr



> NIGERIA

Chef de l'État : Umaru Yar'Adua • Population : 140 millions • Superficie : 923 768 km² • PIB/hab : 634 USD • Croissance réelle du PIB : 2,9 % • Inflation : 12 % • Classement IDH (sur 182) : 158

La baisse des cours du pétrole aura réduit de moitié la croissance du Nigeria en 2009, à 2,9%, mettant sous pression la balance des paiements et les finances publiques, avec un déficit prévu de 9% du PIB. Les flux nets de capitaux sont devenus négatifs en 2008. Les exportations de brut ont chuté de 50% au premier semestre 2009, et les réserves de devises se sont contractées à 43 milliards USD en juillet 2009 (62 milliards USD en septembre 2008). Cependant, le secteur non pétrolier se développe à vive allure : on estime qu'il a crû de 9% de 2004 à 2008 et pourrait encore croître de 4,5% en 2009.

La perspective de bonnes récoltes agricoles, après une croissance de 6% du secteur en 2008, et le règlement en cours des problèmes de sécurité dans le Delta du Niger devraient permettre à l'économie de progresser de 5% en 2010.

Depuis 2006, le Mouvement d'émancipation du Delta du Niger (Mend), qui réclame un partage plus équitable des richesses avec les habitants de cette région pétrolière, a multiplié les actes de sabotage et les enlèvements, réduisant de 20% la capacité de production pétrolière du pays. Le conflit, qui s'était radicalisé en juin, semble en voie de règlement. Près de 15 000 « rebelles » dont les chefs ont déposé les armes, et accepté l'offre d'amnistie sans condition du président Umaru Yar'Adua. Ils devraient bénéficier d'un programme de formation et d'un versement mensuel de 20 000 nairas*.

En outre, le budget 2010 prévoit une hausse des dépenses d'investissement à 1,3 trillion de nairas affectés à la réhabilitation du secteur énergétique, à la stimulation de l'économie mais aussi à des projets de développement dans le Delta. Il est aussi envisagé de transférer 10% des joint-ventures pétrolières et gazières aux habitants de cette région. Le défi du gouvernement sera de respecter ses engagements et d'y affecter les ressources nécessaires.

Sanusi Lamido, ancien directeur général de la First Bank au Nigeria, a été nommé, début juin, gouverneur de la Banque centrale (BCN). On retenait de son prédécesseur, Chukwuma Soludo, la consolidation du secteur bancaire avec un nombre de banques ramené de 89 à 24. Sanusi Lamido marque son territoire par l'assainissement et la stabilisation du secteur, dont l'encours des crédits avait fortement progressé.

Mi-août, le nouveau gouverneur a pris des mesures radicales, (renvoi des directeurs, publication de la liste des débiteurs, procédures judiciaires envers les dirigeants). Toutes les banques ont été auditées et 10 ont fait l'objet de sanctions et de mesures spécifiques, dont 9 recapitalisées. Le Nigeria a injecté dans le système 600 milliards de nairas. Les prêts improductifs sont estimés à 1 143 milliards de nairas, soit environ 40% des prêts.

Si la crise a fragilisé le système bancaire, que ce soit par la

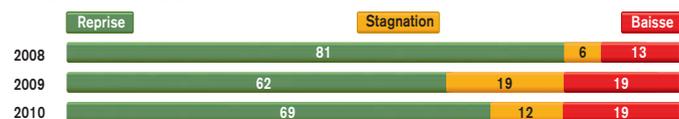
• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,2 sur 5 ▲

Points forts	Points faibles
Infrastructures aéroportuaires ▲	Réseau ferroviaire ▶
Tarifs douaniers	Distribution électrique
Qualité du secteur bancaire ▼	Sécurité des personnes ▲
Droit du travail ▲	Corruption ▲
Absentéisme ▲	Protection de l'environnement ▲

• Bilan des entreprises

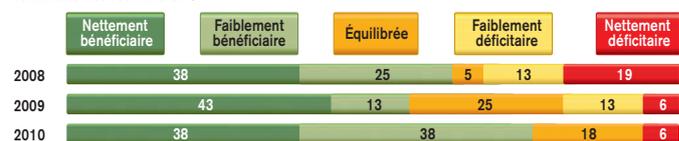
Tendances du chiffre d'affaires en %



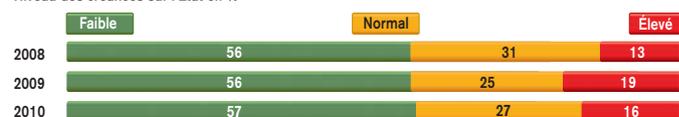
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



baisse de la capitalisation du Nigerian Stock Exchange (NSE) ou par la dépréciation du naira, ce sont surtout des manquements graves en matière de gouvernance et de respect de la réglementation qui sont à incriminer. Néanmoins, les grandes banques, qui sont parties à la conquête des marchés francophones de la sous-région, ne sont pas concernées.

Dans les télécommunications, la privatisation de Nitel est en cours avec l'ouverture de 75% de son capital ainsi que de chacune de ses filiales (MTEL, SAT-3, STAC et CDMA). Quatorze investisseurs, dont MTN, Etilsalat, MUNL et Orascom Telecom auraient marqué leur intérêt. Ce secteur est très dynamique avec 18 milliards USD d'investissements de 2001 à 2008, selon la Commission nationale des télécommunications (NCC). ■

* Taux de change au 19/11/2009 : 1 naira = 0,0067 USD



> SÉNÉGAL

Chef de l'État : Abdoulaye Wade • Population : 9,4 millions • Superficie : 245 857 km² • PIB/hab : 513 USD • Croissance réelle du PIB : 1,5 % • Inflation : -0,9 % • Classement IDH : 166

Le rythme de croissance du Sénégal devrait se ralentir en 2009 pour atteindre 1,5%. Mais la situation macroéconomique, et tout particulièrement les finances publiques, se porte mieux après les dérapages budgétaires de 2008.

La dette intérieure, évaluée à 174 milliards FCFA en février, a été apurée en 2009 même si quelques entreprises estiment qu'il reste des reliquats. Une normalisation qui a permis une reprise de l'aide des bailleurs de fonds, gelée pendant les cinq premiers mois de l'année, à l'exception de la France qui avait accordé un prêt de 125 millions d'euros en février pour aider le pays à éponger ses arriérés. Standard & Poor's a remonté en mai la perspective économique du Sénégal de négative à stable.

Un effort louable d'amélioration des finances publiques au moment où le pays subit les conséquences de la crise économique mondiale. Avec la baisse des prix des produits à l'exportation, notamment l'acide phosphorique, la balance commerciale devrait se dégrader avec un taux de couverture des importations par les exportations estimé à 43,6% en 2009. La fréquentation touristique a baissé de 2,5% au premier semestre 2009, avec une forte défection des touristes français. La disparition d'Air Sénégal (ASI) en avril a aussi provoqué, en mai, un arrêt de la saison touristique en Casamance. Une recherche de solutions alternatives est en cours. Sénégal Airlines (64% secteur privé national, 31% État, 5% personnel) devrait être opérationnelle dans les premiers mois de 2010.

Les transferts des migrants devraient chuter de 20% en 2009, à environ 100 milliards FCFA, avec des conséquences négatives sur la consommation des ménages et le BTP. Enfin, les investissements directs étrangers (IDE) devraient reculer, selon le FMI, pour représenter 3,8% du PIB (contre 4,5% en 2008). Le report, voire l'annulation, du projet de 2,2 milliards USD d'exploitation du minerai de fer de Falémé par le groupe ArcelorMittal, est symbolique de l'impact de la crise.

En revanche, dans le secteur minier, l'or se présente mieux. L'australien Mineral Deposits a produit en mars son premier lingot de la mine de Sabodala et prévoit 160 000 onces d'or en 2009. Randgold Resources compte aussi sur la nouvelle découverte à Massawa pour doper sa production. Une étude de préfaisabilité devrait être achevée en 2009 pour un démarrage envisagé de la mine en 2012.

Autre secteur qui se porte bien, l'agriculture. La campagne 2009/10 s'annonce bonne après une campagne 2008/09 excellente, la production céréalière augmentant de 147% à 1,904 million de tonnes. Dans les télécommunications, la Sonatel, dont France Télécom a pris en avril le

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,85 sur 5 ▲

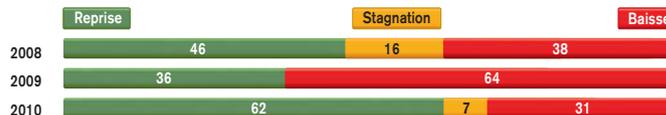
Points forts	Points faibles
Infrastructures portuaires ▼	Distribution électrique
Réseau téléphonique fixe ▲	Fraude douanière ▼
Qualité du secteur bancaire ▲	Impact du secteur informel ▼
Qualité du personnel d'encadrement ▲	Coût de l'électricité
Coût des télécommunications	Protection de l'environnement ▼

• Bilan des entreprises

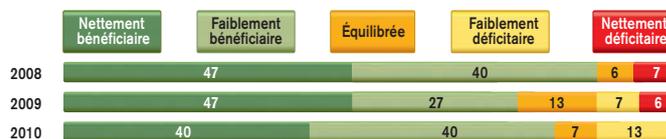
Tendances du chiffre d'affaires en %



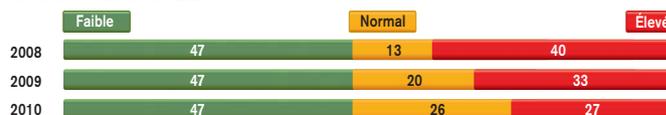
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



contrôle en portant sa participation de 42,3% à 52,2% (rachat de parts de l'État pour 209 millions d'euros), a enregistré une hausse de 8% de son chiffre d'affaires au premier semestre 2009. Enfin, après plusieurs années d'atermoiement, le Sénégal a signé en septembre avec le Millennium Challenge Corporation (MCA) un accord de 540 millions USD.

Au niveau politique, le président Wade et le Parti démocratique sénégalais (PDS) ont essuyé un revers aux élections locales du 22 mars, l'opposition gagnant dans plusieurs grandes municipalités dont Dakar. À noter aussi que le fils du président, Karim Wade, a fait son entrée au gouvernement, en mai, en tant que ministre d'État de la Coopération internationale, de l'Aménagement du territoire, des Transports aériens et des Infrastructures. ■



> TOGO

Chef de l'État : Faure Gnassingbé • Population : 6,6 millions • Superficie : 56 785 km² • PIB/hab : 222 USD • Croissance réelle du PIB : 2,4 % • Inflation : 2,8 % • Classement IDH : 159

Le Togo a entrepris de gros efforts en matière de gouvernance et de gestion des finances publiques. La pression pour atteindre le point d'achèvement, théoriquement en 2010, et ainsi voir l'annulation intégrale de sa dette au titre de l'initiative PPTE, est forte. Mais la crise mondiale n'a pas permis de faire décoller le taux de croissance de l'économie, qui demeurera sensiblement identique à celle de 2008.

Une stratégie de relance du secteur agricole a été élaborée pour la période 2008-10. En dépit des inondations, la campagne 2008/09 a été bonne avec une production céréalière en hausse de 7% à 935 210 t. Pour 2009, les bailleurs de fonds se sont engagés à accorder 57 millions USD au secteur agricole tandis que le gouvernement a promis de subventionner les engrais. En revanche, la filière cotonnière ne montre pas de signes de reprise. La Société togolaise de coton (Sotoco) a été dissoute et remplacée par la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT), dont le capital est réparti entre l'État (60%) et les producteurs (40%). Un nouveau mécanisme de fixation du prix au producteur a été mis en place. Dans ce contexte, la production 2009/10 devrait se situer à 30 000 t, soit légèrement en dessous du niveau déjà très bas de 2008/09 (31 000 t).

Autre secteur exportateur en difficulté : les phosphates. La Société nouvelle des phosphates du Togo (SNPT), dans une situation précaire et disposant d'un outil de production vétuste, n'a produit que 842 000 t en 2008. Un audit financier et stratégique, financé par un don de Licus, est en cours. De même, devrait être lancé un audit de la Compagnie d'énergie électrique du Togo (CEET). En 2010, les coupures d'électricité devraient se faire plus rares, avec le lancement en 2009 de la construction d'une centrale thermique de 100 MW à Lomé par la société américaine ContourGlobal. D'un coût de 176 millions USD, financée à 75% par l'Overseas Private Investment Corporation (Opic), elle devrait être livrée au premier trimestre 2010.

Avec l'appui de la Banque mondiale, le Togo a mis en place une restructuration de son système bancaire et financier. Trois banques à capitaux publics – la BICI, la BIA-Togo et l'UTB –, ont été recapitalisées en décembre 2008 et devraient être privatisées prochainement, ainsi que la BTB qui n'a pas fait l'objet de restructuration.

L'extension du Port autonome de Lomé (PAL) est lancée pour un coût de 200 millions d'euros. Le consortium Getma International/MSA (Mediterranean Shipping Company) a bénéficié, en décembre 2008, d'une convention de 35 ans pour le financement, la construction et l'exploitation d'une seconde darse et de quais supplémentaires. Objectif : accueillir de grands navires porte-conteneurs et porter la capacité de traitement

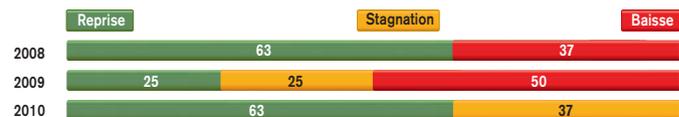
• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,4 sur 5 ▼

Points forts	Points faibles
Infrastructures portuaires ▲	Jugements arbitraires ▶
Facilités de crédit aux entreprises	Droit foncier ▼
Coût de la main-d'œuvre ▲	Impact du secteur informel ▲
Absentéisme ▲	Coût de l'électricité
Qualité du personnel d'encadrement ▲	Prise en compte du développement durable dans les orientations économiques

• Bilan des entreprises

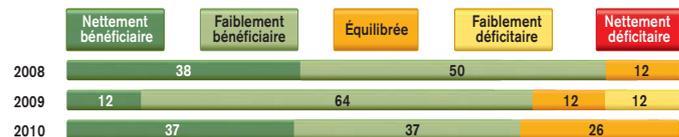
Tendances du chiffre d'affaires en %



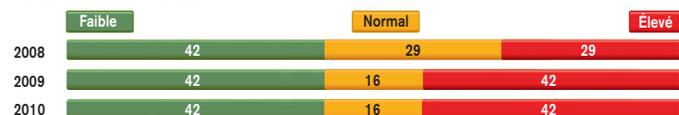
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



des conteneurs de 250 000 à 400-500 000 EVP dans deux à trois ans. Avec la crise, le trafic du PAL devrait chuter de 15 à 20% (7,3 millions en 2008). Le groupe Bolloré est de retour au Togo après la décision de justice lui rétrocédant ses actifs dans le cadre d'un litige avec la société Progosa.

Le début de l'année 2010 sera focalisé sur les élections présidentielles, prévues le 28 février. Faure Gnassingbé sera vraisemblablement le candidat du Rassemblement du peuple togolais (RPT) tandis que les deux principaux partis d'opposition, Union des forces de changement (UFC) de Gilchrist Olympio, et Comité d'action pour le renouveau (CAR) deYawovi Agboyibo, qui ont passé une alliance en février, devraient désigner un candidat unique. L'ancien secrétaire d'État français, Kofi Yamgnane, a aussi annoncé sa candidature. ■



> CAMEROUN

Chef d'État : Paul Biya • Population : 18,2 millions • Superficie : 465 km² • PIB/hab : 674 USD • Croissance réelle du PIB : 1,6 % • Inflation : 2,9 % • Classement IDH (sur 182) : 153

Le président Paul Biya a procédé le 30 juin 2009 à son plus important remaniement ministériel en quatre ans, remplaçant Ephraïm Inoni par Philémon Yang comme Premier ministre, et ce dans un contexte de mécontentement populaire croissant face aux prix élevés et à la corruption. Entre autres dossiers, 4,3 millions USD auraient été détournés au ministère de l'Agriculture tandis qu'en mars, le patron de Camair a été arrêté pour avoir pris 265 millions USD dans les caisses de l'entreprise publique. Pour répondre à la préoccupation de la vie chère, les autorités ont abaissé de 25%, le 1^{er} juillet, le prix de produits tels que le riz, le sel et le poisson.

La crise mondiale a sévèrement impacté le Cameroun, mais des observateurs avertis comme Patrice Desgranges, conseiller du Commerce extérieur et patron d'Axa, s'attendait à ce que les effets soient encore plus dévastateurs qu'ils ne l'ont finalement été. Interrogé sur la pertinence de la réaction du gouvernement, il soulignait en septembre : « Pour l'instant, sur ce plan, on ne peut lui reprocher grand-chose. Il fait avec ce qu'il a, mais il essaie d'agir, et ce qu'il fait porte ses fruits. »

Globalement sur l'année, l'économie a été soutenue par la demande intérieure, stimulée par une inflation inférieure à 3%. À l'international, la demande a chuté pour des produits camerounais majeurs comme le pétrole, le bois, le caoutchouc, le coton ou encore l'aluminium, contraignant les autorités à réviser à la baisse le taux de croissance à moins de 2% contre 4,1% en 2008. Mais le pays, aujourd'hui largement désendetté, dispose de moyens financiers accrus du fait de l'aide internationale exceptionnelle liée à la crise, notamment l'allocation de 144,1 millions USD par le FMI en juillet. La Banque africaine de développement lui a également prêté 1,34 milliard USD sur cinq ans. Aussi a-t-il renforcé un programme de grands travaux, avec pour objectif la diversification de l'économie. Le recours à un grand emprunt est envisagé.

La filière bois a été sans doute la plus touchée. La fermeture provisoire d'unités forestières et la réduction des enveloppes d'investissement ont provoqué le licenciement de 10 000 à 15 000 salariés. Et si une timide reprise économique mondiale s'est fait jour au second semestre, ses effets ne se font pas encore réellement sentir sur la filière. Face à cela, le gouvernement a assoupli sa législation en autorisant, par exemple, l'exportation de certaines essences non débitées.

Les secteurs pétrolier (85 000 b/j, 50% des recettes d'exportation, 30% des recettes fiscales) et minier – fer, aluminium, cobalt, etc. – ont également été touchés mais surtout au premier semestre. La baisse de 23% de la production pétrolière et la faiblesse des cours mondiaux se sont traduites par une chute de 60% des recettes fiscales pour l'État. En outre,

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,4 sur 5 ▲

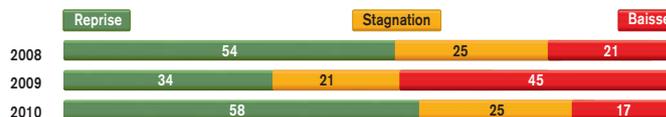
Points forts	Points faibles
Réseau téléphonique mobile ▶	Réseau aérien local et régional ▶
Qualité du secteur bancaire ▲	Fraude fiscale ▼
Coût de la main d'œuvre ▲	Délais des procédures judiciaires ▲
Qualité de la main d'œuvre ▲	Corruption ▶
Qualité du personnel d'encadrement ▲	Prise en compte du développement durable dans les orientations économiques

• Bilan des entreprises

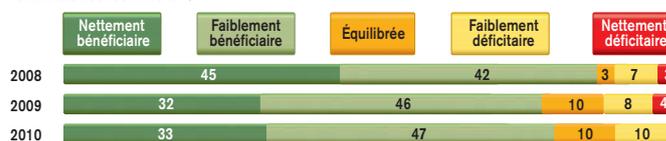
Tendances du chiffre d'affaires en %



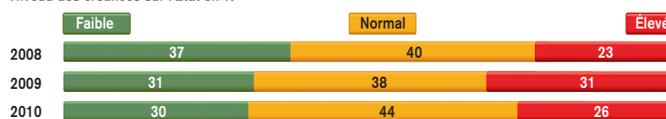
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



certaines projets miniers ont été reportés, comme celui – majeur – de Nkamouna, deuxième gisement au monde de cobalt, qui a été mis en stand-by par le groupe Geovic Mining et avec lui le projet ferroviaire pour acheminer le minerai vers le port.

En revanche, d'autres projets se poursuivent. Ainsi, le géant Rio Tinto Alcan, partenaire du gouvernement dans Alucam, n'a pas remis en cause son projet (5,8 milliards USD), signé en juillet avec le gouvernement, pour la construction d'une aluminière à Kribi, la centrale hydroélectrique de Song Mbengué (930 MW) et le port en eaux profondes toujours à Kribi. Sans oublier le projet, à terme, d'agrandir Alucam. Parallèlement, l'indien Angelique a signé en janvier 2009 la construction de deux centrales hydrauliques sur financement de l'Export-Import Bank of India (251 millions USD). Dans ce secteur, le Cameroun a

poursuivi son programme de renforcement de ses capacités de production d'électricité avec pour objectif 1 019 MW dès 2009 (750 MW en 2008). Le projet de centrale thermique à gaz à Kribi (200 MW) demeure, tandis que les travaux de réhabilitation des centrales hydroélectriques d'Edéa et Songloulou (85 MW) renforceront la centrale thermique de Yassa. Des investissements qui dépassent les 200 milliards FCFA. De son côté, la raffinerie Sonara a poursuivi son plan de rénovation et d'extension, de l'ordre de 50 à 55 milliards FCFA, avec en ligne de mire le raffinage du brut camerounais. Par ailleurs, le cimentier Lafarge a réalisé et presque achevé son extension. Autant de projets qui servent d'amortisseur social en cette période de crise.

En matière d'infrastructures, un vaste programme de rénovation et d'extension du réseau routier est en œuvre, notamment pour relier le Cameroun avec ses pays voisins. Angélique construit, d'ailleurs, une route dans la région cacaoyère du sud-ouest du pays.

L'agriculture a également joué sa carte avec de bons résultats sur la campagne et d'importants projets. Le cinquième

producteur mondial de cacao, qui a eu une récolte record de 210 000 t en 2008/09, injectera 11 millions USD dans la filière chaque année. D'ores et déjà, la route qui relie Kumba, véritable carrefour cacaoyer, au port de Douala, a été inaugurée en septembre et Sic-Cacaos, filiale du suisse Barry Callebaut, a achevé de moderniser son unité de broyage (30 000 t). Un vaste programme café a aussi été lancé visant à produire 80 000 t de qualité d'ici 2015 contre les 40 000 t actuelles : 56 millions USD seront injectés à cette fin. En outre, la récolte de coton a été bonne, à 145 000 t (111 000 t en 2007/08), grâce à une pluviométrie favorable, mais le secteur a été touché par le coût élevé des engrais et la faible demande mondiale. Dans le secteur sucrier, la Sosucam, filiale du français Somdiaa, a enregistré une hausse de 8% de sa production, à 130 000 t en 2008/09. Pour sa part, la CDC investira 40 millions USD sur cinq ans dans l'huile de palme, le caoutchouc et les bananes.

Enfin, le Cameroun a signé le 15 janvier 2009 un accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne. ■

Foire Orientale Internationale De Lyon A EUREXPO

Du 12 au 16 Mai 2010

www.foireorientaledelyon.com

Un nouvel espace dans le bassin méditerranéen

GENERALI | Trade Network | ALGERIE | AIR ALGERIE | UNICEF | commerce | UNEFA | MÜSIAD



> RÉPUBLIQUE DU CONGO

Chef de l'État : Denis Sassou-Nguesso • Population : 3,9 millions • Superficie : 342 000 km² • PIB/hab : 1 241 USD • Croissance réelle du PIB : 7,4 % • Inflation : 6,9 % • Classement IDH : 136

Contrairement à ses voisins, le Congo bénéficiera d'une amélioration de sa croissance en 2009 à 7,4% (5,6% en 2008). Pourtant, le contexte est défavorable : avec la baisse des cours du pétrole et du bois, une détérioration des termes de l'échange de 30% est attendue cette année. Les entrées de capitaux devraient chuter de 69% pour atteindre 765 millions USD en 2009.

La croissance est en fait soutenue par une hausse de la production pétrolière. Elle devrait atteindre 310 000 barils par jour (b/j) à la fin 2009 (contre 250 000 b/j jusqu'à présent) grâce à l'accroissement de la production du champ offshore de Moho-Bilondo, opéré par Total.

L'économie congolaise a aussi bénéficié d'une amélioration de sa situation et de sa gestion financières. Après plusieurs années de rupture, le Congo a signé, en décembre 2008, une FRPC de trois ans avec le FMI. Dans la foulée, il a bénéficié d'un allègement de sa dette extérieure – estimée à plus de 3,4 milliards USD –, au Club de Paris (annulation de 805 millions USD et rééchelonnement de 155 millions USD). Le pays devrait, dans les mois qui viennent, voir 90% de sa dette annulée dès qu'il aura atteint le point d'achèvement de l'initiative PPTE.

Arrêté à 2 814 milliards FCFA – en augmentation de 50% par rapport à 2009 ! –, le budget 2010 prévoit un taux de croissance de 12,2% et une hausse des recettes pétrolières de 25%. C'est le plus important budget de l'histoire du pays, ambitieux pour les investissements dans les infrastructures. Plusieurs constructions de routes ont été lancées cette année dont l'axe Sibit-Mapati-Zanaga (160 km) et l'axe Brazzaville-Pointe-Noire (600 km). Un premier tronçon Pointe-Noire-Dolisie, financé par la Chine (172,45 milliards FCFA), est réalisé par la China State Construction and Equipment Corporation (CSCEC). Grâce à la coopération sino-congolaise, le barrage hydroélectrique d'Imboulou (120 MW) est en voie d'achèvement.

La concession du terminal à conteneurs de Pointe-Noire a été octroyée en décembre 2008 au groupe Bolloré pour une durée de 27 ans. La gestion du terminal est confiée à Congo Terminal (51% Bolloré, 25% Socotrans, Samaritti et Translo et 24% secteur privé congolais). D'importants travaux de modernisation seront réalisés pour 475 milliards FCFA, financés par Bolloré (à 79%) et le Port autonome de Pointe-Noire (PAPN).

Dans le domaine minier, le groupe canadien MagIndustries a lancé en octobre les travaux de construction d'une usine sur le site du gisement de potasse de Mengo pour produire, à terme, 1,2 million de t. Sa filiale MagMinerals Potash Corp a aussi acquis, pour 500 000 USD, la Compagnie des potasses

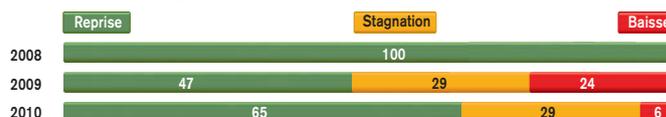
• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2 sur 5 ▲

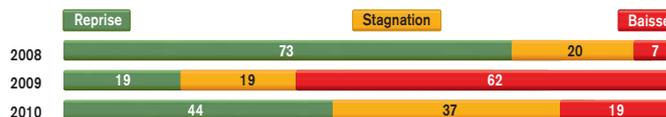
Points forts	Points faibles
Réseau téléphonique mobile	Efficacité de l'administration ▲
Qualité du secteur bancaire ▼	Fraude douanière ▼
Facilités de crédit aux entreprises	Fraude fiscale ▼
Absentéisme ▼	Coût de l'électricité
Sécurité des personnes	Coût du transport routier ▲

• Bilan des entreprises

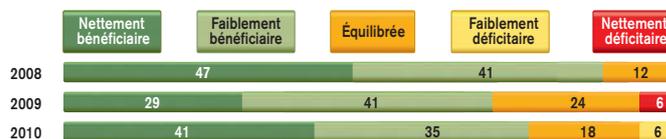
Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



du Congo, qui détient trois permis d'exploration dans la région du Kouilou.

En matière agricole, le Congo et l'Afrique du Sud ont signé en octobre un accord pour l'exploitation de 10 millions d'hectares de terre sur 30 ans, avec des exonérations de taxes sur les importations de matériels et intrants agricoles dédiés à la production notamment de maïs, soja, volaille. Dans le secteur bancaire, le groupe marocain Attijariwafa Bank, en reprenant cinq filiales africaines du Crédit Agricole, a acquis la première banque du pays, le Crédit du Congo.

Sur le plan politique, le président Denis Sassou-Nguesso a été réélu avec 78,6% des voix pour un nouveau mandat de sept ans le 12 juillet. Un remaniement ministériel a été réalisé et le poste de Premier ministre a été supprimé. ■



> GABON

Chef de l'État : Ali Bongo • Population : 1,3 millions • Superficie : 258 000 km² • PIB/hab : 4 063 USD • Croissance réelle du PIB : - 1 % • Inflation : 2,6 % • Classement IDH : 103

Au Gabon, 2009 a été dominée par le décès d'Omar Bongo (73 ans, au pouvoir depuis 41 ans) le 8 juin à Barcelone et par l'élection (41,73%) le 30 août de son fils aîné Ali Bongo, ex-ministre de la Défense, face à l'opposant Pierre Mamboundou et à l'ancien ministre de l'Intérieur André Mba Obame. L'intérim a été assuré par la présidente du Sénat, Rose Francine Rogombé.

Une élection qui a donné lieu à de vives protestations. Le consulat français à Port-Gentil a été incendié et des installations de Total et de Schlumberger ont été prises comme cibles par des manifestants. Mais le calme est assez vite revenu – l'agence de notation Fitch Ratings a maintenu sa note BB – estimant que les institutions avaient bien résisté au défi du changement. Le processus de transition fixé par la Constitution a été respecté.

À cette situation politique s'est greffée la crise économique. Le gouvernement a dû revoir à la baisse sa loi de finances 2009, qui est passée de 3,6 milliards d'euros dans son projet de loi, à 2,5 milliards dans sa loi de finances, puis à 1,88 milliard dans sa loi de finances rectificative (pas encore votée début novembre 2009). Ce rectificatif budgétaire s'est basé sur un cours du baril de pétrole gabonais en baisse de 37,7%, à 39,7 USD contre une prévision initiale de 63,7 USD. Rappelons que la filière pétrole (273 000 b/j) représente 63% des recettes fiscales, 48% du PIB et 80% des exportations. Si le cours international du baril est bel et bien remonté à partir de la fin du premier semestre, la croissance, projetée à 5% à l'origine, serait en définitive proche de zéro selon les autorités, voire négative selon le FMI.

Les exportations de bois (1,5% du PIB, 3% des recettes fiscales mais plus de 18% de l'emploi) ont baissé de 30%, ce qui a obligé des entreprises comme Rougier, Precious Wood ou encore la CBG à recourir au chômage technique sans toutefois licencier. Les exportations de grumes vers la Chine ont repris à la fin du premier semestre, mais les commandes européennes et chinoises de sciages sont demeurées mornes. Seuls les contreplaqués se sont maintenus.

L'exploitation de manganèse a également été fortement touchée au premier semestre (baisse de -37% des exportations) tant dans les volumes que dans les prix. La Comilog (3,5 Mt en 2008), filiale d'Eramet, a dû suspendre sa production en décembre 2008, en avril et en juillet. Toutefois, le marché mondial s'est ressaisi au troisième trimestre. Une conjoncture qui n'a pas remis en cause le projet de la Comilog portant sur le complexe métallurgique de Moanda, dont la première pierre a été posée en avril. D'un coût de 200 millions d'euros entre 2009 et 2013, il comprend des usines de silicomanganèse (65 000 t/an) et de manganèse métal (20 000 t/an).

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2 sur 5 ▲

Points forts	Points faibles
Infrastructures portuaires ▲	Réseau routier ▲
Efficacité de l'administration ▲	Délais des procédures judiciaires ▲
Niveau de la fiscalité ▲	Jugements arbitraires ▼
Qualité du secteur bancaire ▲	Niveau de formation de la main d'œuvre ▼
Sécurité des personnes ▼	Coût du transport aérien ▲

• Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



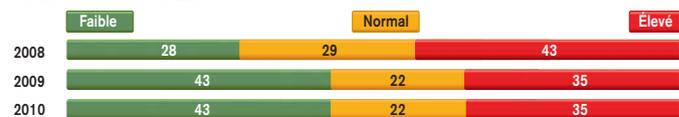
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Pour sa part, le groupe chinois Citic Dameng Mining a annoncé démarrer au deuxième trimestre 2010 l'exploitation du manganèse dans la région de Ndjolé. Toutefois, il devait encore, fin 2009, entamer des négociations avec la Setrag, filiale de la Comilog – son concurrent direct – pour utiliser sa voie ferrée. Citic Dameng s'intéresse aussi aux gisements de fer de Koussou et Mouila.

Le projet d'exploitation de minerai de fer de Belinga, quant à lui, a été source de tensions entre les parties gabonaises et chinoises, pour des raisons de retard et de modification de certains termes du contrat. Fin 2009, le projet était encore gelé. **Enfin, parmi les grands projets d'infrastructures**, notons que les travaux de réfection du stade de Libreville en vue de la CAN 2012 se poursuivent. ■



> GUINÉE ÉQUATORIALE

Chef de l'État : Teodoro Obiang Nguema Mbasogo • Population : 520 000 • Superficie : 28 051 km²
 • PIB/hab : 4 247 USD • Croissance réelle du PIB : -5,4 % • Inflation : 4,1 % • Classement IDH : 118

La Guinée équatoriale, qui a bâti son impressionnante croissance sur le pétrole et le renversement des cours à l'automne 2008, a clairement montré sa dépendance. Son taux de croissance devrait être négatif à -5,4% (après 11,3% en 2008 et 21,4% en 2007). Première puissance financière de la Cemac, le pays dispose néanmoins de ressources lui permettant de faire le dos rond. Les dépôts publics auprès de la BEAC et des banques commerciales s'élevaient, fin 2008, à 2009,9 milliards FCFA, soit 24,2% du PIB, auxquels il faut ajouter une épargne considérable en devises non logée à la BEAC. Après un recul en 2008 (-570,1 millions USD), les entrées de capitaux devraient rebondir en 2009 à 1303,9 millions USD. En revanche, le solde budgétaire ne s'établirait qu'à 5,3% du PIB hors pétrole, contre 60% en 2008. En 2009, la Guinée équatoriale a basculé dans la catégorie des pays à revenus élevés de la Banque mondiale.

La production pétrolière a chuté à environ 248 000 b/j et devrait demeurer à ce niveau : le déclin de la production sera compensé par les nouvelles productions. En 2012, devrait entrer en production le champ offshore d'Aseng, opéré par Noble, avec une production de 50 000 b/j. Mais c'est sur le gaz que compte désormais le pays. Avec des réserves estimées à plus de 40 milliards de m³, les recettes d'exportations de méthanol ont été multipliées par six depuis 2004, pesant 21,2% des exportations totales en 2008. Le pays ambitionne de doubler ses exportations de gaz d'ici à cinq ans avec la construction d'un second train de GNL. Après l'accord de coopération entre le russe Gazprom et la Société équato-guinéenne de gaz liquéfié (EG/LNG) en novembre 2008, c'est au tour des Européens de faire une entrée remarquée. Dirigé par l'allemand E.ON, le consortium composé du portugais Galp Energia et de l'espagnol Union Fenosa a signé un accord pour l'exploitation du gaz dans le Golfe de Guinée.

Les projets d'infrastructures fourmillent. Les investissements publics devraient demeurer à un haut niveau, impulsés par la volonté du gouvernement de développer les infrastructures de base et par l'accueil du Sommet de l'Union africaine en 2011, sans oublier la Coupe d'Afrique des nations en 2012, co-organisée avec le Gabon.

Le pays devrait investir 4,5 milliards USD pour doubler la capacité du port de Malabo avec l'ambition d'en faire un hub régional. La création du nouveau port en eaux profondes, où 27 hectares seront gagnés sur la mer, comprend notamment une digue de protection, 1 200 mètres linéaires de quais avec un poste Ro-Ro, un terminal à conteneurs international et un terminal mixte à -16 mètres. Les Marocains sont très actifs dans ce secteur. En avril, l'Agence spéciale Tanger-Méditerranée

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,95 sur 5 ▼

Points forts		Points faibles	
Réseau routier	▲	Efficacité de l'administration	▼
Infrastructures aéroporétaires	▲	Harcèlement fiscal	▼
Financement des importations		Jugements arbitraires	▼
Coût du fuel		Niveau de formation de la main-d'œuvre	▶
Coût des transports routiers	▲	Corruption	▼

• Bilan des entreprises

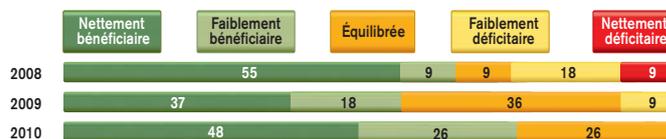
Tendances du chiffre d'affaires en %



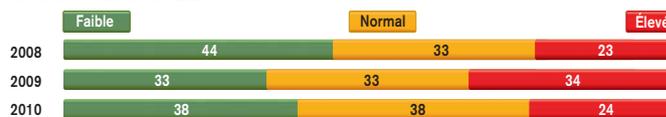
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



(TMSA) a obtenu la gestion des ports de Malabo et Bata, à l'occasion de la première visite officielle du roi Mohammed VI. Un accord a été aussi entériné entre la Caisse de dépôt et de gestion (CDG) et le gouvernement pour créer une caisse des dépôts en Guinée équatoriale. La première tranche de l'extension du port de Malabo a été confiée à la société marocaine Somagec. Dotée d'une filiale de 2 500 employés, cette dernière assure aussi la construction de la route du littoral de Malabo, la distribution de l'eau et l'assainissement à Bata, ainsi que la mise en valeur touristique de l'île de Corisco.

Au pouvoir depuis 1979 à la suite du renversement de Macias Nguema, élu président de la République en 1997, réélu en 2002, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a de nouveau remporté la présidentielle à un tour du 29 novembre 2009. ■



> RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Chef de l'État : François Bozizé • Population : 4,4 millions • Superficie : 622 980 km² • PIB/hab : 223 USD • Croissance réelle du PIB : 2,4 % • Inflation : 4,6 % • Classement IDH : 179

L'économie centrafricaine, déjà très affaiblie, a souffert en 2008 de la chute de la demande mondiale et de la crise de l'électricité, qui sévit depuis juin 2008. De novembre 2008 à février 2009, les exportations de bois et de diamants ont chuté de 44% en volume. Le taux de croissance en 2009 sera proche de 2008, à 2,4%, les principaux secteurs d'exportations étant toujours affectés par la crise mondiale. Le déficit budgétaire devrait se situer à 10% du PIB et les réserves de change se réduire à 2,6 mois d'importation.

La filière bois (6% du PIB, 50% des exportations), a été fortement impactée par la baisse de la demande. Depuis fin 2008, des entreprises ont arrêté leur activité, provoquant du chômage. Les recettes fiscales du secteur forestier ont chuté de 7,2% en 2008 et devraient décliner davantage en 2009. Un nouveau code forestier a été instauré et des négociations ont été engagées en octobre avec l'Union européenne pour conclure un accord de partenariat volontaire FLEGT (Forest Law Enforcement Governance and Trade), qui vise à lutter contre l'exploitation illégale des forêts.

En revanche, la demande mondiale pour les diamants, deuxième produit d'exportation du pays, s'est significativement améliorée avec une reprise des cours au deuxième semestre. Reste à savoir si elle sera durable. La RCA a accédé en novembre 2008 au rang de pays candidat officiel à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) avec une adhésion totale prévue pour novembre 2010. Un nouveau code minier a été adopté. La production de diamants serait de 372 211 carats en 2008. Quant à la production de coton, elle ne parvient pas à remonter, stagnant à 2 000 tonnes par an.

En juin 2009, la RCA a atteint le point d'achèvement de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres et très endettés (PPTE) conduisant, en septembre, à l'annulation par le Club de Paris de 49,2 millions USD de dette. Cependant, la dette due aux créanciers du Club de Paris (59,3 millions USD) ne représente qu'une faible partie de la dette extérieure publique centrafricaine, estimée à 1 050 millions USD fin 2008.

Le secteur bancaire est fragile : en novembre, la Commercial Bank Centrafrique (CBCA) a été mise sous administration provisoire pour six mois par la Commission bancaire de l'Afrique centrale (COBAC), avec cinq autres banques de la zone, principalement situées au Cameroun.

La sécurité est toujours incertaine avec la présence de milices armées, la prolifération des armes légères, les barages illégaux sur les axes routiers. Au plan politique, le forum sur la paix de décembre 2008 a permis la constitution,

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,05 sur 5

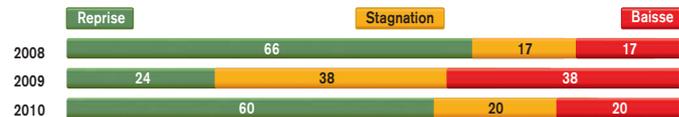
Points forts	Points faibles
Réseau téléphonique mobile	Infrastructures routières
Financement des importations	Distribution électrique
Droit du travail	Incitation à l'investissement
Absentéisme	Harcèlement fiscal
Coût de la main d'œuvre	Jugements arbitraires

• Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



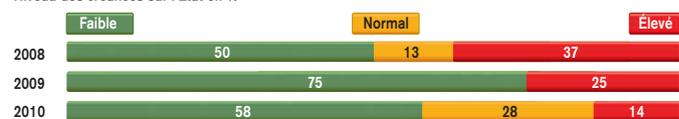
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



en janvier 2009, d'un gouvernement d'ouverture intégrant des représentants de l'opposition politique et armée.

Le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) a démarré, même si son financement demeure problématique. Ce processus devrait permettre la stabilisation du nord du pays et le retour des populations déplacées, ainsi que l'organisation en 2010 des élections présidentielles.

L'ancien Premier ministre, Martin Ziguélé, a été désigné mi-juin candidat du Mouvement de libération du peuple centrafricain (MLPC). Il devrait affronter, entre autres, l'ancien président Ange-Félix Patassé, revenu au pays en octobre 2009 après six ans d'exil, qui se présentera en tant que candidat indépendant. ■



> TCHAD

Chef de l'État : Idriss Déby Itno • Population : 11,1 millions • Superficie : 1 284 000 km² • PIB/hab : 284 USD • Croissance réelle du PIB : 1,6 % • Inflation : 6,5 % • Classement IDH : 175

L'année 2009 devrait être marquée par un léger mieux, avec une croissance de 1,6%, alors que le pays avait sombré dans la récession en 2008 (-0,2%) suite à la diminution de la production pétrolière et à l'accroissement de l'insécurité.

L'exploitation pétrolière, depuis 2003, avait conduit à des investissements publics importants, des subventions aux entreprises publiques et l'augmentation de la masse salariale tant civile que militaire. Des dépenses réalisées dans un contexte de mauvaise gouvernance.

Alors que les recettes pétrolières baissent, suite à l'effondrement des cours depuis l'automne 2008 et aux modifications apportées aux modalités de paiement des recettes pétrolières, le budget a explosé, creusant considérablement son déficit (28,5% du PIB hors pétrole en 2008). Une situation qui a conduit le pays à demander au FMI la mise en place d'un Plan sur la période d'avril à octobre 2009, avec l'objectif de signer une FRPC en 2010. Ceci pourrait conduire à un allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE.

Le Plan vise principalement à rétablir l'orthodoxie budgétaire en réduisant les dépenses (sauf celles allouées aux secteurs prioritaires), et à limiter, voire supprimer à terme, le recours aux procédures budgétaires exceptionnelles, qui s'étaient considérablement développées. À noter que les dépenses militaires ne seront pas réduites, et pourraient même augmenter compte tenu de la tension sécuritaire. Le gouvernement s'est aussi engagé à apurer sa dette intérieure et à limiter les marchés publics de gré à gré (critiqués pour leur opacité), qui représentaient, en 2008, près de 66% de l'ensemble des marchés passés.

La Banque mondiale, avec qui les relations ont été rompues en 2008 suite à un désaccord sur la gestion et l'affectation des ressources pétrolières, a rouvert son bureau en janvier, après remboursement par anticipation de la totalité de l'encours relatif à l'oléoduc de Doba. Elle travaille sur de nouvelles interventions en dehors du secteur pétrolier.

La production cotonnière, qui dégringole depuis 2004/05, s'est établie à 29 000 t en 2008/09 et devrait atteindre à peine 16 000 t en 2009/10. La société cotonnière d'État, la Cotontchad, qui accumule les pertes et les impayés, fait l'objet d'un audit financier et technique en cours de finalisation.

En revanche, la filière sucrière se porte bien : la production de la Compagnie sucrière du Tchad (CST) a atteint 38 000 t en 2008/09, en hausse de 8,5%, et il est prévu entre 39 000 et 40 000 t pour 2009/10.

Depuis 2008, la CST a lancé un programme de production industrielle de spiruline, une algue à grande valeur

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,15 sur 5 ▲

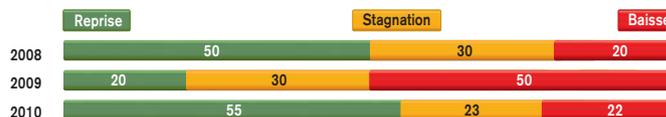
Points forts	Points faibles
Infrastructures aéroportuaires ▲	Fraude douanière ▶
Réseau téléphonique mobile ▲	Délais des procédures judiciaires ▼
Qualité du secteur bancaire ▲	Droit foncier ▼
Facilités de crédit aux entreprises	Impact du secteur informel ▼
Coût de la main d'œuvre ▶	Coût de l'électricité

• Bilan des entreprises

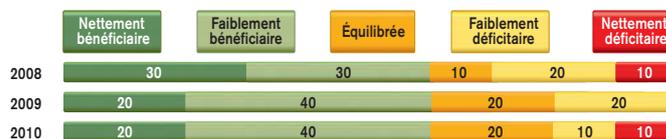
Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



nutritionnelle, dont les résultats sont encourageants. Toujours dans le domaine agricole, le Tchad aurait, en mai, attribué à la Libye 20 000 hectares de terres se situant dans la zone du Mayo Kebbi Est.

Sur le plan sécuritaire, la situation demeure très précaire. Il perdure toujours une guerre larvée, par rebelles interposés, entre le Soudan et le Tchad, en dépit de l'accord de réconciliation signé entre les deux pays le 4 mai à Doha.

Des élections législatives devraient se dérouler en 2010. Dans cette perspective, ont été réalisés les recensements démographique et électoral, l'adoption d'un code électoral et d'un statut de l'opposition, ainsi que la mise en place d'une commission nationale indépendante. ■



> AFRIQUE DU SUD

Chef de l'État : Jacob Zuma • Population : 49 millions • Superficie : 1 219 912 km² • PIB/hab : 3 644 USD • Croissance réelle du PIB : -2,2 % • Inflation : 7,2 % • Classement IDH : 129

Une année délicate se clôt pour l'Afrique du Sud sous le signe d'un renouveau politique avec l'élection d'un nouveau chef de l'État, Jacob Zuma, et d'un nouveau gouvernement nommé en mai 2009, ainsi que d'une crise mondiale qui l'a plongée dans une récession que le pays n'avait pas connue depuis 17 ans : son taux de croissance serait négatif (-2,2%) en 2009 contre 3,1% en 2008 (ralentissement lié surtout au problème d'électricité) et plus de 5% en 2006 et 2007.

Face à cela, dès la fin 2008, la South African Reserve Bank a assoupli sa politique monétaire, réduisant de 500 points son taux directeur entre décembre 2008 et septembre 2009. Le taux d'inflation demeure élevé, même s'il a baissé au fil des mois (6,7% en juillet 2009). À noter que l'État n'a pas été obligé de voler au secours de son secteur bancaire qui a été relativement peu affecté par la crise des subprimes. L'Afrique du Sud a été plutôt touchée à partir du quatrième trimestre 2008 par ce qui était devenu une crise économique mondiale.

Au premier trimestre 2009, le pays est officiellement entré en récession, situation qui a persévéré au second trimestre. Le secteur manufacturier a été le premier impacté (-20% au premier semestre) suivi par tous ceux tournés vers l'export. Les cours des métaux et minerais ont chuté de 17%, affectés tant par la baisse des volumes que des prix – à noter qu'au premier semestre 2008, ce secteur minier avait déjà chuté de 11% à cause de problèmes d'approvisionnement en électricité. Puis, le tertiaire a été touché lorsque la crise s'est répercutée sur les services financiers.

Le chômage est passé de 21,9% au dernier trimestre 2008 à 23,6% au second trimestre 2009. Quant au rand, après avoir chuté de plus de 30% en 2008 face au dollar, il s'est considérablement raffermi début 2009 (+17% de janvier à mai 2009). Avec le ralentissement économique, la balance commerciale est devenue excédentaire au second trimestre 2009 (26,6 milliards de rands*) alors qu'elle était déficitaire depuis 2005.

Face à la conjoncture, l'Afrique du Sud a pris des mesures macro-économiques rigoureuses, saluées d'ailleurs par le FMI. Un programme d'investissements d'envergure a été lancé durant l'exercice fiscal 2008/09, visant notamment les secteurs de l'électricité et des transports. Au total, les dépenses publiques d'infrastructure s'élèveront à 113 milliards USD ces trois prochaines années, selon le National Treasury, dont environ la moitié sera réalisée par les différentes entreprises publiques Eskom (électricité), Transnet (transport) et la National Roads Agency.

En octobre, la demande en électricité a retrouvé ses niveaux d'avant la crise, signe d'une amorce de reprise économique. Eskom – qui rationne son offre en électricité depuis 2008 – se recentre sur ses activités de base et poursuit son programme d'in-

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 3,15 sur 5 ▼

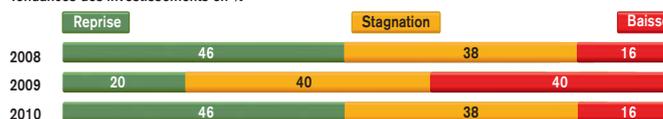
Points forts	Points faibles
Réseau routier ▲	Qualité de la main d'œuvre ▼
Réseau aérien local et régional ▲	Niveau de formation de la main-d'œuvre ▼
Niveau de fiscalité ▲	Absentéisme ▼
Droit foncier ▲	Sécurité des personnes ▼
Qualité du secteur bancaire ▲	Coût des télécommunications ▼

• Bilan des entreprises

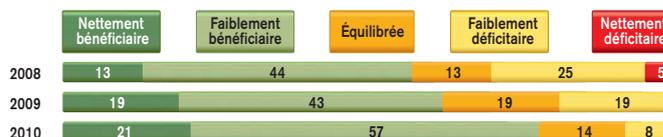
Tendances du chiffre d'affaires en %



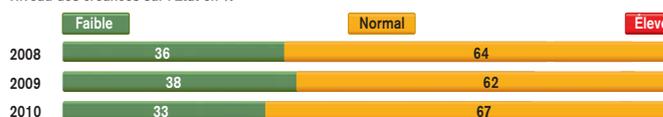
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



vestissements d'environ 50 milliards USD même si certains projets ont été gelés. Son rattrapage tarifaire se poursuit (+31,3% en 2009) : Eskom a demandé l'autorisation d'accroître de 45% ses tarifs pendant trois ans. À noter qu'Alstom a remporté en mars le contrat (125 millions d'euros) portant sur la rénovation de turbines de la centrale nucléaire de Koeberg.

La construction du pipeline pétrolier entre Johannesburg et le port de Maputo au Mozambique (projet de 620 millions USD) devrait permettre de réduire les pénuries de fuel dans l'intérieur du pays et ainsi combler les déficiences en transport.

S'agissant des transports, et malgré la crise, Transnet a maintenu son programme d'investissements sur cinq ans de quelque 10 milliards USD, dont l'amélioration du transport ferroviaire des minerais et la construction d'un nouveau pipeline entre...

> AFRIQUE DU SUD (SUITE)

Durban et Johannesburg. Une partie est financée par des émissions obligataires sur les marchés américains et européens. D'autre part, la première phase de la liaison ferroviaire express régionale Gautrain, qui reliera l'aéroport international de Johannesburg, Sandton et Midrand devrait être achevée pour la Coupe du monde 2010.

Côté mines, la production sud-africaine d'or ne cesse de chuter : les pannes d'électricité et la faiblesse en teneur du métal précieux lui a fait toucher en 2008 un de ses plus faibles niveaux historiques. Au second trimestre 2009, le secteur enregistrait encore une baisse de plus de 9% de ses volumes par rapport à la même période de 2008, selon la Chambre des Mines. En revanche, les marchés pour le charbon sud-africain se développent, notamment sur l'Inde (7 millions de tonnes (Mt) exportées en 2009), mais le pays se trouve limité dans son potentiel d'export (65 Mt contre les 72 Mt potentielles) à cause, notamment, des difficultés logistiques de Transnet qui gère le chemin de fer.

L'agriculture a connu des faiblesses cette année du fait de la baisse des prix et du coût élevé des intrants. La récolte de maïs sur 2008/09 serait de 11,74 Mt, contre 12,7 Mt en 2007/08, selon

le Crop Estimate Committee, et les surfaces de blé ont baissé à 653 000 ha contre 748 000 en 2008. La production de canne à sucre décline depuis quatre ans, à 19,3 Mt en 2008/09 et celle de sucre à 2,26 Mt, selon la South African Sugar Association. Toutefois, cette dernière ne renonce pas à son programme de cogénération électrique : des investissements de l'ordre de 1,25 milliard USD sont prévus pour produire de l'électricité (et des biocarburants) à partir de la canne à sucre.

Quant au commerce extérieur, si l'Union européenne en tant que région demeure le principal partenaire de l'Afrique du Sud, la Chine a supplanté les États-Unis comme premier client du pays (3,5 milliards USD au premier semestre 2009). Pékin est aussi devenu son premier fournisseur (4,4 milliards USD) devant l'Allemagne.

En cette période de crise, la situation sociale demeure délicate avec un taux de chômage élevé (23,5% en mars dernier) et un taux de prévalence du sida qui dépasse les 18%. Outre la crise, le pays ressent l'urgence d'atteindre des résultats avec pour toile de fond la Coupe du monde qui se tiendra en juin-juillet 2010. ■

* Taux de change au 19/11/2009 : 1 ZAR (rand) = 0,1328 USD

POUR AVOIR L' INFORMATION UTILE, CRÉDIBLE ET VÉRIFIÉE SUR LE COMMERCE MONDIAL

LE MOCI, VOTRE GPS BUSINESS



Réf. n° 1855 - 4 €

2 fois par mois, toute l'actualité du commerce international décryptée par la première rédaction économique spécialisée de France.



Réf. n°1854 - 4 €



Réf. n°1853 - 4 €



Réf. n°1852 - 25 €



Réf. n°1851 - 4 €



Réf. n°1850 - 4 €



Réf. n°1849 - 4 €



Réf. n°1848 - 4 €



Réf. n°1847 - 4 €

www.lemoci.com - tél. 0811 02 12 12

(Prix d'un appel local depuis un poste fixe)



> ANGOLA

Chef de l'État : Eduardo Dos Santos • Population : 16,5 millions • Superficie : 1 246 km² • PIB/hab : 1 397 USD • Croissance réelle du PIB : 0,2 % • Inflation : 14 % • Classement IDH : 143

L'Angola vit au rythme du cours du pétrole : sa chute à 32 USD en décembre 2008, après un pic à 145 USD en juillet, l'a laissé groggy. Au premier semestre 2009, ses réserves en devises avaient chuté de 30%. Le gouvernement a réduit ses dépenses, dévalué le kwanza, gelé le paiement de quelque 2 milliards USD dus à des entreprises du BTP, augmenté le taux de réserves obligatoires des banques et émis des obligations. Sa croissance serait proche de zéro en 2009 selon le FMI (1,3% selon le gouvernement), alors qu'elle était à deux chiffres les années précédentes et devrait regagner à quelque 9% dès 2010. L'inflation demeure élevée : 13,72% en rythme annuel enregistré en septembre. Luanda est l'une des villes les plus chères du monde.

La donne a changé avec la remontée du baril au second semestre : les finances publiques dépendent à 90% des recettes pétrolières et Luanda a du mal à se conformer à son quota Opep, fixé à 1,52 Mb/j par l'organisation qu'il préside depuis janvier alors que l'Angola revendique 1,656 mb/j. Le projet de budget tablait sur des exportations moyennes de 1,79 Mb/j en 2009 (2 Mb/j en 2008), au coude à coude avec le Nigeria. Fin septembre, l'Angola a libéralisé toutes ses activités aval de raffinage, stockage, transport et distribution : pour l'heure, le pays ne raffine que 10% de ses besoins.

Les prix des diamants ont, eux aussi, fortement baissé en 2008 et début 2009, tandis que la production se maintiendrait à environ 9 millions de carats, selon la société publique Endiama. Face à cette situation, l'Angola a entamé des négociations avec le FMI pour un prêt de 1,3 milliard USD : les deux acteurs avaient rompu leurs liens en 2007, Luanda se tournant alors vers la Chine. D'ailleurs, l'Angola est le premier partenaire commercial africain de Pékin avec 25,3 milliards USD d'échanges bilatéraux en 2008.

Les autorités veulent diversifier leur économie, notamment en investissant 1 milliard USD dans l'agriculture. Parmi les projets majeurs, le géant brésilien Odebrecht s'est allié avec Sonangol et la société privée Damer pour développer 30 000 ha de sucre et fabriquer de l'éthanol. En revanche, la multinationale Chiquita a abandonné son projet bananier. Quant à la caféiculture, 150 millions USD seront investis sur quatre ans.

L'heure est à l'investissement. Le projet de budget 2010 est en hausse de 50%, à 45,8 milliards USD, basé sur un baril à 58 USD contre 37 USD pour le budget 2009 révisé. L'essentiel de la hausse ira à la réhabilitation des infrastructures et aux dépenses sociales (28% du budget total) : deux-tiers des Angolais vivent encore avec moins de 2 USD par jour. D'importants investissements sont prévus dans l'électricité.

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,15 sur 5

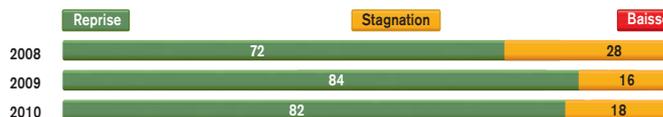
Points forts	Points faibles
Réseau internet	Infrastructures portuaires
Incitation à l'investissement	Réseau aérien local et régional
Harcèlement fiscal	Efficacité de l'administration
Coût du fuel	Fraude fiscale
Fiabilité des interlocuteurs et partenaires	Niveau de formation du personnel d'encadrement

• Bilan des entreprises

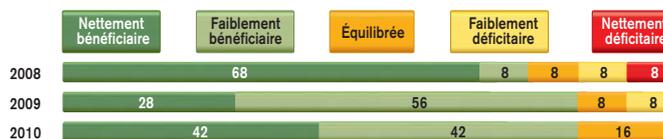
Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Quant aux télécommunications, il a été décidé, lors de la visite du président russe Dimitry Medvedev en juin, de mettre en orbite le satellite Angosat.

Mais la vocation pétrolière est tenace. Total pense pouvoir relever sa production (530 000 bep/j en 2008) d'au moins un tiers ces deux prochaines années, notamment avec son champ sous-marin Pazflor, tandis que Chevron (500 000 bep/j en 2008) l'augmenterait d'un quart avec deux nouveaux champs, Mafumeira Norte and Tombua-Landana. À noter qu'en septembre dernier, le projet GNL de plusieurs milliards de dollars, était achevé à 46% : il devrait démarrer en 2012.

La scène politique est moins claire avec la révision constitutionnelle en cours et l'élection présidentielle repoussée à 2010. Le président Dos Santos, 67 ans, est au pouvoir depuis 1979. ■



> BOTSWANA

Chef de l'État : Ian Khama • Population : 1,9 million • Superficie : 567 000 km² • PIB/hab : 4 098 USD • Croissance réelle du PIB : - 10,3 % • Inflation : 8,4 % • Classement IDH (sur 182) : 125

Le 18 octobre, le président Ian Khama a été reconduit dans ses fonctions pour cinq ans, après la victoire de son parti (BDP) aux élections législatives. Il doit diriger un pays fortement impacté par la crise mondiale, notamment sa filière diamants qui représente 40% de son PIB : pour la première fois en 40 ans, les mines de Debswana, gérées par le gouvernement et De Beers, ont suspendu leur activité de février à avril : sur les 6 200 salariés, 900 ont été licenciés. La production ne serait que de 20 millions de carats en 2009, soit 60% de ses volumes habituels.

La crise a contraint le Botswana à s'endetter, alors que le pays avait jusque-là un historique d'excédents budgétaires avec une devise la plus forte de la région. En mai, il a emprunté 825 millions USD à la Chine pour une nouvelle station hydraulique et en juin il a obtenu 1,5 milliard USD de la Banque africaine de développement (BAfD) en aide budgétaire. Son PIB devrait se contracter de 10% sur l'année après avoir chuté de

20,3% au premier semestre. En revanche, le ralentissement économique et une politique prudente de la Banque centrale ont permis de maintenir l'inflation dans les objectifs de 3 à 6% : les taux d'intérêts sont au plus bas. En mars, l'agence de notation Moody's a révisé à la baisse son rating qui est passé de positif à stable.

Dans le secteur agricole, le pays a augmenté ses subventions et prévoit de tripler sa production céréalière, à 93 000 t en 2008/09. En outre, les terres agricoles inutilisées ont été recensées afin de les proposer à des investisseurs étrangers.

En matière énergétique, Standard Bank et la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC) ont prêté 825 millions USD pour l'extension de la centrale à charbon de Morupule B, le coût global du projet s'élevant à 1,6 milliard USD. Dans le secteur touristique, SAA a ouvert en avril une liaison quotidienne entre Johannesburg et Maun, capitale touristique du pays. ■



> NAMIBIE

Chef de l'État : Hifikepunye Pohamba • Population : 2 millions • Superficie : 823 000 km² • PIB/hab : 2 757 USD • Croissance réelle du PIB : - 0,7 % • Inflation : 9,1% • Classement IDH : 128

L'économie namibienne, déjà ralentie en 2008 à 3,3% de croissance, a été fortement touchée début 2009 par la baisse de la demande mondiale en matières premières et la chute des cours : au premier trimestre, son PIB a chuté de 12,4%, selon Bank of Namibia.

Les inondations en mars autour du Zambèze ont, en outre, détruit récoltes et villages. Mais des signes de reprise se sont fait jour au second semestre.

Le redressement du dollar namibien face au dollar américain au second semestre, les bonnes réserves de change (transferts en hausse de la Southern African Customs Union), la réduction des taux directeurs et le faible impact de la crise sur les banques locales, ont contribué à la stabilité financière. La baisse des prix des matières premières alimentaires et énergétiques a fait baisser l'inflation à 9,1% en juin contre 11,5% fin 2008.

Ce sont les secteurs diamants et tourisme qui ont été les plus affectés. Depuis fin 2008, la production diamantifère a chuté de 65,6% et 1 900 emplois ont été perdus. Le

tourisme a baissé de 20% en 2009.

Côté énergie, le pays investira 910 millions USD dans divers projets, dont la réhabilitation de la centrale thermique de Walvis Bay et la construction d'une nouvelle centrale à charbon. NamPower achètera 50 MW par jour à l'entreprise zambienne Zesco ; elles développeront, par ailleurs, une zone agricole le long de la frontière. Un barrage hydraulique (400 MW) à la frontière de l'Angola et de la Namibie est aussi en projet.

Quant à l'uranium, Areva a signé en mai un accord tendant à créer une société d'exploration commune avec la Namibie, tandis que son projet de Trekkopje entrerait en production en 2010. Elle serait en négociation avec le géant russe Atomredmetzoloto (Armz) sur des projets.

Dans les transports, l'extension du port de Walvis Bay est lancée (100 millions USD) pour faire face à l'accélération des exportations de cuivre de Zambie et du Congo.

Des élections présidentielles et parlementaires devaient se tenir en novembre. ■



> RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Chef de l'État : Joseph Kabila • Population : 64,9 millions • Superficie : 2 345 409 km² • PIB/hab : 100 USD
 • Croissance réelle du PIB : 2,7 % • Inflation : 39,2 % • Classement IDH (sur 182) : 176

La République démocratique du Congo (RDC) a durement subi la crise, son taux de croissance tombant à 2,7% sur 2009, après 6,2% en 2008. Pays minier et peu diversifié, elle a été touchée de plein fouet par la baisse de la demande mondiale et des cours de matières premières ainsi que la décapitalisation des entreprises minières. Les exportations ont chuté de 45%, les investissements directs étrangers (IDE) de 60%, le taux de change s'est déprécié de 50%, les réserves ont fondu à 25 millions USD (février 2009) et l'inflation a atteint un pic à 121% en janvier.

Face à une impasse budgétaire et aux difficultés de la balance des paiements, les bailleurs de fonds sont venus à la rescousse : FMI (195,6 millions USD au titre de la Facilité de protection contre les chocs exogènes, puis, en août, 600 millions USD sous forme d'allocation de droits de tirages spéciaux) ; Banque mondiale (100 millions USD), BafD (100 millions USD) et Union européenne (48,6 millions d'euros). Les réserves de change sont remontées à 894 millions USD en septembre.

Mais il fallait trouver une solution au différend sur un prêt chinois pour poursuivre. Ce différend concernait un accord conclu en 2008 par le gouvernement avec trois entreprises chinoises (dont China Railway Engineering Corp et Sinohydro), et qui prévoyait un prêt de 9 milliards USD, garanti par l'État congolais, dont 6 milliards pour des infrastructures et 3 milliards pour la construction d'une mine de cuivre et cobalt destinée à rembourser le prêt. Un contrat dénoncé par le FMI. Sous sa pression, le prêt a été ramené à 6 milliards USD, la garantie de l'État étant supprimée. La RDC a ainsi pu passer en novembre au Club de Paris et devait signer, en décembre une FRPC de trois ans lui ouvrant la porte à une substantielle annulation de dette (environ 12 milliards USD).

Depuis le second semestre 2009, la reprise économique se profile, avec le relèvement des cours, notamment du cuivre et le réengagement des entreprises minières. Dans un contexte réglementaire encore incertain, avec le prolongement de la période de révision de 61 contrats miniers et la suspension de l'accord avec First Quantum (Kingamyambo Musonoi Tailings à Kolwezi), le secteur minier redevient attractif. Avec l'entrée en production du gigantesque projet Tenke Fungurume Mining (TMF), détenu en majorité par l'américain Freeport McMoRan, plusieurs groupes ont conclu des contrats (Katanga Mining, Anvil Mining, Eurasian Natural Resources) tandis que les Chinois devaient démarrer la construction de leur projet de cuivre et cobalt pour 3 milliards USD.

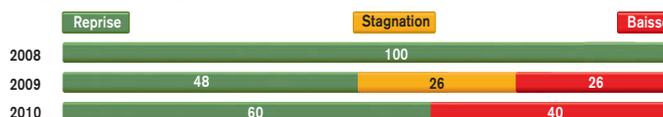
• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 1,7 sur 5 ▼

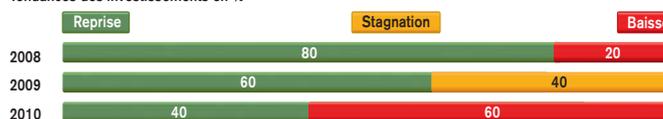
Points forts	Points faibles
Réseau téléphonique mobile ▲	Efficacité de l'administration ▼
Qualité du secteur bancaire ►	Harcèlement fiscal ►
Financement des importations ►	Jugements arbitraires ►
Qualité du personnel d'encadrement ▲	Corruption ►
Absentéisme ▲	Protection de l'environnement ▼

• Bilan des entreprises

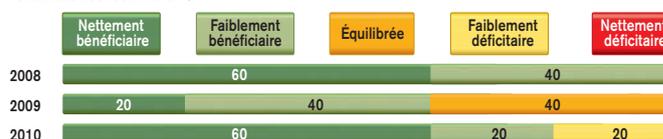
Tendances du chiffre d'affaires en %



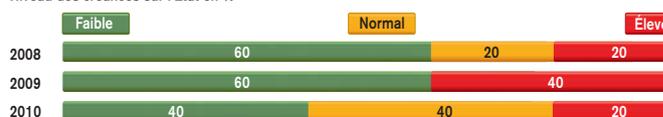
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Le BTP, avec les nombreux chantiers d'infrastructures, mais aussi les banques et les télécommunications, sont également porteurs. En moins d'un an, la Banque centrale du Congo (BCC) a octroyé huit agréments bancaires, portant à 22 le nombre d'établissements, dont 17 sont opérationnels. Aux côtés de la BCDC, Citigroup, la Banque Congolaise, la BIAC ou la Stanbic Bank Congo, opèrent maintenant la Rawbank, Ecobank, Afriland, Fibank, Advans Bank, entre autres. Mining Bank of Congo, filiale du groupe financier russe Metropol Group, s'est installée en novembre. Dans les télécommunications, où cinq sociétés opèrent, le taux de pénétration du mobile n'est que de 14% mais progresse (+650% entre 2003 et 2008). Le taux de croissance de la RDC pourrait doubler en 2010, à plus de 5%. ■



> ZAMBIE

Chef de l'État : Rupiah Banda • Population : 11,7 millions • Superficie : 743 km² • PIB/hab : 427 USD
 • Croissance réelle du PIB : 4,5 % • Inflation : 14 % • Classement IDH (sur 182) : 164

La chute des cours mondiaux du cuivre (8 985 USD en juillet 2008 à 2 811 USD la tonne en décembre 2008) conjuguée à la fermeture de mines début 2009, ont provoqué la perte de 8 500 emplois dans un premier temps et une forte dégradation de la situation économique de la Zambie dont plus de la moitié du PIB dépend du métal rouge. Toutefois, dès début juin, le cours du cuivre était remonté et atteignait début novembre 6 500 USD. Des mines ont rouvert et 1 500 emplois ont été retrouvés. Si le manque à gagner en termes de recettes d'exportation serait de quelque 30%, à 2 780 millions USD, la production est tout de même en hausse, à 662 000 t contre 575 000 t en 2008. Face à cela, le secteur agricole a affiché une croissance de 5,2% (malgré les inondations en mars), avec notamment une récolte record de maïs (+26,7% à 1,9 million de tonnes) et une bonne performance sucrière. Des terres sont proposées à des investisseurs étrangers.

Le secteur du BTP a été performant (+10%), soutenu par des investissements dans les infrastructures et une bonne demande de logements. D'importants projets électriques sont en cours,

notamment la centrale hydraulique de Kariba North Bank sur financements africain et chinois.

Le commerce extérieur s'est contracté avec la crise et la forte dépréciation du kwacha en début d'année : les importations ont chuté davantage que les exportations, réduisant le déficit de la balance commerciale estimé à 484 millions USD en 2009 contre 1 049,5 millions USD en 2008. D'autre part, la Zambie disposait, fin 2009, de 5 mois de réserves de change (1,7 milliard USD), du jamais vu en 38 ans. Une situation permise par les mesures financières spéciales décidées par le G20 et le FMI. L'inflation serait de 12% et la croissance pourrait dépasser les 5% selon le FMI. Bémol, la corruption est un dossier très épineux avec les bailleurs. Le détournement de 5 millions USD au ministère de la Santé a entraîné le gel de 33 millions USD d'aide internationale en juin et le fait que l'État ne fasse pas appel de la décision judiciaire, début octobre, acquittant l'ancien président Chiluba accusé d'abus de pouvoir et de détournement de fonds publics a suscité des protestations. ■



> ZIMBABWE

Chef de l'État : Robert Mugabe • Population : 13,2 millions • Superficie : 387 km² • PIB/hab : 310 USD
 • Croissance réelle du PIB : 3,7 % • Inflation : NC • Classement IDH (sur 182) : NC

Suite à l'élection très contestée de 2008, qui a reconduit le président Mugabe, un gouvernement d'unité nationale (GNU) a été constitué en février 2009 avec pour Premier ministre Morgan Tsvangirai, son principal opposant du parti MDC.

La situation économique demeure catastrophique (chômage de 80%, industries opérant à 20-30% de leurs capacités), mais pour la première fois depuis 1997, la croissance serait positive et l'inflation modérée. En mars, un programme économique d'urgence (STERP) de 8 à 10 milliards USD a été présenté : le Premier ministre s'est ensuite attaché à trouver des bailleurs.

Après deux ans d'absence, le FMI a dépêché une mission et a lancé un programme d'assistance technique tandis que la Banque mondiale allouait 22 millions USD. Les bilatéraux ont aussi répondu à l'appel (Chine 950 millions USD ; États-Unis 73 millions USD ; Allemagne 25 millions USD, etc.). La France a proposé de transformer sa créance (400 millions d'euros) en projets de développement. Après sept ans d'absence, l'UE a

envoyé en septembre une délégation. Des banques africaines (Afrexim et PTA) ont accordé des lignes de crédit (428 millions USD) ainsi que la Comesa, l'Afrique du Sud et le Botswana (400 millions USD). Mais la dette est colossale (3,8 milliards USD) et les sanctions toujours en vigueur.

Le gouvernement a aussi pris d'importantes mesures économiques. En mars, le budget rectificatif a permis de réduire de 43% les dépenses, mais surtout l'utilisation du dollar zimbabwéen qui, totalement dévalorisé, a été suspendu au bénéfice de plusieurs devises. La commercialisation de l'or (un tiers des recettes en devises) a été libéralisée, suscitant la réouverture de mines (4,5 t attendues en 2009). Mais dans tous les secteurs, l'électricité fait défaut : 35% des besoins sont importés.

Côté agricole, les importations de blé demeurent indispensables (350 000 t en 2009) et la production sucrière a encore baissé à 297 662 t. Les bailleurs octroieraient 60 millions USD pour redresser la production agricole. ■



> DJIBOUTI

Chef de l'État : Ismail Omar Guelleh • Population : 833 000 • Superficie : 23 200 km² •
PIB/hab : 1 314 USD • Croissance réelle du PIB : 5,1 % • Inflation : 5,5 % • Classement IDH : 155

En dépit de la crise mondiale, Djibouti a enregistré en 2009 un taux de croissance de 5,1%, qui s'inscrit dans la tendance des quatre dernières années, avec un rythme de croissance qui a doublé par rapport à 2004. Elle est toujours soutenue par un flux important d'investissements publics et privés, dont plus de la moitié sont des investissements directs étrangers : il a atteint 47% du PIB en 2008. L'inflation a fléchi en 2009 à 5,5% (12% en 2008), contribuant à réduire le déficit des transactions courantes. Les réserves officielles sont remontées à près de trois mois d'importations.

Le dynamisme de l'économie repose sur les secteurs des transports, des activités portuaires et, dans une moindre mesure, des secteurs bancaire et télécommunications. Après l'entrée en fonction du port pétrolier, le nouveau terminal à conteneurs de Doraleh (DTC) a été ouvert. Il a été financé par Dubai Port World, qui a obtenu en 2000 la concession du Port de Djibouti et la construction du nouveau port. Opérationnel depuis décembre 2008, il traitera 1,2 million de

conteneurs par an, chiffre qui sera porté à 3 millions en 2011. Situé en eaux profondes avec un tirant d'eau de 18 mètres et 1 050 mètres de quais, c'est le premier port africain à pouvoir accueillir des porte-conteneurs de sixième génération, d'une capacité de 14 000 unités.

Dans le secteur bancaire, la concurrence s'installe. Aux filiales des banques françaises, BCIMR et BIMR, longtemps seules, sont venues s'ajouter six nouvelles banques. Dernières en date à s'être implantées, la Salaam African Bank, détenue par des opérateurs privés somaliens et djiboutiens, et la Cooperative and Agricultural Credit Bank (CAC) du Yémen.

De nouvelles réformes ont été réalisées : la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a été introduite en janvier 2009, au taux de 7%, en lieu et place de la taxe intérieure sur la consommation (TIC), ce qui devrait améliorer les recettes fiscales des impôts indirects. En 2009, un nouveau code des marchés publics a été adopté. Le code des investissements est en cours de révision tandis que s'élabore un nouveau code de commerce. ■

LE MOCI

vosre **GPS Business** vous aide à préparer votre programme
de prospection 2010

35€



Pour tout savoir sur 4 000 foires
et salons dans le monde
et les 400 pavillons français
prévus en 2010

**Commandez tout de suite et recevez le guide
des « Foires & salons dans le monde »**

Pour tout renseignement

Tél : +33 1 49 70 73 19 - e.mail : abonnement@lemoci.com



> ÉTHIOPIE

Chef de l'Etat : Girma Wolde-Giyorgis • Population : 83,1 millions • Superficie : 1 100 000 km² • PIB/hab : 189 USD • Croissance réelle du PIB : 7,5 % • Inflation : 36,4 % • Classement IDH : 171

En 2008, l'économie avait été fortement frappée par les prix élevés des céréales et du carburant. Une situation qui a fait fondre les réserves en devises, à peine un mois d'importations (850 millions USD), et poussé à des sommets le taux d'inflation (64,2% relevés en juillet 2008). La baisse de la demande internationale a porté un coup dur supplémentaire à cette économie fragilisée.

En janvier 2009, le FMI a approuvé un concours de 240 millions USD sur quatorze mois dans le cadre de la Facilité de protection contre les chocs exogènes (FCE), dont 50 millions USD libérables en février. Avec la baisse des prix, le resserrement de la politique fiscale et monétaire, l'élimination des subventions au carburant, la limitation des emprunts pour les entreprises publiques et un ajustement du taux de change, les réserves sont remontées à 1,5 milliard USD en juillet 2009 et l'inflation a été réduite. Alors que l'Éthiopie a enregistré depuis 2005 un taux de croissance supérieur à 10%, le rythme devrait se ralentir pour atteindre 7,5% en 2009 selon le FMI.

Premier producteur africain de café, l'Éthiopie a vu ses recettes diminuer de 28% en 2008/09, à 376 millions USD (133 992 t, en baisse de 21,6%). Les fleurs, secteur qui s'est particulièrement développé ces dernières années, affichent une baisse de plus de 20% à 138 millions USD. Globalement, les exportations de produits de base ont rapporté 1,45 milliard USD en 2008/09 (juillet-juin), contre 2,6 milliards USD projetés, selon le ministère du Commerce et de l'Industrie. L'Éthiopie affiche sa priorité d'augmenter en quantité et en qualité la production de denrées alimentaires et de produits exportables. Elle a délimité 1,6 million d'hectares de terres arables dans les régions de Benishangul-Gumuz et de Gambella, pour les réserver à des investisseurs, souvent étrangers, afin qu'ils y développent des exploitations agricoles.

D'autres terres devraient être proposées dans les régions d'Oromia et d'Amhara. Selon la nouvelle agence chargée de favoriser les investissements, Agricultural Investment Support, 8 420 investisseurs locaux et étrangers ont reçu des licences pour exploiter ces terres, mais seulement 2 000 ont commencé à travailler. Parmi ces derniers, des entreprises indiennes (cane à sucre, thé, coton), une société saoudienne (huile de palme) et des groupes chinois (graines de sésame).

Mais l'activité économique reste entravée par un manque criant d'électricité. Sur les cinq premiers mois de 2009, les Éthiopiens n'ont eu du courant qu'un jour sur deux. Pour faire face à une demande en progression de plus 20%, le gouvernement a entrepris un vaste programme de construc-

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,55 sur 5

Points forts	Points faibles
Infrastructures aéroportuaires	Réseau internet
Qualité du personnel d'encadrement	Procédures douanières
Absentéisme	Délais des procédures judiciaires
Sécurité des personnes	Facilités de crédit aux entreprises
Corruption	Financement des importations

• Bilan des entreprises

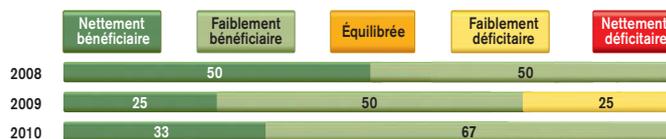
Tendances du chiffre d'affaires en %



Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



tion de barrages hydroélectriques sur dix ans, pour un coût de 10 milliards USD devant générer 15 000 MW. L'ambition est aussi, à terme, d'exporter de l'électricité au Soudan, au Kenya ou encore à Djibouti.

En novembre est entré en service le barrage de Tekeze (300 MW), financé par la China National Water Resources and Hydropower Engineering Corporation. Six autres barrages sont en construction et les stations de Gilegel Ghibe II et Tana Beles, en vue de générer 600 MW, devraient démarrer dans les prochains mois. En outre, en septembre, le gouvernement a signé avec deux entreprises chinoises, China Gezhouba Group Company et Sinohydro Corporation, deux projets hydroélectriques. Le 15 mai 2010 devraient se dérouler les élections législatives. ■



> KENYA

Chef de l'État : Mwai Kibaki • Population : 36,6 millions • Superficie : 569 km² • PIB/hab : 487 USD
 • Croissance réelle du PIB : 2,5 % • Inflation : 12 % • Classement IDH (sur 182) : 147

À peine relevé des violences post-électorales de 2008, le gouvernement de coalition a dû affronter des sécheresses qui ont conduit à de très importantes importations alimentaires ainsi que la récession mondiale qui a ralenti les exportations et frappé le tourisme (-31% déjà en 2008), de même que les transferts de la diaspora et les flux de capitaux privés. La croissance, qui caracolait à 7,1% en 2007, a chuté à 1,7% en 2008 et serait de 2,7% en 2009, selon le FMI. Les déficits des comptes courants se sont creusés.

Ainsi, alors que pendant plusieurs années le Kenya bénéficiait de réserves de change équivalent en moyenne à quatre mois d'importations, il s'est soudainement retrouvé à court de devises. Entre autres soutiens, le FMI lui a octroyé 209 millions USD pour renforcer sa position de change et, par la suite, 350 millions USD en allocations générales et spéciales de DTS.

Le FMI a salué la politique gouvernementale, notamment la baisse de la dette publique, et l'agence de notation Fitch a relevé, en début d'année, sa note de négatif à stable. Le pays retrouverait une croissance de 4% en 2010 puis de 6,5% à moyen terme.

Toutefois, la corruption et des blocages dans certaines réformes ont suscité un vif mécontentement des bailleurs de fonds, notamment des États-Unis. Un projet de nouvelle Constitution a été présenté en novembre, tendant à réduire les pouvoirs présidentiels. Un référendum est prévu pour juin 2010.

Suite aux sécheresses, le Kenya a connu de graves difficultés d'approvisionnement en électricité. KenGen, qui génère 77% des 1 296 MW en capacités installées, a conclu un accord avec le britannique Aggreko pour lui fournir 140 MW supplémentaires ; il développe aussi l'éolien. En outre, le pays s'est tourné vers les générateurs à diesel pour pallier les défaillances hydroélectriques. Un vaste programme de réhabilitation du réseau a été mis en place avec un certain succès. À noter que la France a octroyé 169 millions USD pour développer la géothermie (GDC).

Le Kenya ne démord pas d'un avenir pétrolier. Douze entreprises étrangères, dont le chinois CNOOC, ont opéré dans le pays en 2009, 21 licences ayant été attribuées (dont 11 à terre). Au plan agricole, la sécheresse a gravement affecté la filière thé, en pleine réforme structurelle : la production du numéro 1 mondial de thé noir baisserait de 6% en 2009, à 325 000 t. Toutefois, le manque de thé sur le marché mondial a fait grimper les cours et un taux de change favorable porte à 66 milliards de shillings* les prévisions de recettes en 2009 contre 62 milliards en 2008.

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,55 sur 5 ▼

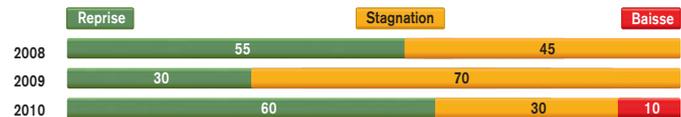
Points forts	Points faibles
Réseau aérien local et régional ▼	Distribution électrique
Qualité du secteur bancaire ▼	Incitation à l'investissement
Financement des importations	Délais des procédures judiciaires ▲
Qualité du personnel d'encadrement ▶	Corruption ▲
Absentéisme ▲	Coût de l'électricité

• Bilan des entreprises

Tendances du chiffre d'affaires en %



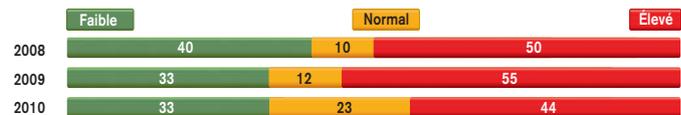
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



Les recettes caféières ont progressé de 10% en 2008/09, à 141,8 millions USD, et de 30% en volume à 55 000 t. Mais en 2009/10, la récolte baisserait à 54 000 t. La production de sucre a augmenté de 14% au premier trimestre, à 153 769 t, selon le Kenya Sugar Board, mais les importations ont aussi progressé de 27%, à 50 738 t. Sur l'ensemble de 2008, la production avait atteint 517 667 t. À noter que cinq entreprises publiques sucrières (Chemelil, Sony, Nzoia, Miwani and Muhoroni) ont vu leurs dettes effacées ou converties en vue de leur privatisation. Par ailleurs, la crise mondiale a provoqué la baisse des exportations horticoles (-11% entre janvier et avril), mais le pays demeure le premier exportateur de fleurs coupées vers l'Europe. ■

* Taux de change au 19/11/2009 : 1 shilling kenyan = 0,0133 USD



> MADAGASCAR

Chef de l'État : Andry Rajoelina • Population : 19,2 millions • Superficie : 582 000 km²
 • PIB/hab : 249 USD • Croissance réelle du PIB : - 0,4 % • Inflation : 9,9 % • Classement IDH : 145

2009 aura été dominée à Madagascar par la plus grande confusion politique et des affrontements qui ont fait plus d'une centaine de morts. Dès la fin 2008, un bras de fer violent oppose l'ancien président Marc Ravalomanana au chef de l'opposition, maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina. Ce dernier s'autoproclame président en mars, ce qui suscite de très vives critiques africaines et internationales. Marc Ravalomanana résiste jusqu'en mars 2009, puis part se réfugier en Afrique du Sud. Un accord de partage du pouvoir est négocié en août à Maputo, grâce à l'intervention continue de l'Union africaine, des entités régionales (SADC, etc.) et de la communauté internationale : il instaure Andry Rajoelina président de la période de transition qui devrait, selon l'accord, prendre fin avec la tenue d'élections fin 2010. Mais l'accord demeure fragile : Marc Ravalomanana refuse d'accepter que son rival préside la transition et demande à ce qu'il s'engage à ne pas se présenter à la prochaine élection. Pour sa part, début octobre, Andry Rajoelina nomme comme Premier ministre Eugène Mangalaza, professeur d'anthropologie sociale.

Ce contexte politique – qui a notamment entraîné le gel de l'aide européenne (630 millions d'euros) comme des autres grands bailleurs – associé à la crise mondiale se sont fortement ressentis sur l'activité économique. Le tourisme en premier lieu. Un haut lieu comme l'île aux Nattes n'aurait eu que 10 à 15% de ses visiteurs habituels sur le premier semestre ! Cela dit, des chiffres fiables sont difficiles à obtenir mais selon l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM), le chiffre d'affaires des entreprises impliquées dans ce secteur pourrait chuter de 70% en 2009. La situation se redresserait au quatrième trimestre.

Toutefois, les grands projets suivent leur cours. En mai, le premier envoi d'ilménite de QIT Madagascar Minerals, filiale du groupe Rio Tinto, s'est effectué du nouveau port d'Ehoala (Fort-Dauphin) qui n'était pas totalement achevé. Ce projet d'ilménite (940 millions USD) vise l'exportation de 750 000 t d'ici 2012. Pour sa part, le port (135 millions USD d'investissement) doté de trois quais dont un en eaux profondes, a pour vocation d'accueillir non seulement des navires de commerce mais également de croisière.

Le projet d'extraction de nickel et de cobalt à Ambatovy (4,5 milliards USD) par le groupe Sherritt a connu, quant à lui, quelques retards au premier semestre, mais a ensuite repris son rythme normal. Troisième projet majeur, la prospection par Total du gisement de grès bitumineux de Bemolanga qui a bien suivi son cours en 2009. Couvrant une superficie d'environ 6 500 km, les réserves sont estimées à plus de 10 milliards de barils. Les autres projets pétro-

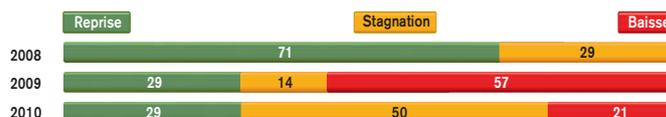
• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,75 sur 5 ►

Points forts	Points faibles
Réseau téléphonique mobile	Réseau ferré ▼
Qualité du secteur bancaire ▲	Incitation à l'investissement
Qualité de la main d'œuvre	Délais des procédures judiciaires ▼
Absentéisme ▲	Jugements arbitraires ▼
Coût de la main d'œuvre ▲	Droit foncier ▼

• Bilan des entreprises

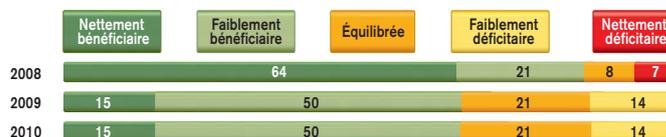
Tendances du chiffre d'affaires en %



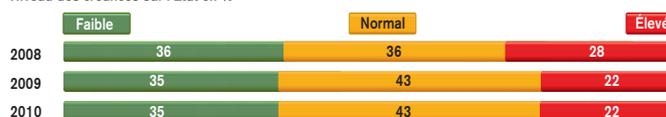
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %

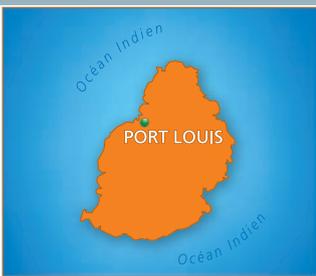


Niveau des créances sur l'État en %



liers – Madagascar Oil à Tsimiroro (31 000 km² ; réserves estimées à 1,7 milliard de barils), ExxonMobil, Tullow Oil, Enermad, Niko Resources, Essar Oil – ne seraient pas aussi avancés. D'autres projets minéraliers, de fer, de calcaire et autres, pourraient aboutir, notamment dans le Sud du pays. Une grosse incertitude subsiste cependant sur l'ensemble de ces projets : la révision des contrats internationaux évoquée par Andry Rajoelina

Moins spectaculaire, le secteur agricole n'a pas démerité en 2009. Les récoltes ont été bonnes mais avec des prix relativement bas. Ce qui a d'ailleurs permis, entre autres facteurs, de maintenir un taux d'inflation sous la barre des 10% en 2008. Rappelons que la Grande Île est maintenant au 2^e rang des producteurs de riz en Afrique, quasi autosuffisante. ■



> MAURICE

Chef de l'État : Anerood Jugnauth • Population : 1,3 millions • Superficie : 2 040 km²
 • PIB/hab : 4 938 USD • Croissance réelle du PIB : 2,1 % • Inflation : 6,4 % • Classement IDH : 61

L'île Maurice a plutôt bien manœuvré face à la crise. Début novembre, le FMI a révisé à la hausse ses prévisions de croissance à 2,7%, contre 2,1% quelques mois auparavant, notamment en raison de meilleures perspectives pour les secteurs du tourisme et les exportations. L'enveloppe incitative de 340 millions USD que le gouvernement a débloquée ainsi que le relâchement de sa politique monétaire semblent avoir porté leurs fruits. La dette publique devrait se maintenir aux niveaux de 2008, soit environ 57% du PIB.

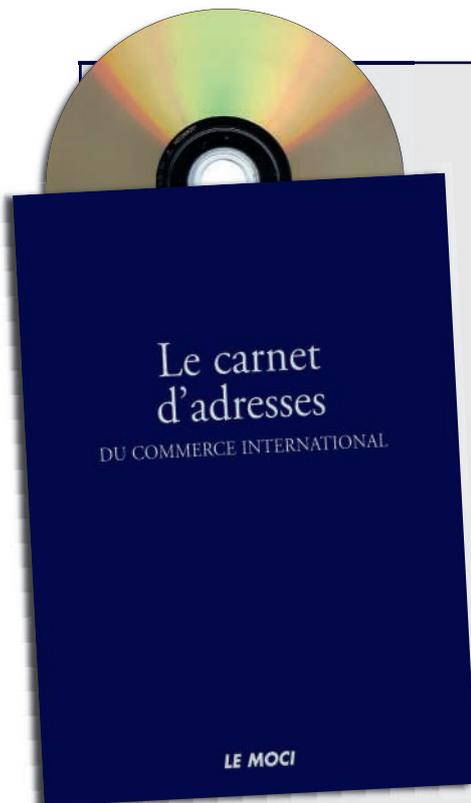
Plus que jamais, l'agriculture est une préoccupation nationale. Dans son budget 2008/09, le gouvernement a prévu 31,75 millions USD pour la création d'un Fonds de sécurité alimentaire. Il permet notamment de financer l'acquisition de terres dans d'autres pays africains dont le Mozambique où 20 000 ha de terres arables ont été identifiés. Deux groupes, le singapourien Vita Grain, spécialisé dans le riz, et le swazi Ning Group, éleveur, se sont déjà portés candidats comme

exploitants pour le compte de l'île Maurice.

La production sucrière a été bonne en 2009, avec 485 000 t escomptées. Une filière (3% du PIB) qui est en pleine restructuration en raison du démantèlement du protocole sucre qui lie l'Union européenne aux pays ACP : les deux plus importants producteurs de l'île, Mount Sugar Estates et Harel Frères, ont entrepris de fusionner. L'opération devait être achevée le 1er janvier 2010.

Dans le secteur du BTP, la construction d'un nouvel aéroport international (capacité de 4 millions passagers/an) a été attribuée à Aéroports de Paris.

En 2009, la Chine a montré sa volonté de rivaliser avec l'Inde à Maurice. Le président Hu Jintao s'est rendu sur l'île en février et a annoncé accélérer certains projets dont celui de Tianli visant à construire une zone économique et commerciale (730 millions USD) qui boosterait les exportations et créerait des emplois. ■



ÊTRE PRÉSENTS SUR LES MARCHÉS ÉTRANGERS AVEC

LE CARNET D'ADRESSES DU COMMERCE INTERNATIONAL

- * Vous êtes impliqués de près ou de loin dans un développement international
- * L'Organisation des ministères ainsi que les administrations centrales ont considérablement évolué
- * Les organigrammes des réseaux en région ont changé

BREF, depuis 2006 date la dernière édition, une vaste mise à jour s'imposait

La Voici

Exhaustive – Pertinente – Pratique – Utile – Sobre

Joint un CDROM pour vous faciliter l'accès aux données

Parce que nous savons que votre temps est précieux en déplacement comme au bureau

LE GUIDE ET SON CD 69 € TTC l'unité

Pour commander contactez le service abonnements
 Tél. : 0811 02 12 12 (Prix d'un appel local depuis un poste fixe)
abonnement@lemoci.com



> MOZAMBIQUE

Chef de l'État : Armando Guebuza • Population : 21 millions • Superficie : 786 km² • PIB/hab : 391 USD • Croissance réelle du PIB : 4,3 % • Inflation : 3,5 % • Classement IDH : 172

Le président Armando Guebuza et le Front de libération du Mozambique (Frelimo) ont été massivement reconduits le 1^{er} novembre, à l'issue des élections générales, avec une majorité des deux tiers au Parlement. Au menu de leur programme, l'emploi et le logement ainsi que la modification de la constitution. **L'économie devrait croître de 4,3% en 2009**, après avoir bondi de 6,8% en 2008 ; mais elle retrouverait 5,5% de croissance en 2010 selon le FMI. Armando Guebuza a fait campagne sur le thème d'une « Force de changement » en promettant de continuer à assouplir les règles régissant les investissements extérieurs et de poursuivre les réformes économiques. Selon le FMI, la reprise des exportations contribuera à stabiliser le déficit courant aux alentours de 10% du PIB entre 2010 et 2012. L'inflation a baissé en 2009 et demeurerait en dessous des 6% à moyen terme.

Dans les secteurs pétrolier et gazier, les investissements pourraient atteindre 789 millions USD entre 2006 et 2011, selon l'Institut national du pétrole. On relève, notamment, la construction du gazoduc entre Matola et Maputo tandis que PetroVietnam envisage d'investir 85 millions USD dans un projet gazier. La construction d'un oléoduc entre Johannesburg et le port de Maputo est en bonne voie.

Le charbon (10 milliards de tonnes de réserves) n'est pas en reste avec des mines exploitées par l'indien Tata, des prospections de Coal India, mais aussi un projet de chemin de fer (500 millions USD) reliant la mine de Moatize au port de Nacala. Surtout, le brésilien Vale et l'australien Riversdale investissent à eux deux quelque 2 milliards USD dans les mines de la province de Tete et le pays pourrait devenir le deuxième plus grand producteur de charbon d'Afrique, lui permettant d'exporter vers toute la sous-région. À noter que le gouvernement a créé en juin une entreprise publique – Mozambique Mining Exploration – qui explorera et commercialisera certaines ressources minières.

La raffinerie d'aluminium Mozal, qui représente la moitié des recettes d'exportation du pays et 70% de sa production manufacturière, n'a guère souffert de la crise au premier trimestre, souligne le FMI, en raison de la qualité supérieure de ses produits. Toutefois, les coûts élevés des facteurs fixes pèsent sur sa rentabilité et BHP Billiton, qui gère l'usine, a décidé de maintenir le niveau de production mais de réduire ses coûts opérationnels, notamment les achats locaux et la main-d'œuvre.

L'agriculture a enregistré de plutôt bonnes performances avec une récolte céréalière en hausse de 14% sur 2008, à 2,6 Mt. Mais certaines régions affectées par la sécheresse, comme les provinces du Sud de Maputo, Gaza et Inhambane, ont connu des difficultés. Le gouvernement vise l'autosuffisance en maïs, blé et riz d'ici trois ans. Pour accompagner le développement

• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,55 sur 5

Points forts	Points faibles
Réseau téléphonique fixe	Réseau ferré
Niveau de fiscalité	Droit foncier
Harcèlement fiscal	Niveau de formation de la main-d'œuvre
Sécurité des personnes	Absentéisme
Coût de l'électricité	Coût du transport aérien

• Bilan des entreprises

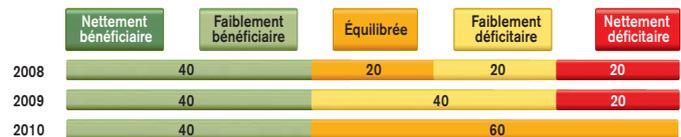
Tendances du chiffre d'affaires en %



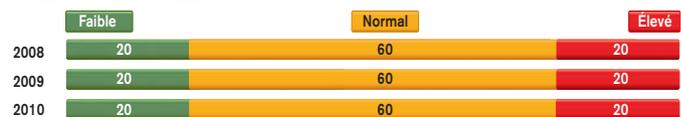
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



de sa filière sucre (390 698 t attendues contre 250 191 t en 2008), le port de Maputo a investi 14 millions USD pour étendre son terminal et lui permettre de traiter 750 000 t. Le Mozambique veut exporter 195 000 t de sucre vers l'UE et fabriquer 400 millions de litres d'éthanol. En revanche, la production cotonnière a fortement baissé.

Le Mozambique mise beaucoup sur le marché sous-régional. La BafD a accordé en juin deux prêts (181 millions USD) au Mozambique et au Malawi pour développer le corridor routier de Nacala (1033 km) vers la Zambie, le positionnant comme concurrent direct aux ports de Mombassa et de Dar es-Salaam. Le Mozambique fournit déjà de l'électricité à l'Afrique du Sud, au Zimbabwe, Botswana, Lesotho et Swaziland et cela devrait aller croissant. ■



> TANZANIE

Chef de l'État : Jakaya Kikwete • Population : 36 766 millions • Superficie : 945 087 km² • PIB/hab : 455 USD • Croissance réelle du PIB : 5 % • Inflation : 10,6 % • Classement IDH : NC

En 2009, avec la crise, le taux de croissance de la Tanzanie ne devrait pas dépasser 5% (après 7,1% en moyenne sur les trois dernières années). Le FMI a alloué en mai 336 millions USD dans le cadre de la Facilité de protection contre les chocs extérieurs (FCE), puis 63,4 millions supplémentaires en novembre. Ceci devait lui permettre de reconstituer ses réserves en devises (4,6 mois d'importations à fin juin) et consolider sa balance des paiements. L'Union européenne a également accordé, en août, 385 millions d'euros en soutien budgétaire et aux infrastructures, sa plus importante aide à ce pays.

Le FMI a salué les incitations monétaires et fiscales – dont 91 millions USD de subventions d'intrants agricoles pour 2009/10 – décidées par le gouvernement pour contrer les effets de la crise. Toutefois, les bailleurs bilatéraux se déclarent inquiets d'une corruption jugée croissante : la Tanzanie a chuté de 32 places dans l'indice de Transparency International. Le président Jakaya Kikwete a pourtant fait de la lutte contre la corruption une de ses priorités : 578 affaires sont devant les tribunaux contre 50 il y a quatre ans.

La pénurie d'électricité est au centre des préoccupations. Elle demeure majoritairement d'origine hydraulique, mais le pays mise de plus en plus sur son gaz, qui génère déjà près de 300 MW. La demande en électricité, qui augmente de 10 à 15% par an, devait atteindre plus de 900 MW fin 2009 alors que la capacité de production existante est de 550 MW. Le gouvernement estime devoir investir 8 milliards USD d'ici 2031.

Dans les hydrocarbures, le canadien Orca Exploration, qui exploite le gisement de Songo Songo (production de 105 millions pi3/j ; réserves prouvées de 1,3 trillion pi3), veut doubler sa production d'ici trois ans, et exporter dans le cadre du Southern African Power Pool (SAPP). S'agissant du plus important gisement du pays, Mnazi Bay (2 à 3 trillions de pi3 de réserves prouvées), le français Maurel & Prom, avec le britannique Cove Energy, ont racheté au canadien Artumas environ 55% des intérêts dans le développement et 68% dans l'exploration. Quant au charbon, la Chine a prêté 400 millions USD pour développer une centrale électrique de 200 MW qui utiliserait le charbon de Kiwira. Tancoal Energy, filiale de l'australien Atomic Resources, entend développer la mine de Ngaka pour alimenter une centrale de 400 MW à construire d'ici 2012.

Dans le secteur minier, les volumes d'or exportés sont en baisse. L'exploitation d'uranium est annoncée pour 2011. Le gouvernement a proclamé son intention de réviser sa législation minière pour détenir une participation dans les entreprises exploitantes.

Dans l'agriculture, le secteur café est morose : la production 2009/10 baisserait de 27%, à 50 000 t, due au cycle bien-

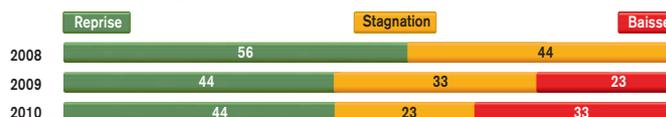
• Environnement des affaires

Note globale moyenne : 2,03 sur 5

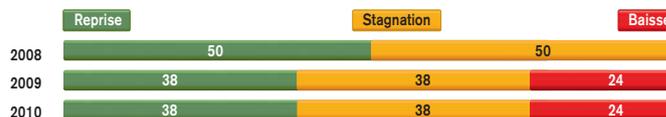
Points forts	Points faibles
Réseau aérien local et régional	Réseau ferré
Réseau téléphonique mobile	Procédures douanières
Niveau de fiscalité	Jugements arbitraires
Sécurité des personnes	Facilités de crédit aux entreprises
Coût du transport aérien	Corruption

• Bilan des entreprises

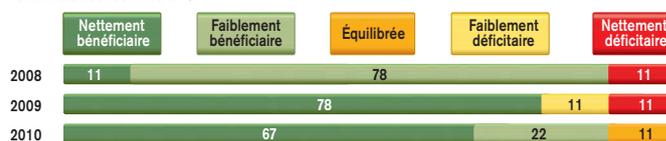
Tendances du chiffre d'affaires en %



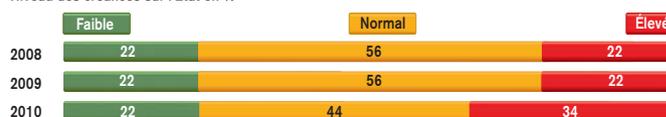
Tendances des investissements en %



Tendances des résultats en %



Niveau des créances sur l'État en %



nal du caféier. Cependant, les autorités veulent porter à 300 000 ha la caféiculture, contre les 200 000 ha actuels. On s'attend à une réduction de 32% de la production de coton en 2009/10 suite aux cours mondiaux dissuasifs, alors que la filière avait fait un bond de plus de 40% en 2008/09, à 200 665 t. En revanche, la production de sucre progresserait de 4% en 2009/10, à 290 000 t, et l'horticulture de +55%. L'Arabie saoudite (500 000 ha), la Yes Bank indienne et la Corée du Sud (100 000 ha) convoitent toutes des terres agricoles.

Selon la Banque centrale, le secteur touristique s'est maintenu sur l'ensemble du premier semestre, générant 1,25 milliard USD. Quant à l'intégration régionale (East African Community), elle ne se fait pas sans grincement de dents : les cimentiers, notamment, veulent maintenir la protection douanière. ■

↑
(Une passion au service de l'Afrique)
↓



Concessionnaire exclusif des plus grandes marques d'équipement industriel sur le continent, nous offrons notre compétence et notre professionnalisme dans le domaine des travaux publics, des mines & carrières, de l'énergie, Oil & Gas, des moteurs industriels & marins, ainsi que dans le secteur de la manutention.

Notre croissance est le résultat d'un savoir-faire de plus de 77 ans, combiné à de nouvelles orientations stratégiques privilégiant la qualité de service, la proximité et l'accompagnement de nos clients, ainsi que l'adéquation de l'offre commerciale en fonction du besoin. Une façon d'affirmer notre indéfectible passion pour l'Afrique et de confirmer notre engagement client.

Tractafric, c'est depuis toujours, un partenariat durable.



Tractafric
equipment



GRUPE
ONA

www.tractafric.com

W o r l d C l a s s S e r v i c e s i n A f r i c a

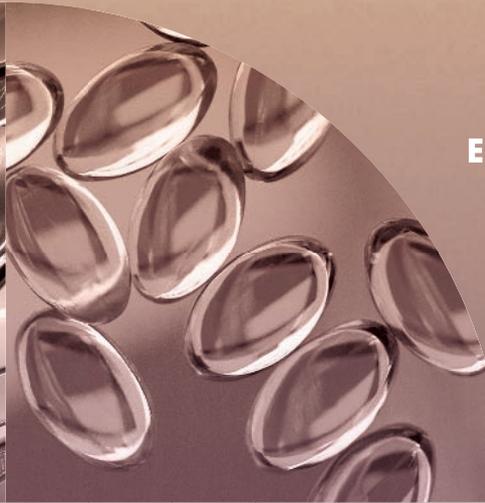
CFAO

LEADER DE LA DISTRIBUTION SPÉCIALISÉE EN AFRIQUE ET EN OUTRE-MER

Automotive



Eurapharma



Industries



Technologies



Avec plus de **10 000 collaborateurs**, le Groupe CFAO dispose d'un **ancrage unique** en **Afrique et dans les collectivités d'outre-mer** :

- **un savoir-faire reconnu** sur ses métiers
- **le partenaire de confiance** des plus grandes marques internationales
- **un esprit entrepreneurial** au service du développement responsable

www.cfaogroup.com

valeur d'expérience, valeur d'avenir


CFAO